

PROCES VERBAL DE DISCUSSIONS
ENTRE
LES AUTORITES CONCERNEES DU GOUVERNEMENT DU
BURKINA FASO
ET
LA MISSION JAPONAISE D'EVALUATION A MI-PARCOURS
DE
LA COOPERATION TECHNIQUE JAPONAISE
DANS LE CADRE DU
PROJET D'APPUI AUX COMITES DE GESTION D'ECOLE AU
BURKINA FASO

L'équipe de la Mission japonaise d'Evaluation à Mi-parcours (ci-après dénommée « l'Equipe », organisée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ci-après dénommée « la JICA ») dirigée par M.Kazuhiro Tambara, a visité le Burkina Faso du 16 au 27 Janvier 2012 dans le cadre de l'Evaluation à Mi-parcours du Projet sur le 'Projet d'Appui aux Comités de Gestion d'Ecoles' (ci-après dénommé « le Projet »).

Pendant son séjour au Burkina Faso, l'Equipe a eu une série de rencontres avec les autorités concernées du Burkina, et a conjointement évalué les réalisations du Projet, et a échangé des points de vue sur l'amélioration du Projet.

A l'issue des discussions, les deux parties ont convenu des points mentionnés dans le document ci-joint.

Ce Procès-Verbal a été préparé en langue Française et Anglaise, chaque texte étant authentique. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.



M. Kazuhiro TAMBARA
Chef de Mission,
Mission Japonaise d'Evaluation à Mi-parcours,
Agence Japonaise de Coopération
Internationale,
Japon



M. GOABGA Emmanuel
Secrétaire Général,
Ministère de l'Education Nationale et de
l'Alphabétisation
Burkina Faso

Ouagadougou, le 27 Janvier 2012

DOCUMENTS JOINTS

TABLE DES MATIERES

▸ Liste des Abréviations et Acronymes

1. INTRODUCTION.....	4
1-1. Préface	
1-2. Objectifs de l’Evaluation	
1-3. Programme de l’Equipe d’Evaluation	
1-4. Membres de la Mission d’Evaluation	
1-5. Méthodologie de l’Evaluation	
2. EVALUATION.....	7
2-1. Réalisations du Projet	
2-2. Résultats de l’Evaluation	
2-3. Conclusion	
3. RECOMMANDATIONS.....	14

ANNEXES

ANNEXE1. Intrants du Projet

- 1-1. Liste des Experts de la JICA
- 1-2. Liste des fournitures et Equipement fournis par la JICA
- 1-3. Liste des Homologues du Burkina
- 1-4. Liste des Terrains, Bâtiments et Installations
- 1-5. Dépenses Budgétaires

ANNEXE 2. Cadre Logique



Liste d'abréviations et acronymes

CAD	Comité d'Aide au Développement
CEB	Circonscription d'Education de Base
CEBNF	Centre d'Education de Base Non Formelle
COGES	Comité de Gestion d'Ecole
CDMT	Cadre-de dépenses à Moyen Terme
C/P	Counterpart (Homologue en français)
DAF	Direction (Directeur) de l'Administration et des Finances
DGEB	Direction (Directeur) Générale de l'Enseignement de Base
DPEBA	Direction (Directeur) Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
DREBA	Direction (Directeur) Régionale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
PF	Point focal
GER	Gross Enrolment Rate (Taux Brut de l'Admission (TBA) en français
MEBA	Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
M/M	Compte Rendu de discussions
NC	Coordonnateur National
PACOGES	Le Projet d'appui aux comités de gestion d'école
PDSEB	Programme Développement Stratégique de l'Education de Base
PDDEB	Plan Décennal de Développement de l'Education de Base
PDM	Cadre Logique du Projet
R/D	Procès-verbal des discussions
SG	Secrétaire Général
SP/PDDEB	Secrétariat Permanent du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base
TICAD	Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique

1. INTRODUCTION

1-1. Préface

Le Projet a été lancé en Novembre 2009 et sa durée est de quatre (4) ans. Pour la période restante du Projet, approximativement un an et neuf (9) mois, la JICA a envoyé l'Equipe au Burkina Faso du 16 au 27 Janvier 2012 dans le but d'évaluer les réalisations du Projet. L'Evaluation à Mi-Parcours a été menée conjointement par l'Equipe et les autorités concernées du Burkina Faso.

1-2. Objectifs de l'Evaluation

Les Objectifs de l'évaluation à mi-parcours se présentent comme suit:

- (1) Examiner et évaluer les intrants, les activités, la structure d'exécution, le processus et les réalisations du Projet;
- (2) Clarifier les problèmes et les questions à traiter pour une mise en œuvre réussie du Projet pour la période restante;
- (3) Evaluer la justification pour la poursuite du Projet sur la base de l'évaluation ;
- (4) Faire des recommandations pour les activités pour la période restante; et
- (5) Examiner et réviser le Cadre Logique, si la nécessité s'en fait sentir.

1-3. Programme de la Mission d'Evaluation

* Les données sont recueillies et l'analyse commence avant l'arrivée.

Date		Activités
15-Jan	Dim.	Arrivée à Ouagadougou
16-Jan	Lun.	Entretiens pour PACOGES, SP / PDDEB, Ambassade du Japon, la JICA au Burkina, l'UNICEF, DREBA (Région-Centre), et DPEBA (Kadiogo)
17-Jan	Mar.	Inspection de terrains (Zone urbain: école NEMNE, CEB Ouaga 1) Entretien pour FPs
18-Jan	Mer.	Entretien pour WB, DREBA (Plateau-Central) et DPEBA (Oubritenga) Inspection de terrains (Zone rural: CEB Ziniare 3, école BARKOUITENGA, CEB Nagreongo, école LINOUGHIN, CEB Nagreongo) Visite de courtoisie au SG, la région MENA
19-Jan	Jeu.	Confection du Procès-verbal des discussions(PV) provisoire Réunion avec le conseiller technique (chargé de la décentralisation) et CN
20-Jan	Ven.	Réunion avec CN, FPs, et experts de la JICA Confection du PV provisoire
21-Jan	Sam.	Confection du PV provisoire
22-Jan	Dim.	Confection du PV provisoire
23-Jan	Lun.	Discussion à propos du PV avec DGEB (et DDEB) Révision du PV et Cadre Logique du Projet (PDM)
24-Jan	Mar.	Discussion sur le PDM avec PACOGES Révision du PV
25-Jan	Mer.	Révision du PV

26-Jan	Jeu.	Discussion à propos du PV avec DGEB Rencontre avec Courtoisie Ministre Révision du PV
27-Jan	Ven.	Signature au PV Compte rendu à l'Ambassade du Japon Départ de Ouagadougou

1-4. Liste de concertation

Les concentrations entre le Burkina Faso et le Japon côté à propos du Project ont été tenu à Ouagadougou dans le cadre de cette revue. Les participants principaux sont comme la liste suivante.

(2) Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA)

M. GOABGA Emmanuel	Secrétaire Général
M. KOREBEOGO Shibiri	Directeur Général de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
Mme. KINDA Emma	Directrice du Développement de l'Enseignement de Base
M. KABORE Michel	Coordonnateur National du Projet PACOGES
M. DIPAMA Karim	Point Focal du Projet PACOGES
Mme. SEGUEGA/DEME Solange	Point Focal du Projet PACOGES
Mme. TALL Fatoumata	Point Focal du Projet PACOGES

(1) Mission japonaise d'Evaluation à Mi-parcours

M. TAMBARA Kazuhiro	Chef de Mission	Directeur Division de l'Education de Base II, Département du Développement Humain, JICA
M. HARA Masahiro	Planification de l'Education	Conseiller Senior au Projet Ecole Pour Tous, JICA / Niger
M. WAKASUGI Yuji	Planification de Coopération /Analyse d'Evaluation	Assistant au Directeur Division de l'Education de Base II, Département du Développement Humain, JICA

(3) Bureau JICA Burkina Faso

Mme. EBIHARA Tomoko	Conseillère en Formulation de Projet
Mme. BISSIRI/BARRY Haoua	Chargée de Programme

(4) JICA Expert Team for PACOGES

Mme. NAKAZAWA Junko	Chef conseiller / Gestion d'école
Mme. SUGIMOTO Kikué	Coordination du projet / Suivi des COGES
Mme. SAITO Yukiko	Suivi des activités de COGES

1-5. Méthodologie de l'Evaluation

L'évaluation est conçue pour vérifier les aspects suivants sur la base du Cadre Logique et du Plan d'Opération:

- 1) Les réalisations du Projet sur la base des indicateurs du Cadre Logique
- 2) Le processus de mise en œuvre
- 3) La définition des cinq critères d'évaluation de la CAD comme suit;

Pertinence	La Pertinence du plan du projet a été examinée en termes de validité du but du projet et de l'objectif global en relation avec la politique de développement du Gouvernement du Burkina, la politique d'aide du gouvernement du Japon, les besoins des bénéficiaires, et par la cohérence logique du plan du projet.
Efficienc	L'Efficienc a été évaluée en évaluant la mesure dans laquelle le Projet avait atteint son but et en clarifiant la relation entre le but et les résultats.
Efficacit	L'Efficacit de la mise en œuvre du projet a été analysée avec un accent sur la relation entre résultats et intrants en termes de calendrier, de qualité et de quantité des intrants.
Impact	L'Impact du Projet a été évalué sur la base des influences positives et négatives causées par le Projet.
Durabilit	La Durabilit du Projet a été évaluée en termes d'aspects politiques, institutionnelles, financiers et techniques et en examinant dans quelle mesure les réalisations du Projet seraient viables ou généralisées après la période du Projet.

Des conclusions ont été tirées à partir des résultats de l'étude et des recommandations ont été faites par l'Equipe.



2. ÉVALUATION

2-1. Réalisations du projet

2-1-1 Résultats

Résultat 1: Les COGES sont mis en place démocratiquement
Résultat 2 : le Plan d'action des écoles est mis en œuvre à travers la participation communautaire.
Résultat 3 : Le système de suivi et accompagnement des COGES est établi
Résultat 4 : L'évaluation interne du projet et le partage d'expériences sont réalisés.

Grâce aux efforts conjugués du Burkina Faso et du Japon, surtout des homologues Burkinabé et des Experts japonais, la plupart des activités prévues ont été réalisées avec succès. Cela qui devrait contribuer à la réalisation à un haut niveau de l'objectif général du projet. L'état actuel de l'atteinte de chaque Résultat se présente comme suit:

- Résultat 1 & 2 : Les COGES sont mis en place de manière démocratique et le Plan d'action des écoles a été mis en œuvre comme prévu. Les principales données quantitatives sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Indicateurs	Achèvements / Les objectifs dans le Cadre Logique
Le taux de mise en place des COGES	99% (1503/1512) /85%
Le taux de COGES qui ont élaboré un plan d'action d'école et mis en œuvre au moins une activité	99% ¹ /85%
Le nombre d'activités mis en œuvre	2009/2010: 3.7 (1328 activités /362 COGES) ¹ 2010/2011: 3.4 (3503 activités /1034 COGES) ¹

- Résultat 3: Les indicateurs ont été atteints, toutefois ils devraient être mieux élaborés afin de mesurer l'atteinte des résultats finaux avec plus de précision. Le projet a également pour défi de veiller à un équilibre entre les différentes activités des COGES.
- Résultat 4 : Les activités associées seront réalisées selon un calendrier déterminé.

2-1-2. But du projet

But du projet: La stratégie pour la mise en place des COGES fonctionnel est établie dans la zone cible du projet.

¹ Nous ne pouvons pas confirmer si le plan d'action élaboré a été mis en œuvre puisque nous n'avons pas collecté les données dans ce sens. Cependant, tous les COGES qui ont présenté leur plan, ont confirmé avoir mis en œuvre au moins plus d'une activité.



Bien que l'étape à mi-chemin ne soit pas le délai pour atteindre l'objectif global du projet (qui doit être réalisé à la fin du projet), ce résultat a été atteint pour la plupart. Les données pour l'indicateur 1 de même que l'indicateur 2 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

<Mobilisation financière >

	1 ^{ère} année (2009-2010) *362 COGES	2 ^{ème} année (2010-2011) *1043 COGES
Mobilisation totale	62 276 665Fcfca	189 276 950Fcfca
Mobilisation par COGES	172 035 Fcfca	183 053 Fcfca

*655Fcfca=1EURO

< Participation des communautés pour la mise en place de COGES >

	1 ^{ère} année (2009-2010) *362 COGES	2 ^{ème} année (2010-2011) *681 COGES	3 ^{ème} année (2010-2011) *408 COGES	TOTAL *1451 COGES
Nombre de participants	44 851	74 773	34 394	154 018
Nombre de participants par COGES	124 personnes /COGES	110 personnes /COGES	84 personnes /COGES	106 personnes /COGES
(% femme)	49.3%	49.1%	44.4%	48.1%

*Nombre de participants à l'AG pour la mise en place des COGES

*Le nombre de participant par COGES a connu une baisse à cause des lieux (le nombre de participant en ville (1^{ère} année) est plus développé par rapport à la zone rural)

L'indicateur 3 (Adoption de la stratégie lors de l'atelier national) est assez avancé. Une étape importante a été franchie avec l'adoption à l'échelle nationale d'une stratégie de généralisation des COGES fonctionnels. Toutefois ce modèle de la stratégie pour la généralisation pourra être encore amélioré en prenant en compte les points suivants :

- La stratégie n'implique pas conséquemment un dispositif de suivi et d'évaluation.
- Les TDR et le nombre des membres du personnel de la cellule COGES au sein du MENA n'ont pas été clarifiés.
 - * La répartition des tâches et responsabilités de la Cellule et du PACOGES n'est pas non plus clarifiée.
- Le budget après la 2^{ème} année et celui des frais de suivi par les encadreurs n'ont pas été planifiés.

2-1-3. Objectif global

Objectif global:

1. Les COGES fonctionnels sont généralisés dans tous le pays
2. L'environnement scolaire est amélioré à travers les COGES fonctionnels

Il est trop tôt pour mesurer l'impact du projet. L'indicateur 1 (Intégration de la stratégie du COGES au plan sectoriel) a une chance d'être réalisé, puisqu'à l'échelle nationale le modèle de généralisation du COGES a déjà été approuvé, sauf qu'il reste à développer un modèle de suivi des COGES. L'indicateur devrait être révisé afin qu'on puisse mesurer sa réalisation avec plus de précision.

Les Résultats 2-1 & 2-3 (L'augmentation des activités d'amélioration de la qualité de l'éducation et des contributions de la communauté) ont été atteints ainsi qu'il était mentionné dans le résultat 2 et l'objectif du projet. Le résultat 2-2 (amélioration des Résultats des statistiques scolaires que sont le TBA, TBS, Taux de fréquentation) n'a pas pu être mesuré au stade actuel. Toutefois, presque tous les intervenants tels que les directeurs d'école et les personnes interviewés du COGES lors d'une enquête rapide (mais seulement 3 écoles ont été concernées) ont déclaré que les activités du COGES ont amélioré la qualité de l'éducation au niveau du recrutement des filles, l'attitude des élèves, l'assiduité dans la fréquentation.

Les objectifs généraux ne peuvent être atteints que si le suivi des COGES est régulier et suffisant afin de soutenir de manière à affiner les plans d'action du COGES qui doivent être développés et mis en œuvre. De nombreuses choses, y compris le COGES lui-même seraient obsolètes sans un dispositif de suivi durable et efficace. Cela nécessite de définir des besoins à moyen et long terme pour améliorer les Résultats de l'éducation.

2-2. Résultats de l'évaluation

2-2-1. Processus de mise en œuvre

(1) Le projet a mis en œuvre la plupart de ses activités comme prévu, sauf le développement du modèle d'appui/accompagnement et le suivi des COGES. Les contributions de la partie burkinabé et japonaise ont été faites comme prévu à tous les niveaux. Cependant, dans le cadre logique la description du gestionnaire du projet reste vague. Un autre constat est que, depuis le démarrage des activités du projet, le personnel aussi bien de la partie burkinabé que de la partie japonaise est insuffisant. Le montant financier et le calendrier de décaissement des frais de carburant pour le soutien aux activités et au suivi des COGES par les encadreurs des CEB ne sont pas suffisants.

(2) L'appropriation du projet par le MENA est très visible. Cependant, il n'existe aucune structure permanente qui s'occupe des activités de COGES au sein du MENA. L'implication des Point Focaux (PF) et les autres départements du MENA dans les activités du projet est insuffisante.

(3) La communication entre les différents intervenants d'un projet est importante. Cependant, aucune réunion n'a été tenue, réunissant les Points Focaux du MENA est les acteurs internes du projet de Juillet à Décembre 2011.

(4) Certains facteurs de crise ont été observés. Les manifestations de scolaires en Mars 2011, la crise socio-politique qu'a vécu le Burkina Faso, suivi du mouvement des responsables administratifs au niveau de l'enseignement de Base ont perturbé les activités des COGES et du PACOGES.

2-2-2. Évaluation par les cinq critères

Les résultats de l'évaluation par les cinq critères sont résumés ci-dessous.

Critères / Résultat	Description
Pertinence /Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - (+) "Les objectifs du COGES sont ceux de l'école et de la communauté." "Grâce au COGES, nous pouvons faire ce que nous voulons faire et apprendre comment faire en utilisant la participation et les contributions de la communauté." (Selon les interviews réalisées au sein des COGES) Cela signifie que non seulement les COGES répondent aux besoins de l'école et de la communauté plutôt que de les renseigner sur ce qu'elles doivent faire, mais aussi expriment leurs besoins. - (+) L'objectif du projet est compatible avec les priorités des politiques d'éducation du Burkina tels que le PDDEB, le PDSEB, le décret des COGES ainsi que la politique d'aide du gouvernement japonais tels que la TICAD IV. - (+) Le paquet minimum pour un COGES fonctionnel, initialement développé à l'école pour tous les projets au Niger, est une méthode pratique pour activer une gestion de l'école en mobilisant les ressources communautaires (élection démocratique des membres des COGES, des activités basées sur le Plan d'activité scolaire, le suivi périodique et le soutien au COGES par le gouvernement). Le paquet minimum est également adapté à celui diffusé à l'échelle nationale au Burkina Faso.

Efficacité / Elevé	<ul style="list-style-type: none"> • L'objectif du projet n'a aucune chance d'être atteint si les recommandations de cette revue à mi-parcours ne sont pas mises en œuvre. - (+) Le premier Résultat de (Plus de 75% des COGES ont élaboré un plan d'action et mis en œuvre des activités) a été atteint. Le suivi et l'appui dans le but d'affiner et d'activer des plans d'action des COGES seront essentiels. - (+) Le 2em indicateur (l'augmentation des contributions de la communauté) est atteint. Le suivi régulier dans le but d'affiner et d'activer les plans d'action d'écoles sera important. - (+) Le 3em indicateur (L'approbation de la stratégie de COGES) a déjà été réalisé, mais les aspects suivants devraient être améliorés. - (-) Le développement et l'intégration de la stratégie pour l'appui/accompagnement, le suivi des COGES - (-) Le développement des termes de référence de la cellule COGES et sa démarcation avec le PACOGES - (-) La formulation et l'acquisition des ressources pour le budget après la 2e année pour l'appui et le système de suivi • La décentralisation est en cours. Bien que le projet ait fait des efforts pour impliquer les communes, la collaboration systématique avec les ministères concernés devrait être renforcée.
Efficience / Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - (+) Résultats 1 à 3 ont été produits pour la plupart comme prévu. Le résultat 4 sera mis en œuvre plus tard, selon le plan. La production des résultats peut être maintenue si le suivi régulier est suffisant afin d'appuyer le développement et la mise en œuvre d'un plan d'action affiné et d'activer les des activités COGES. - (-) Pour le résultat 3, le pilotage et le suivi collectif pour l'élaboration et la mise en œuvre des activités n'ont pas encore démarré. - (+) Les activités ont été essentiellement mises en œuvre comme prévu et des contributions au projet sont bien utilisés pour produire les Résultats. Les homologues et experts de la Coordination du Projet / travaillent ardemment et bien. Toutefois, - (-) les homologues ne sont pas en nombre suffisant. - (-) Les Points focaux ne sont pas utilisés conséquemment et ne sont pas suffisamment mis en valeur. - (-) La participation des experts de la JICA à la discussion de haut niveau n'est pas suffisante. - (-) Les rôles joués par le Coordonnateur national (CN) et les PF ainsi que la démarcation entre eux et les experts de la JICA ne sont pas assez clarifiés. - (+) Le paquet minimum du COGES et son approche pour mobiliser les ressources communautaires avec les petites interventions gouvernementales ont beaucoup contribué à l'efficacité des coûts. - (+) Le système existant et le personnel chargé du suivi au niveau CEB est bien utilisé. - (+) Le modèle du COGES, initialement développé au Niger, et le projet de réseaux d'école pour tous en Afrique francophone sont utilisés de façon effective. - (-) Les affectations des agents publics, ayant bénéficié d'information et / ou des formations sur les COGES, (à la suite des mouvements sociaux de 2011) a marqué un coup d'arrêt sur les activités du projet COGES.




Impact / Elevé	<ul style="list-style-type: none"> • Les objectifs généraux du projet n'ont aucune chance d'être atteints si les recommandations relatives à cette révision à mi-parcours ne sont pas exécutées. - L'indicateur 1 (Intégration de la stratégie du COGES au plan sectoriel): Le PDDEB a souligné l'importance des COGES et la diffusion du modèle COGES a déjà été approuvée. - (-) Le modèle pour l'appui et le suivi des COGES, ainsi que la stratégie de diffusion et la mise en place d'une structure devraient être élaborés. * Le résultat lui-même devrait être mieux élaboré afin de mesurer la réalisation avec plus de précision. - (+) Les Résultats 2-1 et 2-3 (L'augmentation des activités scolaires et des contributions de la communauté) ont été atteints comme mentionné ci-dessus. - (+) Le résultat 2-2 (amélioration des Résultats de l'éducation telle que le TBS) n'a pas pu être évalué. Cependant, presque toutes les parties prenantes telles que les directeurs d'école et des COGES interrogés (mais seulement 3 écoles) ont déclaré que les activités des COGES ont amélioré les indicateurs de l'éducation en ce qui concerne la scolarisation des filles, l'attitude des élèves et la fréquentation. - Les indicateurs ne peuvent être atteints que si un suivi suffisant et régulier est développé et mis en œuvre pour affiner et activer les plans d'action du COGES. - (+) Le modèle COGES a été appliqué à 40 écoles primaires dans le cas du PASEB appuyé par la Banque mondiale ainsi que partiellement au niveau CEBNF et l'approche École amie des enfants par l'UNICEF, etc. - (+) Une APE a commencé à introduire l'élection démocratique et faire des rapports financiers après que ses membres de l'APE aient rejoint COGES.
Durabilité / Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - (+) Le paquet minimum du COGES et son approche pour mobiliser les ressources communautaires avec la petite intervention gouvernementale a également beaucoup contribué à sa durabilité. <p>« Politique et système »</p> <ul style="list-style-type: none"> - (+) L'objectif du projet est compatible avec la priorité des politiques d'éducation du Burkina tel que le PDDEB, PDSEB et la mise en place des COGES. - (-) La version finale du dossier du projet PDSEB ne mentionne pas clairement le COGES. - (-) Il ne fait donc aucun cas de la stratégie de généralisation bien que ce document ait été validé au plan national connu plusieurs fois des amendements. - (+) Les systèmes tels que celui du suivi par la CEB sont utilisés. - (-) La collaboration avec les ministères concernés comme le ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité publique, et les communes devrait être renforcée. <p>« Organisation et la Finances »</p> <ul style="list-style-type: none"> - (-) Au niveau central, il n'y a pas une structure département permanente au sein du MENA pour mettre en œuvre la stratégie du COGES. L'implication des PF n'est pas suffisante. Cela empêche le développement des capacités institutionnelles en faveur du MENA. - (+) L'appropriation et la motivation des parties prenantes sont élevées. - (+) Les communautés ont contribué aux activités scolaires. - (-) Le carburant pour le suivi par la CEB n'est pas suffisant. - (-) L'amélioration de l'appui/accompagnement et du système de suivi est nécessaire.




	<p>« Aspect technique »</p> <ul style="list-style-type: none"> - (+) Les manuels ont été produits et les formateurs ont été formés - (+) Les parties prenantes à un niveau inférieur à celui du niveau régional ont la possibilité d'acquérir les méthodes de base du modèle COGES. - (-) Aucune structure département permanente au sein du MENA ne travaille réellement pour les COGES, Il en est de même de l'implication des PF MENA qui est insuffisante. Le Ministère de l'Administration territoriale de la décentralisation et de la Sécurité publique, et Les communes et ne semble pas connaître leurs implication et responsabilisation dans le processus de mise en place et de fonctionnement des COGES.
--	--

2-2-3. Conclusion

«Les objectifs poursuivis à travers le COGES sont ceux de l'école et de la communauté." "Grâce aux COGES, nous pouvons faire ce que nous voulons faire et apprendre comment faire pour bénéficier de la participation de la communauté." (D'après les entretiens réalisés au sein du COGES), le COGES ne répond pas seulement aux besoins des écoles et des communautés au Burkina Faso, mais il leur permet de mieux les identifier et les exprimer. Il s'intègre parfaitement dans la philosophie de la décentralisation. Le MENA a exprimé l'importance de renforcer la gestion des écoles à travers la participation communautaire à travers le PDDEB et la signature du décret portant création des COGES.. Le projet a réalisé un grand progrès dans ce sens. Les Résultats et les objectifs du projet ont produit plus de résultats que prévu grâce aux efforts conjugués des homologues et des experts de la JICA. Presque tous les COGES ont été établis et les plans d'action scolaires ont été formulées et mis en œuvre avec l'augmentation de la participation et de la contribution des communautés. Bien qu'il soit trop tôt pour mesurer les impacts du projet afin de les mettre en lien avec les Résultats globaux du système de l'éducatif, tous les intervenants interrogés au niveau local ont mentionné les impacts liés à la scolarisation des filles et à l'assiduité des élèves en classe. Les Résultats globaux de l'éducation seront améliorés si un appui permanent et un suivi soutenu est fait sur le long terme .Des efforts supplémentaires du gouvernement du Burkina Faso sont nécessaires pour l'élaboration d'une telle stratégie et sa diffusion à l'échelle nationale. Le COGES sera obsolète sans un appui durable et un système de suivi efficace. Ce système durable est indispensable à moyen et à long terme pour améliorer les Résultats de l'éducation,. Par conséquent, la mise en œuvre place d'une structure permanente pour une vision à long terme est nécessaire. Puisque le Burkina Faso a décidé de généraliser les COGES à l'échelle nationale, il est important pour le projet de veiller à d'élaboration de la stratégie afin d'aider à affiner les axes et actions. Comme le temps restant pour la fin du projet est d'environ un an et demi, il est encore possible de faire d'autres réalisations qui pourront contribuer à l'amélioration de l'enseignement primaire au Burkina Faso.




3. RECOMMANDATIONS

Dans le but de toujours améliorer les résultats du projet, l'Equipe a fait les recommandations suivantes :

3-1. Propositions vis à vis du Projet

(1) Renforcement du système de suivi et d'appui durable aux COGES (courant février 2012)

Le Projet a tenté de mettre en place un système de suivi, d'appui et d'accompagnement des COGES à travers la combinaison du suivi de terrain par les encadreurs, réunions périodiques et systématiques entre les principaux acteurs à différents niveaux. Cependant, selon le résultat de l'évaluation, certaines appréhensions sur la durabilité et la rentabilité du système sont nées. Par conséquent, il est fortement recommandé au Projet d'expérimenter une autre alternative de suivi collectif en mettant en place un cadre de concertation communal avec la participation de tous les COGES.

(2) Clarification et élaboration des TDR de l'équipe du Projet (courant février 2012)

La mission apprécie vivement la compétence de l'équipe du Projet qui a mené les activités assez importantes avec un personnel limité. Cependant, il est fortement recommandé de clarifier les TDR des membres de l'équipe du Projet y compris des Point Focaux, pour répartir les tâches et confirmer la responsabilité de chacun afin d'améliorer l'efficacité du Projet. En plus, il est nécessaire d'approfondir la compréhension commune sur les TDR des experts japonais tels que stipulés dans la convention.

(3) Organisation régulière des réunions du Projet (courant février 2012)

Le partage des informations sur les activités et le déroulement du Projet entre les membres du projet et les personnes concernées est indispensable pour une meilleure progression du Projet. Dans ce cadre, il est recommandé d'organiser les réunions régulières ne serait-ce que tous les quinze jours avec le Coordonnateur national, les Points focaux du MENA, le Gestionnaire et les experts japonais afin de partager les informations et les difficultés rencontrées et prendre de façon consensuelle des décisions de réajustement des activités au cours du déroulement du projet.

(4) Modification du Cadre Logique et du Plan d'Opérations du Projet

En considération de la validation du document sur la STRATEGIE DE GENERALISATION DE LA MISE EN PLACE DE COMITES DE GESTION D'ECOLE (COGES) AU BURKINA FASO par le gouvernement du Burkina Faso en mai 2011 et la progression notable des activités du Projet, il est nécessaire d'actualiser le Cadre logique à la situation actuelle. Il est donc recommandé que le Cadre Logique et le Plan d'Opérations soient révisés et modifiés.



3-2. Proposition vis à vis du MENA

(1) Affectation d'un homologue supplémentaire (*Début 2012*)

La mission propose qu'un homologue supplémentaire soit affecté au Projet afin qu'il puisse appuyer l'exécution des activités du Projet.

(2) Augmentation des frais du suivi de terrains par les encadreurs (*La rentrée 2012-2013*)

Pour assurer l'efficacité du suivi des activités de COGES, il est nécessaire d'augmenter les frais de carburant pour le suivi par les encadreurs. Il est aussi souhaitable que ces frais soient fournis à temps pour ne pas nuire au processus de suivi des activités des COGES.

(3) Intégration des activités de COGES dans le cadre du Plan d'Action annuel/Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du MENA

Il est recommandé d'intégrer les activités des COGES que sont l'appui technique, le système de suivi et la généralisation des COGES à l'échelle sectorielle nationale et l'appui/suivi courant du fonctionnement dans le cadre du Plan d'Action annuel et dans le CDMT du MENA.

(4) Renforcement de l'organisme chargé des COGES au niveau central (*mi-2012*)

Le gouvernement du Burkina Faso a reconnu la nécessité d'établir une « cellule » qui s'occupera de l'exécution de la STRATEGIE DE GENERALISATION DE LA MISE EN PLACE DE COMITES DE GESTION D'ECOLE (COGES). Il est souhaitable que la cellule soit établie le plus tôt possible. Il devra se charger non seulement de la généralisation des COGES à l'échelle nationale mais aussi continuer à appuyer les activités des COGES ultérieurement de façon permanente. La JICA est prête de prendre en charge de renforcement des capacités et d'appuyer en conseils techniques cette cellule qui sera chargé entre autre:

du Renforcement des Capacités / Formation des COGES;

- 1) du Suivi des COGES;
- 2) des études et le développement des nouvelles approches de COGES pour le développement de l'éducation.

(5) Mise en place du comité technique de préparation de la généralisation de COGES fonctionnel (*mi-2012*)

Afin de détailler et concrétiser le STRATEGIE à travers les expériences du PACOGES, la mission propose de créer un comité technique qui se constitue de DGEB, PACOGES (NC, PF, Experts japonais), les homologues du PACOGES au niveau déconcentré, et les ministères concernés selon la nécessité. En outre, nous recommandons simultanément que le PACOGES participe au comité au titre d'appui technique pour actualiser le Stratégie.



(6) Responsabilisation du suivi des COGES par les encadreurs déconcentrés de MENA

Il est recommandé de revoir dans les lettres de mission des acteurs au niveau central et déconcentré des actions qui prennent en compte le suivi des COGES à tous les niveaux possibles.

(7) Signature d'une lettre conjointe entre MENA et MATDS pour la collaboration dans le cadre de l'expérimentation du cadre de la concertation communal (courant février 2012)

Il est recommandé que les deux institutions ministérielles qui sont impliquées dans la mise en place et le fonctionnement des COGES rédigent une lettre conjointe pour soutenir l'expérimentation du cadre de concertation communal.

(8) Organisation d'une rencontre extraordinaire du comité de pilotage (courant février 2012)

Pour examiner et mettre en œuvre toutes les recommandations de la présente évaluation, il est nécessaire d'organiser une rencontre du comité de pilotage ordinaire et/ou extraordinaire pendant le présent semestre tout au moins

3-3. Recommandation vis à vis au JICA

(1) Renforcement de l'appui à la capacité d'exécution du Projet

Il est recommandé à la JICA de renforcer l'appui à la capacité d'exécution du Projet.



ANNEXES

ANNEXE1 . Intrants du Projet

- 1-1. Liste des Experts de la JICA
- 1-2. Liste des fournitures et Equipement fournis par la JICA
- 1-3. Liste des Homologues du Burkina
- 1-4. Liste des Terrains, Bâtiments et Installations
- 1-5. Dépenses Budgétaires

ANNEXE 2. Cadre Logique du Projet (PDM)

ANNEX 1 Intrants du Projet

1-1. Liste des Experts de la JICA (au 26 janvier 2012)

No.	Nom et prénom	Titre	de	à
1	Mme. NAKAZAWA Junko	Chef conseiller / Management scolaire	Nov. 2009	Présent
2	Mme. SANO Keiko	Renforcement des capacités de COGES	Nov. 2009	Oct. 2011
3	Mme. SHIMIZU Mayu	Suivi des COGES	Oct. 2010	Mars 2011
4	M. YAMASHIRO Yoshinori	Appui audiovisuel pour formation	Déc. 2010	Mars 2011
5	Mme. SUGIMOTO Kikue	Coordinatrice du projet / suivi des COGES	Oct. 2011	Présent
6	Mme. SAITO Yukiko	Suivi des activités de COGES	Déc. 2011	Présent

ANNEX 1-2. Liste de matériel et équipement fourni par la JICA (au 27 janvier 2012)

Matériel et équipement	(Model /N° d'appareil)	Quantité	Prix unitaire (CFA)	Sous-total (CFA)	Date délivrée	Lieu	Condition
Véhicule	TOYOTA PRADO (4WD)	2	19, 000,000	38, 000,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Imprimant en noire-blanc	KYOCERA FS-1300D	1	370,000	370,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Imprimant en couleur	KYOCERA FS-C5100DN	1	425,000	425,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Ordinateur (bureau)	DELL OPTIPLEX 360MT+ECRAN PLAT TFT 19"	2	630,000	1, 260,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Ordinateur (Portable)	HP610 FREEDOS	2	900,000	1, 800,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Photocopieur	CANON IR5000	1	6, 000,000	6, 000,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Projecteur	EPSON EB-X6	1	620,000	620,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Téléphone-fax	PANASONIC KX-FP 701 CX	1	325,000	325,000	Nov. 2009	Ouaga.	Conservé à cause du problème de ligne
Appareil-photo numérique	CANON POWERSHOT A480	2	155,000	310,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
Moto	YAMAHA V80	13	1, 290,000	16, 770,000	Mars 2010	Oubritenga Ganzourgou Kourweogo	Bon
Groupe électrogène	SDMO/T12 EC2000/14 LWA86dB E F.G. WILSON	1	6, 950,000	6, 950,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
Imprimant en noire-blanc	HP 3005 DN	1	560,500	560,500	Mars 2010	Ouaga.	Bon
Scanner	HP SCANJET 5590	1	472,000	472,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
Ordinateur (bureau)	HP/COMPAQ DX 1000 DUAL CORE 2,5 GHZ + ECRAN PLAT TFT 19"	2	826,000	1, 652,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
Caméra vidéo numérique	SONY DCR-SR 67 E DD 80 Go	1	590,000	590,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
Moto	YAMAHA V80	6	1, 490,000	8, 940,000	Mars 2010	Koupléogo Kouritenga	Bon
Total				85, 610,356			

ANNEX 1-3. Liste d'Homologues du Ministère de l'Education National et l'Alphabétisation du Burkina Faso

(1) Equipe nationale (Homologues nationaux)

No.	Nom et prénom	Poste	Profession	Période	
				de	à
1	KABORE Michel	Coordonnateur National	Inspecteur de l'Enseignement du Premier Degré (IEPD)	Dec. 2009	Présent
2	OUEDRAOGO Moïse	Contrôleur des Services Financiers	DAF / MENA	Dec. 2009	Présent
3	DIPAMA Karim	Point focal au niveau central	Inspecteur de l'Enseignement du Premier Degré (IEPD)	Dec. 2009	Présent
4	SEGUEGA/DEME Solange	Point focal au niveau central	Inspecteur de l'Enseignement du Premier Degré (IEPD)	Dec. 2009	Présent
5	TALL Fatoumata	Point focal au niveau central	Chargée de programme, Mobilisation sociale au Secrétariat Permanent du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (SP/PDDEB)	Dec. 2009	Présent

(2) Homologue des structures déconcentrées du MENA (Régional)

No.	Nom et prénom	Poste	Période	
			de	à
Région Centre				
1	KORBEOGO Sibiri	Directeur Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août. 2011
2	GANOU Gnissa	Directeur Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
3	ZEBANGO Bougré	Point focal de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Sep. 2011
4	SAMPO Jean-Baptiste	Point focal de la Direction Régionale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
Région Plateau-Central				
4	OUEDRAOGO Wendkouni	Directeur Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août 2011
5	KABORE Regma Etienne	Directeur Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août. 2011	Présent
6	DIABOUGA Yabouré Joseph	Point focal de la Direction Régionale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2011	Présent
Région Central-Est				
7	NABA Babougou	Directeur Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2010	Août 2011
8	Mme BAGRE Poulaine	Directeur Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
9	NAPON Ousmane	Point focal de la Direction Régionale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2010	Présent

(3) Homologue des structures déconcentrées du MENA (Provincial)

No.	Nom et prénom	Poste	Période	
			de	à
Région Centre : Province du Kadiogo				
1	Mme ZONGO P. Esther	Directrice Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août. 2011
2	ZOUNGRANA Managabamba	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
3	IMA Jean-François	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Jan. 2012
4	Mme KABORE/COMPAORE Yabiri	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Jan 2012	Présent
Région Centre : Province de l'Ouhimbira				
5	Mme HAMA Binta	Directrice Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août 2011
6	DIALLO Hamadou	Directeur Provincial de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
7	SAWADOGO Baba	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Présent
Région Plateau-Central : Province du Kourwéogo				
8	KOUMSONGO Bernard	Directeur Provincial de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2010	Août 2011
9	DIALLO Mamoudou	Directeur Provincial de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
10	CONGO Souleimane	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2010	Présent
Région Plateau-Central : Province du Ganzourou				
11	BELEMLINGA Tinlé	Directeur Provincial de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août. 2011
12	Mme KAFANDO/KOIRA Edith	Directrice Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
13	KYELEM Dieudonné	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Présent
Région Plateau-Central : Province du Boulgou				
14	DABIRE Lucas	Directeur Provincial de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Mai. 2010	Présent
15	NONKANE Mahamadi	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2010	Présent
Région Central-Est : Province du Koulpélogo				
16	ZORE Pibakoba	Directeur Provincial de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
17	KOUSSOUBE Issaka	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
Région Central-Est : Province du Kouritenga				
18	Mme BADO/OUEDRAOGO Martine	Directrice Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
19	ZOUNGRANA Leonard	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent

M

J

(4) Homologues en poste dans les circonscriptions d'Education de Base

No.	Province	Nom de CEB	Nombre de Chef du CEB et son Conseillers Pédagogiques formés
1	KADIOGO	OUAGA 1	5
2		OUAGA 2	4
3		OUAGA 3	6
4		SAABA	4
5		KOUBRI	4
6	OUBRITENGA	ABSOUYA	2
7		LOUMBILA	1
8		DAPELOGO	2
9		NAGREONGO	2
10		OURGOU-MANEGA	3
11		ZITENGA	2
12		ZINIARE 1	2
13		ZINIARE 2	2
14	ZINIARE 3	3	
15	KOURWEOGO	BOUSSE 1	2
16		BOUSSE 2	3
17		LAYE	2
18		SOURGOUBILA	3
19		NIOU	3
20	TOEGHIN	2	
21	GANZOURGOU	BOUDRY I	2
22		BOUDRY II	2
23		BOUDRY III	2
24		KOGHO	2
25		MEGUET	3
26		MOGTEDO I	2
27		MOGTEDO II	2
28		SALOGO	2
29		ZAM	2
30		ZORGHO 1	2
31		ZORGHO 2	2
32		ZOUNGOU	2
33	BOULGOU	BAGRE	2
34		BANE	2
35		BEGUEDO	2
36		BISSIGA	2
37		BITTOU	3
38		BOUSSOUMA	3
39		GARANGO I	3
40		GARANGO II	3
41		KOMTOEGA	2
42		NIAOGHO	2
43		TENKODOGO I	3
44		TENKODOGO 2	3
45		TENKODOGO 3	3
46		ZABRE 1	3
47		ZABRE 2	3
48	KOULPELOGO	COMIN YANGA	2
49		DOURTENGA	2
50		LALGAYE	2
51		OUARGAYE	3
52		SANGHA	3
53		SOUDOUGUI	2

54		YARGATENGA	2
55		YONDE	2
56	KOURITENGA	ANDEMTENGA	3
57		BASKOURE	2
58		DIALGAYE	3
59		GOUNGHIN	3
60		KANDO	3
61		KOUELA I	3
62		KOUELA II	3
63		POUYTENGA I	3
64		POUYTENGA II	3
65		TENSOBTENGA	3

ANNEX 1-4. Liste de lieu, bâtiment et facilités

No.	Bâtiment / Facilités	Lieu
1	Bureau du projet	Bureau pour le projet construit par le Ministère de l'Éducation

ANNEX 1-5. Budget

NB : Le budget a été influencé par le taux d'échange à cause de l'établissement du budget par YEN

(1) Dépenses du budget pour les coûts opérationnels locaux (par an) (FCFA)

	2009*	2010*	2011*	Total
Gouvernement du Burkina Faso	36,379,404	36,379,404	97,813,355	170,572,163
JICA	82,119,508	275,554,641	201,755,841	559,429,990
Total	118,498,912	311,934,045	299,569,196	730,002,153

* 2009 : Sep-Dec 2010:Jan.-Dec 2011: Jan.-Dec

(2) Dépenses du budget pour les coûts opérationnels locaux (par nature) (FCFA)

Source de financement	Personnel	Fonctionnement	Equipment	Activités	Total
Gouvernement du Burkina Faso	3,840,000	17,579,445	0	7,517,400	28,936,845
JICA	17,597,421	82,194,684	84,045,534	375,592,351	559,429,990
Total	21,437,421	99,774,129	84,045,534	383,109,751	588,366,835

(3) Exécution et programmation financière (au 31 Décembre 2012) (FCFA)

Source de financement	Programmation loi de finances au 31/12/2010	Cumul des Dépenses au 31/12/2011	Taux d'exécution au 31/12/2011
Burkina Faso	39,485,000	28,936,845	73,29%
JICA	341,200,000	559,429,990	163,96%
Total	380,685,000	588,366,835	154,55%

ANNEXE 2. Cadre Logique du Projet (PDM : Project Design Matrix)

Nom de projet : Projet d'appui aux Comités de Gestion d'École (COGES)

Durée : Nov 2009 – Oct 2013 (4 ans)

Date de validation :

Zone cible : Régions du Plateau Central, du Centre-Est et cinq CEB du Centre
 Groupes ciblés : Membres des COGES, Administrateurs chargés de mobilisation sociale (COGES) dans MEBA, DGEB, DREBA, DPEBA et CEB
 Ver. : 2.0

Résumé du projet	Indicateurs	Moyens de vérification	Suppositions importantes
Objectif global 1. Les COGES fonctionnels sont généralisés dans tout le pays 2. L'environnement scolaire est amélioré à travers les COGES fonctionnels	1. Intégration de la stratégie dans le Plan Sectoriel 2-1. Type et nombre des activités réalisées dans le cadre de plan d'action de l'école 2-2. Amélioration des statistiques scolaires (TBS, TBA, Taux de fréquentation, etc.) 2-3. Amélioration de la participation communautaire à la gestion de l'école	1. Document de Plan Sectoriel 2-1. Bilan des activités de COGES 2-2. Statistiques scolaires annuelles de la zone du projet 2-3. Bilan des activités de COGES	
But du projet La stratégie pour la mise en place des COGES fonctionnels est établi dans la zone cible du projet	1. Au moins 75% des COGES ont élaboré et exécuté leurs plans d'action de l'école en fin de projet 2. Augmentation du niveau des contributions (financière, matérielle et physique) de la communauté à la gestion de l'école 3. Approbation de la stratégie à l'atelier national	1. Bilan de plan d'action 2. Rapport financier du COGES 3. Rapport de l'évaluation des COGES 4. Document de l'approbation (décret, arrêté, etc.)	1. La politique de gestion décentralisée de l'école est maintenue
Résultats attendus 1. Les COGES sont mis en place démocratiquement 2. Le plan d'action de l'école est mis en œuvre à travers la participation communautaire 3. Le système de suivi et d'accompagnement des COGES est établi	1.1 Au moins 80 % des COGES ont leurs membres élus et approuvés par assemblées générales (AG) 1.2 Au moins 80% des COGES ont soumis un compte rendu sur l'élection des membres de COGES au CCEB 2.1 Au moins 85 % des COGES ont élaboré un plan d'action de l'école 2.2 Au moins 75 % des COGES ont réalisé au moins une activité dans le cadre de leurs plans d'action de l'école 2.3 Au moins 70% des COGES ont tenu un minimum de 3 AG 2.4 Au moins 70% des COGES ont présenté un minimum de 2 rapports financiers lors des AG ordinaires 3.1 Au moins 2 fois par an, le suivi et l'accompagnement des COGES sont exécutés par les PF des CEB 3.2 Au moins 2 fois par an de réunions sont tenues entre PF des CEB et des COGES regroupés 3.3 Rapports trimestriels synthétisés sont acheminés à la hiérarchie (DE, CCEB, DPEBA, DREBA et DGEB) 3.4 Les bilans mensuels de suivi de COGES sont tenus lors des conseils de direction dans les DPEBA	1.1 Rapport des formateurs 1.2 Rapport des formateurs 2.1 Plans d'actions des COGES 2.2 Bilan des activités COGES 2.3 PV de réunions et AG 2.4 Rapport financier et procès-verbal (PV) des réunions et AG 2.5 Cahiers de gestion financière et administrative 3.1 Rapport de suivi de PF de CEB 3.2 PV des réunions 3.3 Rapports des COGES 3.4 Rapports des DPEBA	1. La politique de gestion décentralisée de l'école est maintenue 2. Administrateurs qui ont été formés ne sont pas mutés 3. Membres des COGES qui ont été formés ne démissionnent pas avant la fin de leur mandat 4. Coordination et harmonisation des interventions des différents partenaires sont maintenues 5. Situation économique des ménages ne sera pas détériorée

<p>4. L'évaluation interne du projet et le partage d'expériences sont réalisés</p>	<p>4.1 Tenue d'un atelier de restitution des résultats de l'évaluation interne et de capitalisation des expériences 4.2 Finalisation du rapport de l'évaluation interne et de la validation de la stratégie en vue de la généralisation</p>	<p>4.1 Document de capitalisation des expériences 4.2 Rapport de l'évaluation</p>	
Activités	Input		
<p>Résultat 1. Les COGES sont mis en place démocratiquement 1.1 Mener une enquête sur l'état des lieux du fonctionnement des COGES au niveau des écoles cibles 1.2 Tenir un atelier de restitution des résultats de l'enquête 1.3 Réviser les modules de formation sur la mise en place des COGES 1.4 Organiser la formation des formateurs en utilisant les modules révisés 1.5 Organiser la formation des directeurs d'écoles en utilisant les modules révisés</p>	<p style="text-align: center;">Japon</p> <p>« Experts japonais » 1. Expert à long terme (1) Chef conseiller/Gestion Scolaire (2) Renforcement des Capacités des COGES/Coordinateur du Projet 2. Expert à court terme (selon la nécessité)</p> <p>« Matériels » 1. Véhicules 2. Motos 3. Matériels bureautiques (photocopieur, ordinateur, imprimante, TEL/FAX, etc)</p> <p>« Coût des activités » 1. Coût pour mise en œuvre des formations et ateliers 2. Coût pour rédaction et multiplication des documents 3. Divers</p>	<p style="text-align: center;">Burkina Faso</p> <p>« Homologues » 1. Coordonnateur du projet 2. Points focaux au niveau central 3. Directeurs Régionaux et Provinciaux de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation dans les trois régions ciblées 4. CCEB et Conseillers Pédagogiques Itinérants au niveau des CEB 5. Gestionnaire du Projet</p> <p>« Locaux du projet et les coûts afférents »</p> <p>« Carburant pour le suivi et l'accompagnement »</p>	<p>1. La politique de gestion décentralisée de l'école est maintenue</p> <p>2. Les administrateurs formés ne sont pas mutés</p> <p>3. Les membres des COGES formés ne démissionnent pas avant la fin de leur mandat</p> <p>4. La Coordination et harmonisation des interventions des différents partenaires sont maintenues</p>
<p>Résultat 2. Le plan d'action de l'école est mis en œuvre à travers la participation communautaire 2.1 Réviser les modules de formation en techniques de gestion scolaire et financière y compris le plan d'action de l'école 2.2 Organiser la formation des formateurs en utilisant les modules révisés 2.3 Organiser la formation des membres du COGES en utilisant les modules révisés</p>			
<p>Résultat 3. Le système de suivi et d'accompagnement des COGES est établi 3.1 Mener une enquête sur l'état des lieux du système de suivi individuel et collectif 3.2 Réviser les modules de formation en techniques de suivi et évaluation des activités de COGES 3.3 Organiser la formation des formateurs en utilisant les modules révisés 3.4 Organiser la formation des membres du COGES en utilisant les modules révisés 3.5 Organiser la réunion mensuelle pour le suivi et évaluation 3.6 Organiser une rencontre de partage d'expérience au niveau de DREBA</p>			
<p>Résultat 4. L'évaluation interne du projet et le partage d'expériences sont réalisés 4.1 Mener l'évaluation et l'analyse de la stratégie 4.2 Tenir des ateliers de partage et de capitalisation des expériences</p>			<p style="text-align: center;">Condition préalable</p> <p>La politique de gestion décentralisée de l'école existe</p>

No	日付		協力企画/評価分析(若杉)	教育協力(原)	団長(丹原)
1	1/15	Sun	羽田発 ワガドゥグ着		
2	1/16	Mon	日本大使館、PACOGES、PDDEB事務局、UNICEF、JICA訪問 教育省中央州局、同州カディオゴ県局訪問		
3	1/17	Tue	サイト調査(都市部)-ワガドゥグ基礎教育学区1 教育省FP、NC面会 教育省事務次官表敬	ニジェール発ワガドゥグ着 教育省FP以降、同左	
4	1/18	Wed	サイト調査(農村部)-中央プラトー州ジニャレ基礎教育区	基礎教育総局長との面談	
5	1/19	Thu	評価グリッド、M/M等作成	同左	
6	1/20	Fri	NC、JICA専門家、FPとの打合せ	同左	
7	1/21	Sat	評価グリッド、M/M等作成	同左 ワガドゥグ発ニジェール着	羽田発 ワガドゥグ着
8	1/22	Sun	評価グリッド、M/M等作成		同左
9	1/23	Mon	M/M協議		同左
10	1/24	Tue	M/M協議		同左
11	1/25	Wed	M/M協議		同左
12	1/26	Thu	M/M協議 大臣表敬		同左
13	1/27	Fri	M/M署名 日本大使館、JICA事務所への報告 ワガドゥグ発		同左
14	1/28	Sat	移動		同左
15	1/29	Sun	羽田着		同左

Achievements of the Project			
Evaluation Items	Evaluation Questions		Findings of Study
	Major Items	Minor Items	
1. Outcome of the project	Achievement		
	1. Achievements of outputs	1. COGES has been established in a democratic manner.	<p><u><Indicator 1.1> More than 85 % of COGES have been established through democratic election in their community general meetings.</u></p> <p>✓ 99 %of the target schools (1503/1512) selected their member of the COGES secretariat through a democratic election in their community meetings.</p> <p>*Among 1503 schools ,52 schools have established “merged”COGES, consisted of 2-3 schools in the same community.</p> <p>Therefore, 1442 COGES have been established by the 3rd year of intervention.</p> <p>(Source: Minutes of community general meeting submitted to each CEB by COGES member)</p>
			<p><u><Indicator 1.2> More than 80 % of COGES has submitted the minutes of meetings on the COGES member’s election and financial report to their CEB.</u></p> <p>✓ All the established 1442 COGES submitted the minutes of meetings on the elections to their CEB.</p> <p>(Source: Minutes of village general meeting submitted to each CEB by COGES member)</p>
		2. School Action Plan has been implemented through community participation.	<p><u><Indicator 2.1> More than 85 % COGES has elaborated school action plans.</u></p> <p>✓ In the target areas in 2009/10, all the COGES formulated their school activity reports.</p> <p>✓ In the target areas in 2010/11, 99%(1034/1035) of COGES except 1 COGES in Kadiogo Province formulated their school activity reports</p> <p>✓ In the target areas in 2011/12, the school activity report has been submitted from 89.5 %(1291/1442) of COGES until this time. It has not been measured whether other COGES formulate the school action plan or not.</p> <p>(Source: Reported by MENA administrators in the monthly COGES meeting.)</p>
		<p><u><Indicator 2.2> More than 75 % COGES has implemented at least one activity from the school</u></p>	

		<p><u>action plan per year.</u></p> <p>✓ In 2009/10 and 2010/2011, all the COGES implemented at least one project. The details are as follows;</p>												
		<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th><u>1st year (2009-2010)</u></th> <th><u>2nd year (2010-2011)</u></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td><u>362COGES</u></td> <td><u>1034COGES</u></td> </tr> <tr> <td><u>Activity implemented (TOTAL)</u></td> <td><u>1328 activity</u></td> <td><u>3503 activity</u></td> </tr> <tr> <td><u>Activity implemented per COGES</u></td> <td><u>3.7 activity</u></td> <td><u>3.4 activity</u></td> </tr> </tbody> </table>		<u>1st year (2009-2010)</u>	<u>2nd year (2010-2011)</u>		<u>362COGES</u>	<u>1034COGES</u>	<u>Activity implemented (TOTAL)</u>	<u>1328 activity</u>	<u>3503 activity</u>	<u>Activity implemented per COGES</u>	<u>3.7 activity</u>	<u>3.4 activity</u>
	<u>1st year (2009-2010)</u>	<u>2nd year (2010-2011)</u>												
	<u>362COGES</u>	<u>1034COGES</u>												
<u>Activity implemented (TOTAL)</u>	<u>1328 activity</u>	<u>3503 activity</u>												
<u>Activity implemented per COGES</u>	<u>3.7 activity</u>	<u>3.4 activity</u>												
		(Source : reported by MENA administrators in the monthly COGES meeting)												
		<p><u><Indicator 2.3> More than 70 % of COGES has held their community general meetings at least 3 times per year.</u></p> <p>✓ In 2009/10, according to the questionnaire survey carried out by the Project, 100%% of COGES held their community meetings at least 3 times/year (The effective reply rate: 76.1%: =275COGES/361 COGES).</p> <p>✓ In 2010/11, 100%% of COGES held their community meetings 4 times/year. (The effective reply rate: 79.1%=818COGES/1033COGES)</p> <p>(Source :Project's questionnaire survey)</p>												
		<p><u><Indicator 2.4> More than 70 % of COGES has elaborated financial report for the community general meeting at least twice a year.</u></p> <p>✓ In 2009/2010, 100%% of COGES held community general meetings at least 3 times/year according to the questionnaire survey carried out by the Project. (The effective reply rate: 76.1%=275COGES/361 COGES).</p> <p>✓ In 2010/11, 100 % of COGES reported the financial status to their respective community assembly general. (The effective reply rate: 79.1%=818COGES/1034COGES)</p> <p>(Source : Project's questionnaire survey)</p>												

		<p>3. COGES monitoring system has been established.</p>	<p><u><Indicator 3.1> COGES officers in the CEB have carried out the M&E activities at least twice a year.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ In 2009/10, the monitoring of the education staff is said to be done more than twice per year according to the checking their circulation sheets by the project and the report that 3.9 schools were visited by 1 staff per year on average. The project covered the cost of the fuel for the monitoring of CEB from Nov., 2009 to Mar. 2011. CEB レベルの教育行政 ✓ In 2010/11, COGES inspector visited schools 5.07 times per month on average. ✓ However, the monitoring situation after April 2010, which responsibility of monitoring fuel was transferred to MENA, is necessary to followed up. <p>(Source: Table of visiting report submitted by the MENA administrators.)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ According to the interviews to CEB and COGES, CEB usually attends every COGES meetings and makes general visit around twice a month to each school (including for pedagogical issues). <p><u><Indicator 3.2> General meetings have been organized between COGES officers in CEB and COGES federation at least twice a year.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ In the first year of the target COGES, the meetings were held 3 times per year on average since the project cover the transportation cost (Only 4 CEBs in Kagiogo held the meetings twice a year in 2010/11 because the students' demonstrations in Kagiogo occurred at the timing of the meeting). ✓ In the second year (2010/11) of COGES in Oubritenga, Ganzourgou and 1 CEB in Ouagadougou, all the COGES held 3 meetings/year without any support from the Project. ✓ However, since the current indicators measured only the frequency, the new indicators that can be accurately measured the achievements of the purposes of the activity should be newly prepared. <p>(Source: Record of collective monitoring (suivi collectif) submitted to the CEB.</p>
--	--	---	--

			<p><u><Indicator 3.3> COGES activity report has been submitted at least three times a year (from school principal, CEB, DPEBA, DREBA to DGEB of MENA).</u></p> <p>According to the interviews to CEB, an advisor fills in the report form in each visit, submit a summary monthly work report to DPEBA, and report his work in a monthly report meeting in DPEBA by using the report. Then, DPEBA makes a report and submit it to SG through DREBA. Therefore, this indicator should be revised by considering the above report flow.</p> <p><u><Indicator 3.4> Monthly meetings on COGES M&E have been organized at DPEBA.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ In 2009/2010, the regular meetings (mostly monthly meetings) at the DPEBA were held 6 times on average per year, and 7 times /year in 2010/2011. The purpose of the meeting is conducting the M&E of COGES activities. ✓ According to the Minutes of meeting, the following issues have been discussed; 1) the progress of the COGES school activities according to their prepared action plan, 2) tackled issues and their solutions. ✓ However, actual meeting topics have been limited to the discussion on the quantitative results such as amount of mobilized resources and average number of activities implemented etc. by COGES. Therefore, the Project is expected to strengthen the MENA administrator's capacities on the qualitative aspects (verify if COGES activity is effectively conducted) in order to monitor and support COGES in effective way. <p>(Source: Minutes of regular meeting submitted from respective DPEBA)</p>
		<p>4. Internal Evaluation and sharing experience have been carried out.</p>	<p><u><Indicator 4.1> Internal reports on the COGES activity have been elaborated.</u></p> <p>To be done as the original schedule.</p> <p><u><Indicator 4.2> National workshop on the sharing experience has been held.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ The national workshop on nationwide generalization of COGES was held in May 2011, and then the strategy has been officially endorsed. In the strategy paper, the Project's approaches have been mentioned, such as the training method, democratic election for the COGES secretariat, preparation of school action plan, and monthly meeting method for MENA administrator.

			<p>✓ However, the support /monitoring system of COGES has not been established. There is no budget plan for the monitoring in all the generalization period and other activities from 2nd year. The TOR and number of staff of cell de COGES and the collaboration way between COGES, PACOGES, other departments in MENA and Ministry of Land are not clear. (Source; Strategie de generalization des COGES au Burkina Faso, May 2011)</p>																								
	2. Achievements of Project Purpose	The strategy of the functional COGES has been established in order to nationwide generalization.	<p><Indicator 1> More than 75 % of COGES has elaborated school action plan and has implemented activities according to their school action plan.</p> <p>Same as the indicator 2-1 and 2-2 of Output 2. COGES will need new ideas continuously and be obsoleted without the continuous improvement of the support and monitoring. The, if the support and monitoring system will be improved. The project purpose will be achieved.</p> <p><Indicator 2> Community participation towards school management has been increased (number of participation, mobilized resources).</p> <p>◦</p> <p><Financial Mobilization></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>1st year (2009-2010) *362 COGESs</th> <th>2nd year (2010-2011) *1043 COGESs</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>TOTAL mobilization</td> <td>62 276 665Fcfa</td> <td>189 276 950Fcfa</td> </tr> <tr> <td>Mobilization per COGES</td> <td>172 035 Fcfa</td> <td>183 053 Fcfa</td> </tr> </tbody> </table> <p>*655Fcfa=1EURO</p> <p>< Participation of established COGES ></p> <p>*In the meeting to establish COGES</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>1st year (2009-2010) *362 COGESs</th> <th>2nd year (2010-2011) *681 COGESs</th> <th>3rd year (2010-2011) *408 COGESs</th> <th>TOTAL *1451 COGESs</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Number of Participants</td> <td>44 851</td> <td>74 773</td> <td>34 394</td> <td>154 018</td> </tr> <tr> <td>Number of Participation</td> <td>124 person</td> <td>110 person</td> <td>84 person</td> <td>106 person</td> </tr> </tbody> </table>		1 st year (2009-2010) *362 COGESs	2 nd year (2010-2011) *1043 COGESs	TOTAL mobilization	62 276 665Fcfa	189 276 950Fcfa	Mobilization per COGES	172 035 Fcfa	183 053 Fcfa		1 st year (2009-2010) *362 COGESs	2 nd year (2010-2011) *681 COGESs	3 rd year (2010-2011) *408 COGESs	TOTAL *1451 COGESs	Number of Participants	44 851	74 773	34 394	154 018	Number of Participation	124 person	110 person	84 person	106 person
	1 st year (2009-2010) *362 COGESs	2 nd year (2010-2011) *1043 COGESs																									
TOTAL mobilization	62 276 665Fcfa	189 276 950Fcfa																									
Mobilization per COGES	172 035 Fcfa	183 053 Fcfa																									
	1 st year (2009-2010) *362 COGESs	2 nd year (2010-2011) *681 COGESs	3 rd year (2010-2011) *408 COGESs	TOTAL *1451 COGESs																							
Number of Participants	44 851	74 773	34 394	154 018																							
Number of Participation	124 person	110 person	84 person	106 person																							

			per COGES (% of woman)	/COGES 49.3%	/COGES 49.1%	/COGES 44.4%	/COGES 48.1%
			<p>*The target area will be moved to rural area year by year.</p> <p>(Source : The school action plan and the Project’s questionnaire survey)</p> <p><Indicator 3> <u>COGES model has been adopted in the National workshop.</u></p> <p>✓ Same as the description for the indicator 4-1 for Output 4.</p> <p>(Source : “Strategie de generalization des COGES au Burkina Faso”, May 2011)</p>				
3.Achievemets of Overall Goals	1 COGES model is generalized nationwide.		<p><Indicator 1> <u>Adoption of COGES model according to the sector plan.</u></p> <p>✓ In the “programme de developpement strategique de l’edudation de base” (PDSEB: 2012-2020) which is under the last procedure for the approval, the outline of nationwide generalization of COGES will be mentioned. However, the implementation schedule will not be mentioned due to the unclear budget compilation.</p> <p>✓ This indicator should be revised to measure the achievement of the goal more accurately.</p> <p>(Source : Programme de development strategique de l’education de base (PDSEB : 2012-2020)</p>				
	2. School environment is improved based on the functional COGES.		<p><Indicator 2.1> <u>Number and variety of activities according to the school action plan</u></p> <p>✓ The number of planned school activities and implemented activities are as same as the one in Output 2.</p> <p>Types of the school activities carried out by COGES are as follow.</p> <p><Improvement of school environment></p> <ul style="list-style-type: none"> • Repair and place table and black board • Repair and establish school fence • Construct tentative classrooms • Place drinking water in classroom and repair well • Construct bathrooms 				

			<ul style="list-style-type: none"> • Place first-aid kit in classroom • Cleanup school and place garbage box • Plant trees and purchase protection net • Construct kitchen for preparing school meals and purchase groceries <p><Promotion of girl's enrolment></p> <ul style="list-style-type: none"> • Support of school fees for vulnerable families • Awareness on girl's enrolment for parents • Support on issuing birth certificate <p><Support for teachers></p> <ul style="list-style-type: none"> • Construct teacher's house • Transport fees for the participation of GAP <p><Improvement of educational quality></p> <ul style="list-style-type: none"> • Purchase rump for the night learning • Support supplementary lesson (transport fess and meals) • Organize trial examination • Recognize brilliant students • Purchase workbook • Awareness on monitoring the purples at home • Awareness on securing study/learning time <p><Indicator 2.2> <u>Improvement of educational statistic (enrolment rate, reception rate, attendance rate, etc.)</u></p> <p>Since the project just started to provide interventions 1 or 2 years ago, we can not measure the effect of the project in the statistic. In fact, the statistic does not show any common changes.</p> <p><Indicator 2.3> <u>Community participation towards school management has been increased (number of participation, mobilized resources).</u></p> <p>Same as the indicator 2 for the project purpose.</p>
	Input		

	Input (Japanese side)	Expert	<p>Dispatched long-term expert are as follow (attachment 5-1).</p> <p><Long-term expert> Junko Nakazawa (chief advisor/school management: Nov. 2009-) Keiko Sano (Strengthening COGES Capacities: Nov. 2009-Oct. 2011) Kikue Sugimoto (Project Coordinator / COGES Monitoring: Oct. 2011-)</p> <p><Short-term expert> Mayu Shimizu (COGES monitoring: Oct. 2010 - Mar. 2011) Yoshinori Yamashiro (Audio-visual Aids for Training: Dec. 2010 – Mar. 2011) Yukiko Saito (Monitoring COGES Activities: Dec. 2011- Mar. 2012)</p>																																																												
		Participants in Counterpart Training in Japan	No Training.																																																												
		Provision of equipment	<p>ANNEX 2-2. List of Machinery and Equipment Provided by JICA (as of 27 January 2012)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Item</th> <th>Specification (Model Name/No, Manufacturer)</th> <th>Quantity</th> <th>Unit Price (CFA)</th> <th>Sub Total</th> <th>Delivery Date</th> <th>Sight</th> <th>Condition</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Vehicle</td> <td>TOYOTA PRADO (4WD)</td> <td>2</td> <td>19,000,000</td> <td>38,000,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Printer for computers</td> <td>KYOCERA FS-1300D</td> <td>1</td> <td>370,000</td> <td>370,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Color Printer for Computer</td> <td>KYOCERA FS-C5100DN</td> <td>1</td> <td>425,000</td> <td>425,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Computer (Desk top)</td> <td>DELL OPTIPLEX 360MT+ECRAN PLAT TFT 19"</td> <td>2</td> <td>630,000</td> <td>1,260,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Computer (Portable)</td> <td>HP610 FREEDOS</td> <td>2</td> <td>900,000</td> <td>1,800,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Copy Machine</td> <td>CANON IR5000</td> <td>1</td> <td>6,000,000</td> <td>6,000,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> </tbody> </table>						Item	Specification (Model Name/No, Manufacturer)	Quantity	Unit Price (CFA)	Sub Total	Delivery Date	Sight	Condition	Vehicle	TOYOTA PRADO (4WD)	2	19,000,000	38,000,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good	Printer for computers	KYOCERA FS-1300D	1	370,000	370,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good	Color Printer for Computer	KYOCERA FS-C5100DN	1	425,000	425,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good	Computer (Desk top)	DELL OPTIPLEX 360MT+ECRAN PLAT TFT 19"	2	630,000	1,260,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good	Computer (Portable)	HP610 FREEDOS	2	900,000	1,800,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good	Copy Machine	CANON IR5000	1	6,000,000	6,000,000	Nov. 2009	Ouaga.
Item	Specification (Model Name/No, Manufacturer)	Quantity	Unit Price (CFA)	Sub Total	Delivery Date	Sight	Condition																																																								
Vehicle	TOYOTA PRADO (4WD)	2	19,000,000	38,000,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																								
Printer for computers	KYOCERA FS-1300D	1	370,000	370,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																								
Color Printer for Computer	KYOCERA FS-C5100DN	1	425,000	425,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																								
Computer (Desk top)	DELL OPTIPLEX 360MT+ECRAN PLAT TFT 19"	2	630,000	1,260,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																								
Computer (Portable)	HP610 FREEDOS	2	900,000	1,800,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																								
Copy Machine	CANON IR5000	1	6,000,000	6,000,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																								

			<table border="1"> <tr> <td>Projector</td> <td>EPSON EB-X6</td> <td>1</td> <td>620,000</td> <td>620,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Fax machine</td> <td>PANASONIC KX-FP 701 CX</td> <td>1</td> <td>325,000</td> <td>325,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Storing because of line problem</td> </tr> <tr> <td>Digital Camera</td> <td>CANON POWERSHOT A480</td> <td>2</td> <td>155,000</td> <td>310,000</td> <td>Nov. 2009</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Motorcycle</td> <td>YAMAHA V80</td> <td>13</td> <td>1,290,000</td> <td>16,770,000</td> <td>March 2010</td> <td>Oubritenga Ganzourgou Kourweogo</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Generator</td> <td>SDMO/T12 EC2000/14 LWA86dB E.F.G. WILSON</td> <td>1</td> <td>6,950,000</td> <td>6,950,000</td> <td>March 2010</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Printer for computers</td> <td>HP 3005 DN</td> <td>1</td> <td>560,500</td> <td>560,500</td> <td>March 2010</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Scanner</td> <td>HP SCANJET 5590</td> <td>1</td> <td>472,000</td> <td>472,000</td> <td>March 2010</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Computer (Desk top)</td> <td>HP/COMPAQ DX 1000 DUAL CORE 2,5 GHZ + ECRAN PLAT TFT 19"</td> <td>2</td> <td>826,000</td> <td>1,652,000</td> <td>March 2010</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Video Camera</td> <td>SONY DCR-SR 67 E DD 80 Go</td> <td>1</td> <td>590,000</td> <td>590,000</td> <td>March 2010</td> <td>Ouaga.</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td>Motorcycle</td> <td>YAMAHA V80</td> <td>6</td> <td>1,490,000</td> <td>8,940,000</td> <td>March 2010</td> <td>Kouplélogo Kouritenga</td> <td>Good</td> </tr> <tr> <td colspan="3"></td> <td>Total</td> <td>85,610,356</td> <td colspan="3"></td> </tr> </table>	Projector	EPSON EB-X6	1	620,000	620,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good	Fax machine	PANASONIC KX-FP 701 CX	1	325,000	325,000	Nov. 2009	Ouaga.	Storing because of line problem	Digital Camera	CANON POWERSHOT A480	2	155,000	310,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good	Motorcycle	YAMAHA V80	13	1,290,000	16,770,000	March 2010	Oubritenga Ganzourgou Kourweogo	Good	Generator	SDMO/T12 EC2000/14 LWA86dB E.F.G. WILSON	1	6,950,000	6,950,000	March 2010	Ouaga.	Good	Printer for computers	HP 3005 DN	1	560,500	560,500	March 2010	Ouaga.	Good	Scanner	HP SCANJET 5590	1	472,000	472,000	March 2010	Ouaga.	Good	Computer (Desk top)	HP/COMPAQ DX 1000 DUAL CORE 2,5 GHZ + ECRAN PLAT TFT 19"	2	826,000	1,652,000	March 2010	Ouaga.	Good	Video Camera	SONY DCR-SR 67 E DD 80 Go	1	590,000	590,000	March 2010	Ouaga.	Good	Motorcycle	YAMAHA V80	6	1,490,000	8,940,000	March 2010	Kouplélogo Kouritenga	Good				Total	85,610,356			
Projector	EPSON EB-X6	1	620,000	620,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																																																				
Fax machine	PANASONIC KX-FP 701 CX	1	325,000	325,000	Nov. 2009	Ouaga.	Storing because of line problem																																																																																				
Digital Camera	CANON POWERSHOT A480	2	155,000	310,000	Nov. 2009	Ouaga.	Good																																																																																				
Motorcycle	YAMAHA V80	13	1,290,000	16,770,000	March 2010	Oubritenga Ganzourgou Kourweogo	Good																																																																																				
Generator	SDMO/T12 EC2000/14 LWA86dB E.F.G. WILSON	1	6,950,000	6,950,000	March 2010	Ouaga.	Good																																																																																				
Printer for computers	HP 3005 DN	1	560,500	560,500	March 2010	Ouaga.	Good																																																																																				
Scanner	HP SCANJET 5590	1	472,000	472,000	March 2010	Ouaga.	Good																																																																																				
Computer (Desk top)	HP/COMPAQ DX 1000 DUAL CORE 2,5 GHZ + ECRAN PLAT TFT 19"	2	826,000	1,652,000	March 2010	Ouaga.	Good																																																																																				
Video Camera	SONY DCR-SR 67 E DD 80 Go	1	590,000	590,000	March 2010	Ouaga.	Good																																																																																				
Motorcycle	YAMAHA V80	6	1,490,000	8,940,000	March 2010	Kouplélogo Kouritenga	Good																																																																																				
			Total	85,610,356																																																																																							
	Allocation of project implementation cost	<p>Notice: The budget was influenced by the exchange rate because of the budget by YEN.</p> <p style="text-align: right;">(CFA)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>2009*</th> <th>2010*</th> <th>2011*</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Government of Burkina Faso</td> <td>36,379,404</td> <td>36,379,404</td> <td>97,813,355</td> <td>170,572,163</td> </tr> <tr> <td>JICA</td> <td>82,119,508</td> <td>275,554,641</td> <td>201,755,841</td> <td>559,429,990</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>118,498,912</td> <td>311,934,045</td> <td>299,569,196</td> <td>730,002,153</td> </tr> </tbody> </table>							2009*	2010*	2011*	Total	Government of Burkina Faso	36,379,404	36,379,404	97,813,355	170,572,163	JICA	82,119,508	275,554,641	201,755,841	559,429,990	Total	118,498,912	311,934,045	299,569,196	730,002,153																																																																
	2009*	2010*	2011*	Total																																																																																							
Government of Burkina Faso	36,379,404	36,379,404	97,813,355	170,572,163																																																																																							
JICA	82,119,508	275,554,641	201,755,841	559,429,990																																																																																							
Total	118,498,912	311,934,045	299,569,196	730,002,153																																																																																							

			* 2009 : Sep-Dec 2010: Jan.-Dec 2011: Jan.-Dec																																													
Input by Burkina Faso side	Counterpart	<ul style="list-style-type: none"> Central level: 1 National Coordinator (full-time), 1 Financial administrator (for Burkina's budget), 3 Focal Point of MENA Regional and provincial level: 3 Directors of DREBA have been nominated as Regional coordinators, and 7 Directors of DPEBA have been nominated as provincial coordinators. The focal point persons have been nominated from each DREBA and DPEBA (Regional level 3 and provincial level 7). <p>*Most of the directors (both DREBA and DPEBA) have been transferred in Aug. 2011 due to the change of minister of MENA in Apr. 2011.*In filed level, personnel transfers has been occurred frequently, however it happened in the project targeted area. Number of pedagogic counselor has been increased to 2 in each CEB.</p> <p>(1) Project Team (National Counterparts)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>No.</th> <th>Name</th> <th>Position</th> <th>Profession</th> <th>From</th> <th>To</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>KABORE Michel</td> <td>National Coordinator</td> <td>National Pedagogic Inspector of Primary degree</td> <td>Dec. 2009</td> <td>Present</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>OUEDRAOGO Moïse</td> <td>Controller of Financial Services</td> <td>DAF / MENA</td> <td>Dec. 2009</td> <td>Present</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>DIPAMA Karim</td> <td>National Focal Point</td> <td>National Pedagogic Inspector of Primary degree</td> <td>Dec. 2009</td> <td>Present</td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>SEGUEGA/DEME Solange</td> <td>National Focal Point</td> <td>National Pedagogic Inspector of Primary degree</td> <td>Dec. 2009</td> <td>Present</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>TALL Fatoumata</td> <td>National Focal Point</td> <td>Program Officer, Social mobilization to the Permanent Secretariat of the Decade Plan for the Basic Education development in MENA</td> <td>Dec. 2009</td> <td>Present</td> </tr> </tbody> </table> <p>(2) Counterpart of decentralized structures of MENA (Regional)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>No.</th> <th>Name</th> <th>Position</th> <th>From</th> <th>To</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	No.	Name	Position	Profession	From	To	1	KABORE Michel	National Coordinator	National Pedagogic Inspector of Primary degree	Dec. 2009	Present	2	OUEDRAOGO Moïse	Controller of Financial Services	DAF / MENA	Dec. 2009	Present	3	DIPAMA Karim	National Focal Point	National Pedagogic Inspector of Primary degree	Dec. 2009	Present	4	SEGUEGA/DEME Solange	National Focal Point	National Pedagogic Inspector of Primary degree	Dec. 2009	Present	5	TALL Fatoumata	National Focal Point	Program Officer, Social mobilization to the Permanent Secretariat of the Decade Plan for the Basic Education development in MENA	Dec. 2009	Present	No.	Name	Position	From	To					
No.	Name	Position	Profession	From	To																																											
1	KABORE Michel	National Coordinator	National Pedagogic Inspector of Primary degree	Dec. 2009	Present																																											
2	OUEDRAOGO Moïse	Controller of Financial Services	DAF / MENA	Dec. 2009	Present																																											
3	DIPAMA Karim	National Focal Point	National Pedagogic Inspector of Primary degree	Dec. 2009	Present																																											
4	SEGUEGA/DEME Solange	National Focal Point	National Pedagogic Inspector of Primary degree	Dec. 2009	Present																																											
5	TALL Fatoumata	National Focal Point	Program Officer, Social mobilization to the Permanent Secretariat of the Decade Plan for the Basic Education development in MENA	Dec. 2009	Present																																											
No.	Name	Position	From	To																																												

Central Region				
1	KORBEOGO Sibiri	Director of the Regional office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	April 2011
2	GANOU Gnissa	Director of the Regional office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
3	ZEBANGO Bougré	Focal point of the Regional office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	Sep. 2011
3	SAMPO Jean-Baptiste	Focal point of the Regional office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2011	Present
Plateau-Central Region				
4	OUEDRAOGO Wendkouni	Director of the Regional office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	April 2011
5	KABORE Regma Etienne	Director of the Regional office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
6	DIABOUGA Yabouré Joseph	Focal point of the Regional office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2011	Present
Central-East Region				
7	NABA Babougou	Director of the Regional office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2010	April 2011
8	Mme BAGRE Poulaine	Director of the Regional office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2011	Present
9	NAPON Ousmane	Focal point of the Regional office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
(3) Provincial Counterparts				
No.	Name	Position	From	To
Central Region : Province of Kadiogo				
1	Mme ZONGO Esther	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	April 2011
2	ZOUNGRANA Managabamba	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
3	IMA Jean-François	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	Jan. 2012
4	Mme KABORE/COMPAORE Yabiri	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Jan 2012	Present
Central Region : Province of Ouhimbira				
5	Mme HAMA Binta	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	April 2011

6	DIALLO Yabouré Joseph	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
7	SAWADOGO Baba	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	Present
Plateau-Central Region : Province of Kourwéogo				
8	KOUMSONGO Bernard	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2010	April 2011
9	DIALLO Mamoudou	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2011	Present
10	CONGO Souleimane	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2010	Present
Plateau-Central Region : Province of Ganzourgou				
11	BELEMLINGA Tinlé	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	April 2011
12	Mme FOFANDO/KOIRA Edith	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
13	KHELEM Dieudonné	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2009	Present
Plateau-Central Region : Province of Boulgou				
14	DABIRE Lucas	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Mai. 2010	Present
15	NONKANE Mahamadi	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Nov. 2010	Present
Central-East Region : Province of Koulpélogo				
16	ZORE Pibakoba	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
17	KOUSSOUBE Issaka	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2011	Present
Central-East Region : Province of Kouritenga				
18	Mme BADO/OUEDRAOGO Martine	Director of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	April 2011	Present
19	ZOUNGRANA Leonard	Focal point of the Provincial office of the Basic Education and Literacy	Sep. 2011	Present
(4) Counterparts stationed in the districts of Basic Education				
No.	Province	Name of District office	Number of Chief Inspectors trained	
1	KADIOGO	OUAGA 1	5	
2		OUAGA 2	4	
3		OUAGA 3	6	

			4		SAABA	4
			5		KOUBRI	4
			6	OUBRITENGA	ABSOUYA	2
			7		LOUMBILA	1
			8		DAPELOGO	2
			9		NAGREONGO	2
			10		OURGOU-MANEGA	3
			11		ZITENGA	2
			12		ZINIARE 1	2
			13		ZINIARE 2	2
			14	ZINIARE 3	3	
			15	KOURWEOGO	BOUSSE 1	2
			16		BOUSSE 2	3
			17		LAYE	2
			18		SOURGOUBILA	3
			19		NIOU	3
			20	TOEGHIN	2	
			21	GANZOURGOU	BOUDRY I	2
			22		BOUDRY II	2
			23		BOUDRY III	2
			24		KOGHO	2
			25		MEGUET	3
			26		MOGTEDO I	2
			27		MOGTEDO II	2
			28		SALOGO	2
			29		ZAM	2
			30		ZORGHO 1	2
			31		ZORGHO 2	2
			32		ZOUNGOU	2
			33	BOULGOU	BAGRE	2
			34		BANE	2
			35		BEGUEDO	2
			36		BISSIGA	2
			37		BITTOU	3
			38		BOUSSOUMA	3
			39		GARANGO I	3
			40		GARANGO II	3
			41		KOMTOEGA	2
			42		NIAOGHO	2
			43		TENKODOGO I	3
			44	TENKODOGO 2	3	

		<table border="1"> <tr><td>45</td><td></td><td>TENKODOGO 3</td><td>3</td></tr> <tr><td>46</td><td></td><td>ZABRE 1</td><td>3</td></tr> <tr><td>47</td><td></td><td>ZABRE 2</td><td>3</td></tr> <tr><td>48</td><td rowspan="8">KOULPELOGO</td><td>COMIN YANGA</td><td>2</td></tr> <tr><td>49</td><td>DOURTENGA</td><td>2</td></tr> <tr><td>50</td><td>LALGAYE</td><td>2</td></tr> <tr><td>51</td><td>OUARGAYE</td><td>3</td></tr> <tr><td>52</td><td>SANGHA</td><td>3</td></tr> <tr><td>53</td><td>SOUDOUGUI</td><td>2</td></tr> <tr><td>54</td><td>YARGATENGA</td><td>2</td></tr> <tr><td>55</td><td>YONDE</td><td>2</td></tr> <tr><td>56</td><td rowspan="10">KOURITENGA</td><td>ANDEMTENGA</td><td>3</td></tr> <tr><td>57</td><td>BASKOURÉ</td><td>2</td></tr> <tr><td>58</td><td>DIALGAYE</td><td>3</td></tr> <tr><td>59</td><td>GOUNGHIN</td><td>3</td></tr> <tr><td>60</td><td>KANDO</td><td>3</td></tr> <tr><td>61</td><td>KOUPÉLA I</td><td>3</td></tr> <tr><td>62</td><td>KOUPÉLA II</td><td>3</td></tr> <tr><td>63</td><td>POUYTENGA I</td><td>3</td></tr> <tr><td>64</td><td>POUYTENGA II</td><td>3</td></tr> <tr><td>65</td><td>TENSOBTENGA</td><td>3</td></tr> </table>	45		TENKODOGO 3	3	46		ZABRE 1	3	47		ZABRE 2	3	48	KOULPELOGO	COMIN YANGA	2	49	DOURTENGA	2	50	LALGAYE	2	51	OUARGAYE	3	52	SANGHA	3	53	SOUDOUGUI	2	54	YARGATENGA	2	55	YONDE	2	56	KOURITENGA	ANDEMTENGA	3	57	BASKOURÉ	2	58	DIALGAYE	3	59	GOUNGHIN	3	60	KANDO	3	61	KOUPÉLA I	3	62	KOUPÉLA II	3	63	POUYTENGA I	3	64	POUYTENGA II	3	65	TENSOBTENGA	3	
45		TENKODOGO 3	3																																																																				
46		ZABRE 1	3																																																																				
47		ZABRE 2	3																																																																				
48	KOULPELOGO	COMIN YANGA	2																																																																				
49		DOURTENGA	2																																																																				
50		LALGAYE	2																																																																				
51		OUARGAYE	3																																																																				
52		SANGHA	3																																																																				
53		SOUDOUGUI	2																																																																				
54		YARGATENGA	2																																																																				
55		YONDE	2																																																																				
56	KOURITENGA	ANDEMTENGA	3																																																																				
57		BASKOURÉ	2																																																																				
58		DIALGAYE	3																																																																				
59		GOUNGHIN	3																																																																				
60		KANDO	3																																																																				
61		KOUPÉLA I	3																																																																				
62		KOUPÉLA II	3																																																																				
63		POUYTENGA I	3																																																																				
64		POUYTENGA II	3																																																																				
65		TENSOBTENGA	3																																																																				
	<p>Provision of Project's office and running cost</p>		<p>The project's office has been provisioned by the Burkina Faso Government according to the agreement. Allocation of project running cost has been covered by the both side (Burkina Faso side: electricity and water fees, JICA side: communication fees).</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>No.</th> <th>Building/Facilities</th> <th>Venue</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Project Office</td> <td>Building for the project built by the Ministry of Education</td> </tr> </tbody> </table>	No.	Building/Facilities	Venue	1	Project Office	Building for the project built by the Ministry of Education																																																														
No.	Building/Facilities	Venue																																																																					
1	Project Office	Building for the project built by the Ministry of Education																																																																					
	<p>Monitoring budget</p>		<p>Fuel costs for monitoring by the MENA (including supervisors): The fuel costs of monitoring were allocated to regional and provincial directors and focal points of the total amount of 2.6 million Fcfa in 2010 and 3.32Fcfa in 2011 (35 000 FCFA / CEB). *Until Mar 2010, JICA has covered this cost.</p>																																																																				

		Others	The cost for workshop on generalization of nationwide COGES has been disbursed by Burkina Faso government.
--	--	--------	--

Implementation Process

Evaluation Items	Evaluation Questions		Findings of Study
	Major Items	Minor Items	
Verification of implementation process	1. Process of the Project Implementation	1-1 To conduct a baseline survey	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The project has assigned local consultants in order to conduct the survey (number of samples: 10 % of newly targeted schools). ✓ The survey consists of 1) the relationship between parents and local residents concerning the school management, and 2) monitoring situation conducted by the local administrators. ✓ However, the additional target areas in the second year (Ouaga2, 3, Koubri, and Saaba) are not considered as the baseline survey.
		1-2 To organize workshops for sharing experience	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The project has been sharing the result of baseline survey among the stakeholders through the report instead of organizing the workshops (the report was also sent to the directors).
		1-3 To revise pre-existing training manuals (that had been used in the pilot project) for the establishment of COGES	<ul style="list-style-type: none"> ✓ In July 2010 and Sep. 2011, the project has organized the workshops to revise training manuals with local administrators. For the first year of the project, the manuals were revised by the Japanese experts and the local consultants.
		1-4 To organize trainings of trainers using the revised manuals	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The trainings on the establishment of democratic COGES for local administrators, who are also trainers of training, were organized. The number of participants reached 215, which consisted of the director of DPEBA, the focal point persons of DPEBA, the directors and pedagogic counselors of CEBs. <p>*For the 1st year, the training for the monitoring was separately held in the monthly meeting.</p> <p>*For the 2nd year in Kadiogo and 3rd year, the numbers of participants include the educational officers who has transferred to other provinces targeted by the project.</p>

Year	Province	Period	No. of participants
2009 (1 st year)	Oubritenga CEB Ouaga 1	Nov.24 - 26, 2009 (3 days)	23
	Ganzourgou	Jan. 5 - 8, 2010 (4 days)	30
2010 (2 nd year)	Boulgou	Sep. 13 – 17, 2010 (5 days)	37
	Kourweogo	Sep. 20 – 24, 2010 (5 days)	18
	Kadiogo (4CEB)	Nov. 9 -13, 2010 (5 days)	34
2011 (3 rd year)	Koulpelogo	Sep. 26 – 30, 2010 (5 days)	31
	Kourritenga	Oct. 10-14, 2011 (5 days)	42

1-5 To conduct trainings on the establishment of democratic COGES using the revised manuals	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The local administrators have conducted the trainings on the establishment of COGES for the elementary schools. As result, 1,442 functional COGES were established. ✓ After 2010/2011, the commune staff has been starting to participate in the training programs due to the decentralization process. Two staffs (mayor and a person in charge of education) per CEB have participated in the trainings. <p>*In some CEBs targeted in 2008/09 as pilots, there is a differences in the numbers of between participants and established COGESs since some head teachers, who has been transferred after COGESs were established, also participate in the trainings.</p>				
	Year	Area	Period of the trainings on establishment of COGES	No. of principles participated /No. of the targeted schools	No. of established COGES (The rate of the targeted schools establishing COGES)
	2009	Oubritenga	Dec. 2009	213/213	213

	(1 st year)			(100%)	(100%)
		CEB Ouaga 1	Dec. 2009	20/20 (100%)	10 (80%)
		Ganzourgou (half of the area)	Jan. 2010	141/141 (100%)	139 (99%)
	2010 (2 nd year)	Boulgou	Oct. 2010	314/314 (100%)	308 (100%)
		Kourweogo	Oct. 2010	144/144 (100%)	138 (100%)
		Kadiogo (4CEB)	Nov. 2010	83/83 (100%)	67 (100%)
		Ganzourgou (half of the area)	Nov. 2010	163/163 (100%)	160 (100%)
	2011 (3 rd year)	Koulpelogo	Oct. 2011	203/203 (100%)	191 (98%)
		Kourritenga	Oct. 2011	231/231 (100%)	217 (100%)
	2-1 To revise pre-existing training manuals (that had been used in the pilot project)	✓ Same as 1-3			
2-2 To conduct trainer's training on school action plan and financial management for local administrators	✓ Same as 1-4				
2-3 To conduct trainer's training on school action plan and financial management for COGES members (from local	✓ The local administrators organized the trainer's trainings on school action plan and financial management for COGES members. As result, 99 % of COGES elaborated school action plans.				
	Year	Area	Training period	No. of	No. of action

administrators)				participants	plans establishment)
	2009 (1 st year)	Oubritenga	Jan. 2010	534/534 (100%)	213 (100%)
		CEB Ouaga 1	Feb. 2010	36/36 ⁵ (100%)	10 (100%)
		Ganzourgou (half of the area)	Feb. 2010	413/417 (99%)	139 (100%)
	2010 (2 nd year)	Boulgou	Nov. 2010	928/928 (100%)	308 (100%)
		Kourweogo	Nov. 2010	420/420 (100%)	138 (100%)
		Kadiogo (4CEB)	Jan. and Feb., 2011	218/220 (99)	67 (98%)
		Ganzourgou (half of the area)	Dec. 2010	485/485 (100%)	160 (100%)
	2011 (3 rd year)	Koulpelogo	Sep. 2011	766/766 (100%)	191 (100%)
		Kouritenga	Oct. 2011	851/851 (100%)	217 (100%)
	3-1 To conduct survey on collective monitoring (Suivi collectif)	✓ It was not conducted.			
3-2 To revise training manuals	✓ Same as 1-3 ✓ In Sep. 2011, the following items were added in the manuals; the clarification of each actor's role in monitoring system, and the reporting system.				

⁵ In a case that some schools share one COGES commonly, participants are those head teachers and representatives and financial staff of COGES (eg. 1COGES for 2 schools→participants are 2 headteachers, the representative and financial staff of COGES)

3-3 To conduct trainer's training on monitoring system for local administrators	✓ Same as 1-4																					
3-4 To conduct trainer's training on monitoring system for COGES members (from local administrators)	✓ Trainings on monitoring system for COGES members were organized together with the trainings on school action plan. The participants learned the following issues; 1) COGES internal monitoring, 2) COGES external monitoring (school visiting by CEB), 3) collective monitoring (suivi collectif), and 4) monthly monitoring meeting at DPEBA.																					
3-5 To organize monthly meetings for COGES monitoring	<p>✓ At provincial level, the monthly meetings were organized regularly. The main participants of meetings are as follow; the director of DPEBA, the focal persons of DPEBA and CEB, the local administrators of CEB. Only in Kadiogo province, the person in charge of education in Commune is participating in the meetings, in addition with the local administrators of MENA.</p> <p>✓ The contents of meetings are usually focused on 1) the progress of COGES school activities, and 2) the tackled issues and solutions of COGES activities.</p> <p>✓ In Oubritenga in 2009/2010, the COGES activities which affected the improvement of the quality of education have been shared among participants of the monthly meetings. The passing rate of final examination has been remarkably improved in these COGES.</p> <p>*as of the end of December 2011</p> <table border="1" data-bbox="994 981 1998 1343"> <thead> <tr> <th>Year</th> <th>Area</th> <th>No. of meetings</th> <th>Period</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="3">2009/10</td> <td>Oubritenga</td> <td>7</td> <td>Dec. 2009, Jan. , Feb. , Mar. , Apr., May, and July 2010</td> </tr> <tr> <td>Ganzourgou</td> <td>6</td> <td>Feb., Mar., Apr. May, and July 2010 (twice)</td> </tr> <tr> <td>CEB Ouaga 1</td> <td>5</td> <td>Jan., Mar., Apr., May and Aug. 2010</td> </tr> <tr> <td rowspan="2">2010/2011</td> <td>Oubritenga</td> <td>7</td> <td>Oct., Dec., 2010 Jan., Feb., Mar., June, and July 2011</td> </tr> <tr> <td>Ganzourgou</td> <td>8</td> <td>Oct., Nov., 2010</td> </tr> </tbody> </table>	Year	Area	No. of meetings	Period	2009/10	Oubritenga	7	Dec. 2009, Jan. , Feb. , Mar. , Apr., May, and July 2010	Ganzourgou	6	Feb., Mar., Apr. May, and July 2010 (twice)	CEB Ouaga 1	5	Jan., Mar., Apr., May and Aug. 2010	2010/2011	Oubritenga	7	Oct., Dec., 2010 Jan., Feb., Mar., June, and July 2011	Ganzourgou	8	Oct., Nov., 2010
Year	Area	No. of meetings	Period																			
2009/10	Oubritenga	7	Dec. 2009, Jan. , Feb. , Mar. , Apr., May, and July 2010																			
	Ganzourgou	6	Feb., Mar., Apr. May, and July 2010 (twice)																			
	CEB Ouaga 1	5	Jan., Mar., Apr., May and Aug. 2010																			
2010/2011	Oubritenga	7	Oct., Dec., 2010 Jan., Feb., Mar., June, and July 2011																			
	Ganzourgou	8	Oct., Nov., 2010																			

			Jan., Feb., Mar., Apr., June, and July 2011	
		Kourweogo	7	Nov. and Dec., 2010 Jan., Feb., Mar., June, and July, 2011
		Boulgou	7	Nov., and Dec., 2010 Jan., Feb., Mar., June, and Aug., 2011
		Kadiogo	6	Nov. 2010 ⁶ , Jan., Feb., Mar., June and July, 2011
	2011/12	Oubritenga	2	November and December , 2011
		Ganzourgou	2	November and December , 2011
		Kourweogo	2	November and December , 2011
		Boulgou	2	November and December , 2011
		Kadiogo	2	November and December , 2011
		Koulpelogo	2	November and December , 2011
		Kouritenga	1	November 2011
	3-6 To organize meetings for sharing experience at DREBA	<ul style="list-style-type: none"> ✓ In 2009/2010, the meeting for sharing experience at provincial level among COGES was organized in March 2010 in Oubritenga. The participants shared the experience and information, and discussed the tacked issues in order to improve the COGES function. ✓ In 2010/2011, the meetings for sharing experience at provincial level were organized in Oubritenga, in October 2010, Kourweogo in February 2011, Boulgou and Kadiogo in March 2011. The main topics consisted of the establishment of relationship between actors of Communes and COGES, the possible improvement of functional COGES, and the role of each actor towards improvement of quality of education. ✓ The participants from COGES were the representatives of collective monitoring (suivi collectif). ✓ The participants succeeded to discuss and resolve the action plans for educational development. However, they could not reach to agree on defining the target indicators, because of disapproval from the MENA central level. ✓ The resolutions of the meetings for sharing experience are not well shared among COGESs even 		

⁶ In November, the meeting was held only for CEB Ouaga 1.

		COGES collective meetings had been conducted. In future, the involvement of all COGES is required by establishing the system to share the necessary information.
	4-1 To conduct analysis and evaluation on COGES model	Although this activity will be done in the mid-term review before the approval of the nation-wide dissemination of the model, the approval was done in May 2011 because of the strong initiative of MENA.
	4-2 To organize workshops for sharing experience	<ul style="list-style-type: none"> ✓ In May 2011, the workshop on the COGES generalization in nationwide was organized, and the strategy was approved by the MENA. The strategy shows that the training approach which was introduced by the Project, introduction of democratic COGES and elaboration of school action plan through community participation, and monthly monitoring meetings. The dissemination strategy had have been almost approved by the both side although this workshop was organized during the evacuation of Japanese experts outside Burkina Faso.
Technical Transfer	1. Is there any problem for transferring the technique?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Manuals have been revised by the experience in this country and almost all the stakeholders from policy to local have been trained using the manuals. According the interviews to stakeholders, lower level has understood better. Policy makers, the staff related to communes, and new stakeholders need more understanding for the further transferring of the technique. ✓ There is no permanent department in MENA and no specific focal person in MATEDE. This situation prevents the sufficient transferring.
Monitoring	Does the Project conduct monitoring in regular basis?	<p><Monitoring on the training> by the cascade method</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ The monitoring on trainer's training is conducted by the project team members. ✓ The trainers were assigned from local administrators who had been supporting COGES actively and had been having enough knowledge of COGES approach. The trainers were nominated by the Project team members.

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Trainings for school principals and trainings on school action plan: During the training session, the participants who had obtained less knowledge concerning COGES activities and school action plan are supposed to be followed by the CEB. The purpose of this measure is to maintain the training quality in the field level (in 2010/2011). ✓ In 2010/2011, the project has assigned brilliant local administrators to conduct follow up monitoring after the training (trainings on the establishment of COGES and elaboration of school action plan). This measure led to reduce the project intervention. <p><Monthly monitoring meetings></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ This activity was conducted by the project team. ✓ For future improvement, it should be more concentrated on the analysis capacity for school action plan (elaboration process on the school action plan, defining the tackled issues, and proposition of solutions etc.) instead of highly focused on the quantitative outputs such as the rate of implementation of school action plans etc.
Project management and implementation system	Does the project management and implementation system accurately function?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The management and implementation systems are as follow: <ul style="list-style-type: none"> • MENA side: 1 National Coordinator (full-time), 1 staff in charge of financial matters for Burkina's side (work when there is a work), 3 focal points of COGES *all members are approved by the ministerial ordinance • JICA side: 2 Japanese long-term experts (additional 1 expert from December 2011, shuttle type), and short-term experts if necessary • 1 local consultant ✓ There is no permanent department for COGES in MENA. ✓ TORs of NC and FPs as well as the demarcation among NC, FPs and JICA experts are not clear. ✓ The involvement of FPs is not enough. ✓ The involvement of the JICA experts in discussions at policy level is not enough. ✓ JICA is supporting the similar projects, which is supporting the promotion of community-based school management, in Niger, Mali, and Senegal. In these countries, the projects assign the local consultants and/or NGOs to conduct trainings. On the other hand, in Burkina Faso, the

		<p>government has disapproved to assign local consultants and NGOs. As result, the project's burden, especially Japanese experts, to handle the financial procedure has been remarkably increasing, although the ownership of the Burkina side towards the project's management and implementation have been remaining very high.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Due to the shortage of French speaking Japanese experts, the Japanese expert who is supposed to assign for <the COGES monitoring> has failed to be selected three times in the bidding procedure. As result, the COGES monitoring expert has been selected thorough recommendation of JICA headquarter for some time (from December 2011).
	Is communication among the project team members sufficient?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The communication among the project team has been sufficient until the mid of 2011. The project has held the regular meeting as well as sent the project schedule regularly for the project member. ✓ However, the Project regular meeting with the focal point persons had not held from July to December 2011. Consequently, the project has been holding the meeting between the National Coordinator and 2 Japanese Experts without FPs. ✓ It is suggested that the decision making to implement and manage the project might be more democratic way by adopting the opinion and suggestion from the other stakeholders.
	Are counterparts actively involved in the project strategy and activities?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The project team always explains to the MENA's administrators that the PACOGES is considered as the MENA's national project, not as the donor's project. The project communication is also transferring to the local administrators through the usual MENA's administration system. ✓ It can be said that the ownership of the counterparts are enough high to handle the project activities.
	Ownership of the counterparts Is contribution from the counterpart organization sufficient?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The national workshop on nationwide dissemination of COGES was held in May 2011, and then the strategy has been officially endorsed. After that, in August 2011 during the pedagogic conference initiated by the MENA, the outline of the strategy (which includes the decentralization of the education sector, and COGES guideline) has been introduced to the mayors, MENA's administrators, and some of the principles. ✓ However, the monitoring system has not well introduced in the strategy paper (Strategie de generalization de la mise en place des comites de gestion d'ecole au Burukina Faso), which

		<p>mentions only implementation of training for the dissemination. In addition, the budget compilation from the second year is not subscribed in this paper, although the monitoring budget for the first year is well mentioned.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ The unit/section in charge of COGES policy has not been placed in the MENA until now. As result, the PACOGES which is not permanent office is handling the decentralization issue and COGES policy. The COGES Unit in the MENA is supposed to place before the dissemination of COGES activities starts. ✓ As for the demarcation between the COGES Unit and the PACOGES, the technical assistance is supposed to be in charge of the PACOGES, and the administration on dissemination will be handled by the COGES Unit.
	<p>Are allocation amount and timing from the counterpart organization accurate?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The COGES monitoring fuel cost covered by the MENA has been allocated to the directors and the focal point persons of DREBA and DPEBA, and it was not reached to the CEB level (as of Dec. 2010). On the other hand, in September 2011, the fuel cost for the monitoring was allocated 35,000 Fcfa/CEB in nationwide. Meanwhile the monitoring support from the Project terminated in March 2011. ✓ The budget for the school monitoring (100,000 Fcfa/school) has been compiling in the annual MENA's budget, which is supposed to allocate for the COGES monitoring as well. However, the disbursement of the budget tends to delay and the amount for COGES monitoring is not sufficient neither. As result, the COGES monitoring activity is not always running well.
	<p>Is allocation of the personnel from the counterpart organization enough?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The allocation of the personnel from the counterpart organization is not sufficient. Since the National Coordinator of PACOGES is busy with the various negotiations with MENA's Directors, they don't have enough persons who can be in charge of the coordination between Regional and Provincial level. ✓ For the time-being, the Japanese experts handle this coordination with the Regional and Provincial level on behalf of MENA personnel. ✓ Since the focal point persons of PACOGES are supposed to be in charge of <monitoring> which is determined by the ministerial ordinance, they are not supposed to work on other issues. As result, the burden of JICA expert has been increased.

		Consequently, the personnel who can work on the project in general is only the National Coordinator of the PACOGES.
Collaboration with stakeholders outside the project	Are there any collaboration with donors?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The forty (40) COGES were established in Houet Region, Bobo-Dioulasso Province that were supported from the PASEB (the project of World Bank). The PACOGES supported the establishment of COGES by providing the trainings. ✓ In Boulgou province and Koulpelogou province in Central East Region, the staff of demark NGO participated in the trainer’s training of the Project and adopted some of the approach into their programs. ✓ The UNICEF adopted some of the project’s approach to elaborate the manual for teachers in Child Friendly School Approach. UNICEF also is requesting for the support of PACOGES to CEBNEF (Centres d’Education de Base Non Formelle).
	Is the project sharing the necessary information with donors?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The National Coordinator of PACOGES has shared the project outline during the donor/MENA meeting. ✓ The project also shared the project information and progress with the World Bank in order to obtain the JSDF funds, as well as explained the outline of the Project to the Embassy of Holland (lead donor).
	Is there any collaboration with the related ministries?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ There is no focal person in Ministry of Territory, Decentralization and Security (MATEDE) for COGES. ✓ There is no periodical meeting with MATEDE. ✓ After the national workshop on nationwide dissemination of COGES, in August 2011 during the pedagogic conference initiated by the MENA, the outline of the strategy (which includes the decentralization of the education sector, and COGES guideline) has been introduced to the mayors, MENA’s administrators, and some of the principles.
	Has the project collaborated with other Japanese projects?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The collaboration with SMASSE project is still under discussion, since 1) the coordinators of both projects are not positive enough for the collaboration, and also 2) the negotiations remain deadlock due to the different idea for the outcome. For the time-being, there is no effective

		<p>approach for the collaboration.</p>
<p>Contribution and prevention factors to progress activities</p>	<p>Are there any prevention factors to progress activities and achieve the outcome and project purpose?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Due to the student demonstration, school closed from the end of February to March 2011. As result, the COGES activity has been sustained during this period. ✓ The rebellious troops affected the closure of the community meeting. There was no community meeting in March 2011, and this was caused to the COGES general assemble meeting. ✓ The replacements of many public officers concerned, who received briefing and/or trainings, in 2011 after the presidential election ✓ The responsibility of the monitoring cost has transferred to MENA since April 2011. It caused the delay of the disbursement of allocation and effectiveness of monitoring activity. ✓ The information of Decentralization has not effectively shared among the stakeholder, especially between the Communes (which is responsible for the elementary school) and the ministry of land (ministere de l'administration territoriale et de la decentralization, charge des collectivites territoriales). As result, the involvement of communes is not sufficient to implement the COGES activity. Furthermore, insufficient involvement of Communes affects the implementation of the pilot to finalize the COGES model. ✓ The delegation of the personnel to municipalities has been delayed so that it is difficult for PACOGES and COGES to collaborate with municipalities. ✓ The collection of the COGES balance sheet for the plan and result should be improved to analyze the detailed situations of the COGES activities and take effective measures.
	<p>Are there any contribution factors to progress activities of the project?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The timing when the project started was good. The project started when COGES had not established after the declare of the establishment so that the needs for the establishment had increased. ✓ The ownership of the MENA ✓ The advocacy of the COGES policy was introduced in the various activities in MENA. ✓ The project nominated the brilliant local administrators as facilitators of the training. ✓ The devoted efforts of the JICA experts ✓ The utilization of the COGES model, developed and elaborated in the network of School for All Projects, and the network such as the dispatches of experts and frequent communications among

			the network
	Revision of the PDM	Revision of the PDM	✓ The four (4) CEB of Kadiogo were added as project target area. The purpose is to try to establish the new model <city type approach>. The revision of PDM was approved and signed between JICA Burkina Faso office and MENA.

Evaluation by the Five Criteria

Evaluation Items	Evaluation Questions		Findings of Study
	Major Items	Minor Items	
Necessity		Does the Project Purpose correspond with the needs of target region and society?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Due to the low educational indicators in primary education with a gross enrolment rate 78%, a net enrolment rate 63 %, a repetition rate 11%, a dropout rate 29 %, and a survival rate at the final grade 71 % (2007), the needs for improvement of access and quality of basic education is quite high. In particular, the gross enrolment rate and net enrolment rate are quite low compared to other Sub-Saharan African countries (Sub-Saharan African countries: GER 102 % and NER 76 %). (Data: UNESCO EFA global monitoring report 2011). Other indicators regarding the quality of learning are almost similar to the neighboring countries; ✓ <School level > <ul style="list-style-type: none"> - In Burkina Faso, it has been observed that the school management activity was carried out by APE and AME in many of the schools. The school management handled by APE and AME wasn't enough reliable in the eyes of the community people due to the lack of transparency in terms of financial management and information towards school activities. The introduction of <community based school management approach> which was developed in Niger is expected to contribute to inception of functional COGES, increasing the reliance between COGES and community member, and improvement of financial transparency. - As a result, the school environment has been successfully improved through the management of available resources that are existing school surroundings. According to the interviews to COGES, school principals, and other stakeholders, they felt these needs for COGES.
		Does the project goal correspond with the Burkina Faso government national development plan?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ According to the SCADD (2011-2015), the educational development is recognized as a center of human development which can be contributed to the economic growth in Burkina Faso. <p>The MENA has been prioritized to improve quantity and quality of education through PDDE (2002). In PDDE, the improvement of school environment and enhancement of school management through community participation has been presented in order to improve the quality of education. In addition, the MENA announced the ordinance regarding establishment of COGES in each school in May 2008 (also mentioned in draft PDSEB).</p>
		Is the Project consistent with the Japanese ODA policy and JICA Country program?	<p>The project is consistent with the Japanese ODA policy as following reasons.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <The program on the improvement of quantity and quality of education> is one of the top properties in the Japanese Country Assistant Plan in Burkina Faso. ✓ Japanese cooperation policy has put more emphasis on school based management through community participation. Japan announced at TICAD IV that it would assist promoting school based management through community participation targeting 10,000 schools in West Africa.

	<p>Suitability as a Means</p>	<p>Is the Project approach appropriate as strategy to resolve the Burkina Faso's educational issue?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ In PDDEB, the improvement of educational environment through community-based school management has been presented in order to improve the quality of education. In past, the community based school management was managed by APE and AME (the members were not elected), the problems were raised such as the dysfunction. Community participation in school management introduced by the project (after the experience of EPT project in Niger) has extensively contributed to make COGES functional and committed to be transparent to community, in terms of information and financial management. Furthermore, through the planning and implementation of school action plan prepared by COGES, the project has been supporting to improve the school environment and quality of education. Therefore, it can be said that the project has demonstrated an effective strategy to improve quality of education, in accordance with the PDDEB's objective. ✓ The Project has adopted the community-based school management approach which was acquired from "The Project on Support to the Improvement of School Management through Community Participation (School for All), in Niger". In Niger, it is said that the project has been contributing to improve gross enrolment rate, although the study is required to measure the relationship between intervention of activities and improvement of enrolment rate. ✓ The COGES model is developed in minimum intervention size and to mobilize social resources that the model is good to be implemented in Burkina Faso where the government resources are not enough.
		<p>Is the selection of the pilot area accurate?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The gross enrolment rates in Plateau Central, Centre Est were 80.4%(2008/9) % and 71,7(2009/10) % respectively, and the dropout rate were XX % and XX %. It can be said that the selection of the pilot area is accurate since these area demonstrated educational issue according to the educational indicators. ✓ It can be said that the selection of the pilot area are accurate according to the following reasons; 1) Plateau Central is near to the capital Ouagadougou, and it is mostly covered by the rural, at the same time there is urban aspect as well. Therefore, it can be said that is relevant to establish the dissemination model in above-mentioned area with both urban and rural aspect. 2) Centre Est represents as the area with low girl's enrolment rate compared to the other regions. It can be said that it is relevant to select this region where there might have opportunity to produce an effective output to conduct try-and-error of the project's approach.

		Gross Enrolment Rate (GER)										
Region	Prefectural	2006/07		2007/08		2008/09		2009/10		2010/11		
		TOTAL	Girl	TOTAL	Girl	TOTAL	Girl	TOTAL	Girl	TOTAL	Girl	
Plateau Central	Ganzourgou	56.7	50.6	61.9	55.7	71.3	63.7	76.4	70.1	80.2	74.8	
	Kourweogo	71.4	61.4	80.3	71.0	96.0	85.5	97.4	89.5	102.0	95.7	
	Oubritenga	65.5	58.9	70.6	64.4	84.0	76.5	87.2	81.6	89.4	85.3	
	TOTAL	64.5	57.0	70.9	63.7	83.8	75.2	87.0	80.4	90.5	85.3	
Centre-Est	Boulgou	65.9	62.2	70.9	68.2	70.2	66.2	72.3	68.8	77.1	74.5	
	Koumpelogo	57.0	50.8	63.1	57.3	59.3	52.2	59.6	53.1	61.9	55.5	
	Kourritenga	66.4	60.9	73.0	67.8	80.8	74.2	83.3	77.8	88.9	84.1	
	TOTAL	63.1	58.0	69.0	64.4	70.1	64.2	71.7	66.6	76.0	71.4	

	Does Japan have advantage in technical cooperation in this field ?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The Project adopted the community-based school management approach which was acquired from "The Project on Support to the Improvement of School Management through Community Participation (School for All), in Niger". Furthermore, the community based school management projects have been starting in Mali and Senegal in addition to Niger, the sharing experience and information among these projects are conducted as well.
	Are there any extended effects to other area?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The donors recognize the installation of minimum package has contributed not only to the improvement of school management, but also to functionalize the organizations and institutions. For example, the technical assistance such as training to elaborate the action plan was required by the NGO in non-education sectors ✓ The Project's model had introduced in the PASEB (World Bank Project), and forty functional COGES were installed in Bobojerasso. Thus, it can be said that the project has highly demonstrated some extended effects to other area. ✓ The COGES model was adopted and the strategy on nationwide generalization of COGES was officially endorsed in May 2011.
	Are there any environmental change such as change of policy, institution, and socio-economy after the pre-evaluation mission?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The student demonstration and rebellious troops generated social confusion and disturbance from February to May 2011. The student demonstration has occurred sporadically until now. ✓ The economic situation in rural area has been getting worse due to the shortage of agricultural production that is determined by the drought in 2011.

Effectiveness	Prospect of Achieving the Project Purpose	<p>The project purpose has been achieved partly or to some extent. However, sustainable proper supports and monitoring needs to be institutionalized to sustain the functional COGES activities.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1st indicator: Almost all the COGES formulated the plan and implemented at least more than one activity. ✓ 2nd indicator: The contribution from communities has been increased. ✓ 3rd indicator: The dissemination strategy was approved in May 2011. However, the strategy needs to be improved before the dissemination.
	Cause and Effect Relations	<p>Does the Project Output contribute to the achievement of Project Purpose?</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ According to the interview from the community and COGES member, the school action plans have been comparatively well elaborated and executed (Indicator 1 of the project purpose) and the community participation of the school management (number of participation and contribution) has been increased (Indicator 2 of the project purpose). The COGES member mentioned as follows. <Community involvement (related to output 1&2) and support/monitoring (Output 3) are important.> <Through the plan formulated (Output 2), we can find the problems of school and what we should contribute to.> <We were able to repair the borehole by seeing the plan (Output 2) of other COGES and getting the experience of other COGESs through the COGES meetings (related

		<p>to Output 3)>. CEB said <We are able to advice COGES by checking their school action plans>. Since there is some vague points in the dissemination strategy because of its approval before the internal evaluation (Output 4), Output 4 is necessary for the well-establish of the strategy (indicator 3 for the project purpose). Therefore, the indicators of project purpose will be realized based on the outputs .</p> <p>✓ <u>Regarding the indicator of output 3 :</u> Regarding the Indicator of output 3 <COGES support and monitoring system are established>, it can be measured by the indicator 3-2 <the meetings among FP, CEB and COGES collective are organized at least twice a year>. However, this indicator (indicator 3-2) should be revised since the numbers of meetings are not enough to measure the function of the monitoring system. In addition, the method of collecting the document (school action plan, annual report of action plan) should be developed and executed since this activity will contribute to measure the functions of monitoring system. In general, the output 3 has not been fully achieved yet (somehow delayed). In order to achieve the project purpose, the more efforts regarding output 3 are required.</p> <p>✓ <u>Regarding the output 4:</u> Indicator 3 of the project purpose (the approval of national COGES strategy) has achieved without organizing the project's internal evaluation regarding COGES strategy (the activities of output 4-1 and 4-2). In fact, MENA organized the national workshop on the COGES strategy and COGES nationwide dissemination without conducting the internal evaluation. As a result, there are some problems in the function of the COGES monitoring in some area.</p>
	<p>Do <Important assumptions> that determine from Output to Project Purpose work until now?</p>	<p>1. <u>The policy of decentralization on the school management is maintained.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ The installation of COGES in every school was ordained in 2008. It is expected to take an important role to establish functional COGES to improve the school environment. ✓ The decentralization policy has been continued, however the decentralization process is somehow delayed or still ongoing. Thus, there are some coordination problems among the actors of decentralization and deconcentration. In the first year of the Project, it has been observed that a few communes (city or district council) disapproved the establishment of COGES. ✓ From the second year of the project, the project has tried to include the commune as participants of the training session. The involvement of the commune actors facilitated them into the various school management activities. However, the delay of allocation of the commune staff (especially, education in charge) affected the inefficiency of the project management. In the remaining project's period, the method of involvement of commune is required to verify. ✓ At the time of the mid-term evaluation, the important assumption seems to be accurate. However, the project should take into consideration not only <to maintain the decentralization policy> but also <to involve various actors (actors of central level). <p>1. <u>Trained administrators are not transferred.</u> The personnel changes are executed every September. The project has observed 1-2 personnel change in every province since November 2009. In September 2011, the number of transferred personnel increased, however this change didn't affect to the project activities since the change of the inspector of CEB was taken within the province. In September 2011, all directors of DREBA and DPEBA were transferred (except Boulgou province). Since the FP there continues to work and the project held the workshop for the directors, the transfer did not make negative impact on the project.</p>

		<p>2. <u>There is no resignation of trained COGES members (before their mandate).</u> It was observed sometimes that the elected and trained COGES members were dissolved because of their inadequate performance. The project said that it had been rather improved because of the replacement of the inadequate COGES members. According to CEB and COGES, they usually continuously sensitize and train COGES members including new members.</p> <p>3. <u>The coordination and harmonization with various cooperating partner (donors and NGOs) are maintained.</u> The project (through MENA) has coordinated with the various cooperating partner in terms of supporting the COGES in the project area.</p> <p>4. <u>Economic situation of household is not getting worse.</u> <input checked="" type="checkbox"/> In 2009 and 2010, it was not observed the deterioration of household economy. In general, economic situation affects the total amount of contribution of the COGES activity, since the community decides the contribution amount by themselves. At the mid-term review mission, deterioration was observed in quite few areas. <input checked="" type="checkbox"/> Due to the drought, a famine eventuated in Burkina Faso, especially northern part of the country in 2011. As a result, the food price has been increasing, and life is getting harder in the household situation. It will be possible to affect the amount of contribution during the project period.</p>	
	<p>Are there any preventing and contributing factors of the Project Purpose?</p>		<p>According to the project, there are some preventing factors to achieve the project purpose; * shows the one which was also heard in the interview to CEB and COGES in this mission.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Due to the student demonstration, school closed from the end of February to March 2011. As result, the COGES activity has been sustained during this period. <input checked="" type="checkbox"/> The rebellious troops affected the closure of the community meeting. There was no community meeting in March 2011, and this was caused to the COGES general assemble meeting. <input checked="" type="checkbox"/> The replacements of many public officers concerned, who received briefing and/or trainings, in 2011 after the presidential election <input checked="" type="checkbox"/> The information of Decentralization has not effectively shared among the stakeholder, especially between the Communes (which is responsible for the elementary school) and the ministry of land (ministere de l'administration territoriale et de la decentralization, charge des collectivites territoriales). As result, the involvement of communes is not sufficient to implement the COGES activity. Furthermore, insufficient involvement of Communes affects the implementation of the pilot to finalize the COGES model. <input checked="" type="checkbox"/> The delegation of the personnel to municipalities has been delayed so that it is difficult for PACOGES and COGES to collaborate with municipalities. <input checked="" type="checkbox"/> The collection of the COGES balance sheet for the plan and result should be improved to analyze the detailed situations of the COGES activities and take effective measures. <input checked="" type="checkbox"/> Transferring the head master of school

			<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lack of understanding regarding COGES activities by COGES representatives (nominated by the city council)* ✓ Lack of involvement of central administrations which supervise the elementary school ✓ There are some contribution factors to achieve the project purpose; ✓ Experience and capacity of head master of elementary school ✓ The involvement of influential person into the activities (religious leader, leader of youth association etc.)*
Effeiciency	Generation of Outputs	Is Output accuratly produced ?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The activities regarding output 1, 2, and 3 have been mostly implemented according to the plan. ✓ However, the effort to the output 3 is more required through the reinforcement of COGES support and monitoring system (the rate of collecting the school action plan and annual summary was not sufficient). ✓ The output 4 will be produced according to the plan.
	Cause and Effect Relationship	Is the volume of activity sufficient to produce the output?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Regarding the output 1 and 2, the most schools in target area were installed functional COGES through the project's approach. In the 1st and 2nd year's project target area, the school which had elaborated the school action plan successfully implemented more than one activity. It is shown that the outputs were produced by the project's intervention. ✓ The activities related to the output 3 were implemented according to the Plan of Operation (PO). However, it is difficult to conclude that the activities regarding output 3 have been fully implemented since there are some questions on the function of collective monitoring and collection of annual school action plan. In order to establish sustainable and efficient monitoring system, the activities and the indicators should be revised. ✓ The activities related to the Output 4 will be implemented according to the plan.
		Are there any <important assumptions> to produce output?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The important assumptions were not observed. ✓ Due to the deterioration of politico-economic situation, some COGES have postponed their activities and also Japanese experts have evacuated from the Burkina Faso. It produced minus aspect to the functional COGES.
	Timing, quality and quantity of Inputs	Are quality, quantity, and timing of inputs suitable from the attained Outputs?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ NC and JICA experts are diligent and hard worker. However, the NC's TOR and the demarcation between NC and the experts is not clear. ✓ The number of counterpart is not sufficient in central level. There are only full-time coordinator (NC) and auditor. The Japanese experts are sometimes taking some role to fulfill the lack of manpower. The number of counterpart needs to be increased in order to transfer the project knowledge and experience. ✓ The TORs of Focal Persons and the demarcation between them, NC and the experts are not clear. The involvement of FPs is not enough. ✓ The utilization of the JICA experts to the discussion at high level is not enough. ✓ The long term Japanese experts have been dispatched as planned although the number and the timing were not enough satisfied. On the other hand, it is difficult to dispatch the short term Japanese experts for JICA due to the shortage of French-speaking experts. ✓ Due to the above lack and unclearness, the decision-making and burden are too much on NC. The burden is also on the experts. ✓ Since the activities are entrusted to local NGO and consultants in other School for All projects, the burden on the project personnel is big in this project.
	Cost	Is there any effort to reduce the cost?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The project applied the following approaches to reduce the cost : <ul style="list-style-type: none"> - <School management action plan> which was introduced by the project is elaborated and implemented by the community. This community based activities regarding school management is helping to implement the project efficiently. - Utilization of existing school monitoring system by the CEB, and existing local administrators (CEB staff) as trainers instead of appointing outsourcing. - Selection of training participants from COGES member (limiting number of participants)

			<ul style="list-style-type: none"> - In 2011/2012, appointing the local administrators as trainers in CEB level (training on establishment of COGES, and COGES action plan) in order to ensure the training with minimum project assistance - The CEB monitoring is concentrated on the CEB administrators with a low understanding.
		Is there any factor to reduce the cost?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The strategy and approach has been shared with other school management projects in west of Africa. That helped the project implement the activities efficiently.
Impact	Prospect of Achieving the Overall Goal	Is achievement of Overall Goal expected from the present situation of the project?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ It is early to conclude that the overall goal has been achieved. However, there is evidence that much progress has been made as follows. <ul style="list-style-type: none"> - Indicator 1: The dissemination of the part of the COGES model was approved although the model needs to be improved. - Indicator 2-1: School activities have been implemented. - Indicator 2-2: Although it is too early that the project results appear in the educational statistics, almost all the stakeholders such as school principals and COGES interviewed (but only 3 schools) said that COGES activities improve the education such as the girl's enrollment, pupil's attitude and attendance. The improvement of indicator, such as enrolment rate, has been observed in the similar project (ex. Niger) , Thus, it would be likely that the overall goal will be achieved in the future with an installation of support and monitoring system for COGES, and securing financial support to the nationwide dissemination.
		Are there any <important assumptions> to prevent achieving the Overall Goal?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ It is necessary for the project/MENA to 1) clarify the TOR of COGES promotion office, 2) elaborate the mid-term financial plan, and 3) ensure the budget for nationwide dissemination, in order to achieve the project goal. ✓ Mobilization of community contribution and activation of COGES activities are more required to improve the gross enrolment rate. Also, the COGES support and monitoring system should be institutionalized while improving and revising the actual school monitoring system which is not always function. Furthermore, the aspect of decentralization/deconnection will be taken an important role in the establishment of monitoring system. Establishment of effective COGES support and monitoring system will be an important factor to achieve the overall goal.
	Cause and Effect Relation (Overall Goal and Project Purpose)	Are there any gaps between Overall Goal and Project Purpose?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The relationship between the Overall Goal and the Project Purpose is logical according to the following statement ; <ul style="list-style-type: none"> -The nationwide dissemination will be conducted after the establishment of strategy on functional COGES Model, -The school environment will be improved after the installation of functional COGES. As a result, the enrollment rate will be improved as well. ✓ The mid-term evaluation team has observed that the educational environment has been improving with installation of the school management model (project's model). However, it is necessary for the project/MENA to analyze the relationship between the project results (impact) and improvement of the data such as enrolment rate etc.
		Is <important assumption> accurate to produce overall goal? Is <important assumption> to achieve overall goal likely to be secured?	<The decentralization policy on school management will be maintained> The same as above mentioned. ✓
	Extended Effects	Are there any other positive and negative impacts produced other than Overall Goal?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The forty (40) functional COGES were established in Hue, Bobojurasso by the PASEB (World Bank Project). The project supported to the PASEB by conducting trainer's training. ✓ The member of Denmark NGO, Bon forderne, participated in the trainer's training and applied some Project's approach. ✓ UNICEF applied the Project's approach into the COGES capacity development program (CEBNEF), and into the

		Have the project taken preventive measures against negative impacts?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ manual for teachers (Child friendly school). ✓ One APE introduced a democratic election and financial reports in meetings. ✓ The negative impact has not been observed. ✓
Sustainability	Policy and System Aspects	Are the Project's activities aligned to the educational policy and system in Burkina Faso?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ COGES is consistent with Burkina's policies such as PDDEB, draft PDSEB and COGES policy. ✓ Draft PDSEB mentions COGES but doesn't mention its nation-wide dissemination. ✓ COGES strategy is supported by the policy, and it was officially approved in May 2011 for the nationwide dissemination. ✓ However, it is required following intervention; <ul style="list-style-type: none"> - Including monitoring system in the strategy paper - Developing TOR on the COGES office, and clarifying the demarcation between COGES office and PACOGES - Ensuring the dissemination budget (including the monitoring) - Collaboration and cooperation with Ministry of territorial administration and decentralization (MATD) ✓ The school monitoring carried out by the CEB officers is existing task in the administrative system in Burkina Faso.
	Institutional, Organizational, and Financial Aspects	Does MENA have sufficient capacity and accurate institutional system to continue the activities?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The PACOGES, one of the projects, is coordinating the COGES strategy and activities in MENA, since there is no specific office such as COGES office etc. Before the nationwide dissemination, the COGES office is supposed to establish. The demarcation between COGES office and the PACOGES will be following; <ul style="list-style-type: none"> -The COGES office will take a part of the administration aspect in the dissemination, -The PACOGES will be specialized in the technical aspect in the dissemination. Without setting up the COGES office, the Project has a difficulty to strengthen the capacity development on the MENA, which results in insufficient technical transfer and insufficient capacity development on the MENA. ✓ CEB administrators is mandate to conduct school monitoring, however the budget is not always allocated to the CEB administrators. CEB administrators have enough capability and capacity to conduct training (establishment of COGES, and school action plan); however the quality of training should be improved in future. ✓ Due to the process of decentralization/deconnection policy, the involvement of city council (commune) and the Ministry of territorial administration and decentralization (MATD) are more required. The involvement and coordination are not sufficient by the time of mid-term review.
		Does MENA have sufficient ownership towards the project implementation?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The NC is working very hard to establish COGES model and conduct dissemination. ✓ The focal point of COGES is mandated to conduct monitoring activity only. As a result, they can't be fully involved in the project activity. ✓ According to the Burkina Faso's policy, the personnel and budget are allocated to the project basis which is in general temporary institution and system. It can be understood that the project is not recognized as proper business and services in Burkina Faso.
		Is necessary budget for sustain the activities after cooperation period?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ According to the dissemination strategy paper, the budget for the monitoring (fuel for CEB administrators, monthly monitoring meeting etc.) has not been ensured by the Burkina Faso government. ✓ There is no statement on the other budgets for 2nd year and after. ✓ In Mali (school management project), the dissemination budget was disapproved by the World Bank (JSDF). The dissemination budget is still under searching. ✓ It is also necessary to reconsider the allocated budget for CEB (100,000 Fcfa/CEB) by the MENA. The project should promote the discussion to include the COGES monitoring into the existing school monitoring (suivi pedagogique). For successful monitoring, timing of allocation for the CEB should be respected.

	Technical Aspects	Is COGES approach accepting in the society?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Before the establishment of functional COGES, the COGES member was consensually selected by APE and AME, which resulted in the low reliance towards the COGES. After the installation of functional COGES, the members are democratically elected; the reliance towards the COEGES is increasing. In some area, the APE members have been starting to be selected by the democratic election. ✓ The COGES approach, which is considered as transparency model on the institutional and financial management, is welcomed by the community people since they themselves elaborate and implement the school action plan. ✓ The understanding regarding the COGES activity has been increased among various actors since the educational environment has been improved through community participation.
		Is maintenance of resources accurate?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The vehicles and other resources are well maintained and managed by the supervision of Japanese experts.
		Is the nation-wide dissemination mechanism involved in? Is it possible to implement?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The COGES model was originally developed by the Niger <school for all project> on the purpose of national dissemination. The model was also developed with minimum resources intervention. ✓ It is possible to provide the training with sufficient quality since the delight administrators are nominated to be trainer's trainer. ✓ Utilizing the training manuals helps smooth implementation of COGES activity (training conducted by CEB, democratic election, elaboration of school action plan). It can be said that the quality of training is at least secured to the dissemination. However, the collective monitoring (suivi collectif) should be tested and started as soon as possible. The manual should be revised and strengthened as well. ✓ The project had advocated to the COGES generalization, with the result that the nationwide dissemination was officially approved. ✓ It is required for the project/MENA to include the existing administration system into the project implementation mechanism in order to strengthen the capacity development on the MENA. ✓ The involvement of commune, that has jurisdiction over elementary school, has been promoted during the various training sessions. It is crucial to involve the commune actors in the COGES activities according to the decentralization progress.
Social, cultural, and environmental aspects	Are there any preventing factors to produce the sustainability due to insufficient consideration to the gender and social vulnerability?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ It has not been observed the problems which are possible to affect the sustainability of the project . ✓ To promote the women's participation in the activities, the COGES are required to respect the following points; <ul style="list-style-type: none"> -Conduct community assemble meetings at adequate timing for women -Promote participation of female COGES member, especially those who take charge in women's enrollment ✓ In terms of consideration to the social vulnerability, it can be said that the influence from the social power has been decreased due to the democratic election process. 	
Necessity for revision of project design	Any tackled issue and risk during the pre-evaluation	Are there any change of tackled issue and risk that were mentioned during the pre-evaluation?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ There is no statement in the pre-evaluation report.
	Future consideration	What are other points that need attention in the remaining period of the project?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The revision of PDM is required since there are some confusions regarding output 3 (ex. reinforcement of monitoring method). ✓ The PDM should be revised and modified according to the national approval on the COGES dissemination.

Réalisations du projet

Eléments d'évaluation	Questions de l'évaluation		Conclusions de l'étude
	Eléments majeurs	Eléments mineurs	
1. Résultats du projet	Réalizations		
	1. Réalisations des résultats	Les COGES sont mis en place démocratiquement	<p><Indicateur 1.1> Au moins 80 % des COGES ont leurs membres élus et approuvés par assemblées générales (AG)</p> <p>99% des écoles cibles (1503/1512) ont choisi leur membres du secrétariat des COGES à par une élection démocratique dans leurs réunions de communauté.</p> <p>Dans les écoles cibles des 1503, il y a certqin nombre de COGES qui ont fusionné plusieurs écoles.</p> <p>Au totals de nombre des COGES de 3eme intervention ont 1442 COGES.</p> <p>(Source: Procès-verbal de l'AG soumis à chaque CEB par les membres des COGES)</p>
			<p><Indicateur 1.2> Au moins 80% des COGES ont soumis un compte rendu sur l'élection des membres de COGES au CCEB</p> <p>Tous les 1442 COGES établis ont soumis les procès-verbaux des AG sur les élections à leur CEB.</p> <p>(Source: Procès-verbal de l' AG soumis à chaque CEB,)</p>
		2. Le plan d'action de l'école est mis en œuvre à travers la participation	<p><Indicateur 2.1> Au moins 85 % des COGES ont élaboré un plan d'action de l'école.</p> <p>✓ Dans les zones cibles en 2009/10, tous les COGES ont élaboré leurs plan d'action. 2009/2010</p>

	<p>communautaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans les zones cibles en 2010/11, 99% des COGES, sauf un COGES dans la province du Kadiogo ont formulé leurs plans d'action . ✓ Dans les zones cibles de 1442 COGES en 2011/12, 89.5% (1291 COGES / 1442 COGES) de les zones cibles ont élaboré leurs plans d'actions.. <p>(Source: Rapporté par les encadrés de CEB à la réunion mensuelle du COGES.)</p> <hr/> <p><Indicateur 2.2> Au moins 75 % des COGES ont réalisé au moins une activité dans le cadre de leurs plans d'action de l'école.</p> <table border="1" data-bbox="967 579 1939 783"> <thead> <tr> <th></th> <th>1^{er} année(2009-2010)</th> <th>2^{ème} année(2010-2011)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>362 COGES</td> <td>1034 COGES</td> </tr> <tr> <td>Activités réalisées TOTAL</td> <td>1,328 activités</td> <td>3,503 activités</td> </tr> <tr> <td>Activités réalisées par COGES</td> <td>3.7 activités</td> <td>3.4 activités</td> </tr> </tbody> </table> <ul style="list-style-type: none"> ✓ En 2009/10 et 2010/2011, tous les COGES ont exécuté au moins une activité. <p>(Source: rapporté par les encadrés de CEB à la réunion mensuelle du COGES)</p> <hr/> <p><Indicateur 2.3> Au moins 70% des COGES ont tenu un minimum de 3 AG_</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans les zones cibles 2009 /10(2 province et 1 CEB), selon l'enquête par questionnaire réalisée par le Projet, 100% des COGES ont tenu leurs réunions communautaires au moins 3 fois / an (repose valide 76.1% :275 COGES/361 COGES). ✓ Dans les zones cibles 2011 /12 (4 province sauf province d'Oubritenga), 100% des COGES ont tenu leurs réunions communautaires 4 fois / an. (repose valide 79.1% :818 COGES/1033 COGES). <p>(Source: enquête par questionnaire du projet)</p>		1 ^{er} année(2009-2010)	2 ^{ème} année(2010-2011)		362 COGES	1034 COGES	Activités réalisées TOTAL	1,328 activités	3,503 activités	Activités réalisées par COGES	3.7 activités	3.4 activités
	1 ^{er} année(2009-2010)	2 ^{ème} année(2010-2011)											
	362 COGES	1034 COGES											
Activités réalisées TOTAL	1,328 activités	3,503 activités											
Activités réalisées par COGES	3.7 activités	3.4 activités											

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ <Indicateur 2.4> Au moins 70% des COGES ont présenté un minimum de 2 rapports financiers lors des AG ordinaires. ✓ Dans les zones cibles 2009 /10(2 province et 1CEB),100% (Taux de recouperation 76.1% ;275COGES/361COGES)des COGES ont tenu des assemblées générales communautaires au moins 3 fois / an selon l'enquête par questionnaire réalisée par le Projet. ✓ Dans les zones cibles 2011 /12 (4 province sauf province d'Oubritenga), 100 %(Taux de recouperation 79.1% :818COGES/1033COGES)des COGES ont rapporté la situation financière à leur l'AG , <p>(Source: enquête par questionnaire du projet)</p>
	<p>3. Le système de suivi et d'accompagnement des COGES est établi</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ <Indicateur 3.1> Au moins 2 fois par an, le suivi et l'accompagnement des COGES sont exécutés par les PF des CEB. ✓ En 2009/10, le suivi du encadreur de CEBest dit être fait plus de deux fois par an en fonction de la vérification des documents circulés par le projet et du rapport selon lequel 3,9 écoles ont été visités par 1 encardreur par mois en moyenne. Le projet a couvert le coût du carburant pour le suivi des CEB de Novembre 2009 à mars 2011. ✓ En 2010/11, Les encardrea visité des écoles 5,07 fois par mois en moyenne. ✓ Toutefois, la situation de suivi après avril 2010, dont la responsabilité du suivi du carburant avait été transférée au MENA, doit être suivi. <p>(Source: Fiche de sortisoumis par lesencardreurs de CEB.)</p>
		<p><Indicateur 3.2> Au moins 2 fois par an de réunions sont tenues entre PF des CEB et des COGES regroupés.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans les zones cibles 2009 /10(2 province et 1CEB), les cadre de concertation de base ont été tenues trois fois par an en moyenne avec appui financiere du projet , ✓ Dans les zones cibles 2011 /12 (4 province sauf province d'Oubritenga), certains des COGES qui avait été établi l'année d'avant ont tenu 3 cadre de concertation de base / an sans l'appui du projet. ✓ Toutefois,il est necessaire de revoir les indicateurs qui correspond aux objectifs de

cadre de concertation tels que evolution de taux de participation,taux de récupération de plan d'action et bilan annuele. .

(Source: Dossier du Suivi collectif soumis au CEB.

<Indicateur 3.3> Rapports trimestriels synthétisés sont acheminés à la hiérarchie (DE, CCEB, DPEBA, DREBA et DGEB).

➤ Selon les interview, chaque niveau des encadreurs font les repports du suivi en régulierment.

Cependant il est necessaire d'améliorer le système d'acheminement de collect des rapports.

(Source: enquête par questionnaire du projet)

<Indicateur 3.4> Les bilans mensuels de suivi de COGES sont tenus lors des conseils de direction dans les DPEBA.

- ✓ En 2009/2010, les réunions mensuelles à la DPEBA ont eu lieu 6 fois en moyenne par an, et 7 fois / an en 2010/2011. Le but de cette réunion est la conduite du S & E des activités des COGES.
- ✓ Selon le procès-verbal de la réunion, les questions suivantes ont été discutées: 1) les activités scolaires des COGES en fonction de leur plan d'action élaboré) les difficultés ainsi que leurs solutions ont été abordées.
- ✓ Toutefois, les sujets de réunion proprement dite ont été limités à la discussion sur les résultats quantitatifs tels que le montant des ressources mobilisées et le nombre moyen d'activités mises en œuvre par les COGES etc. Par conséquent, le projet est supposé renforcer les capacités de des encadreur de déconcentré du MENA sur les aspects qualitatifs (vérifier si l'activité du COGES est effectivement menée) afin de suivre et de soutenir les COGES de manière efficace.

(Source: Procès-verbaux des réunions ordinaires soumis par les DPEBA respectifs)

	<p>4. L'évaluation interne du projet et le partage d'expériences sont réalisés.</p>	<p>< <u>Indicateur 4.1</u> > Tenue d'un atelier de restitution des résultats de l'évaluation interne et de capitalisation des expériences.</p> <p>Pour le moment, il n'est pas mis en œuvre.</p>	<p>< <u>Indicateur 4.2</u> > Finalisation du rapport de l'évaluation interne et de la validation de la stratégie en vue de la généralisation.</p> <p>✓ L'atelier de validation sur la stratégie de généralisation de la mise en place des comités de gestion(COGES) d'école au Burkina Faso a eu lieu en mai 2011, puis la stratégie a été officiellement approuvée. Dans le document de stratégie, les approches du projet ont été évoquées, telles que la méthode de formation, des élections démocratiques pour le bureau exécutif du COGES, la préparation du plan d'action ,</p> <p>(Source: Procès-verbal de l'Atelier National, mai 2011)</p>														
<p>2. La réalisation de l'objectif du projet</p>	<p>Le modèle des COGES modèle a été mis en place afin de le généraliser à l'échelle nationale.</p>	<p>< <u>Indicateur 1</u> > Au moins 75% des COGES ont élaboré et exécuté leurs plans d'action de l'école en fin de projet.</p> <p>✓ En 2009/2010, le taux de l'élaboration du plan d'action scolaire a été de 100% dans la zone ciblée du projet.</p> <p>✓ En 2010/2011, le taux de l'élaboration du plan d'action atteint 100%.</p> <p>Pour le résultat de réalisation des activités de COGES voir le tableau ci dessous :</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Nombre de COGES</th> <th>Nombre d'activités scolaires prévues</th> <th>Nombre d'activités mises en œuvre</th> <th>Taux d'exécution</th> <th>Nombre moyen d'activités / COGES</th> <th>Nmbr moyen d'activités/ COGES</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2009/10</td> <td>362</td> <td>1 594</td> <td>1 328</td> <td>83%</td> <td>4,4</td> <td>3,6</td> </tr> </tbody> </table>		Nombre de COGES	Nombre d'activités scolaires prévues	Nombre d'activités mises en œuvre	Taux d'exécution	Nombre moyen d'activités / COGES	Nmbr moyen d'activités/ COGES	2009/10	362	1 594	1 328	83%	4,4	3,6
	Nombre de COGES	Nombre d'activités scolaires prévues	Nombre d'activités mises en œuvre	Taux d'exécution	Nombre moyen d'activités / COGES	Nmbr moyen d'activités/ COGES											
2009/10	362	1 594	1 328	83%	4,4	3,6											

2010/11	1048	4904	3503	71%	4,7	3,3																																					
(Source: Rapporté par les encadreurs de CEB au cours de la réunion mensuelle)																																											
<p><Indicateur 2> Augmentation du niveau des contributions (financière, matérielle et physique) de la communauté à la gestion de l'école.</p> <p style="text-align: center;">« Mobilisation des fonds de la communauté »</p> <table border="1"> <tr> <td></td> <td>1^{er} annee(2009-2010)</td> <td>2^{eme} annee(2010-2011)</td> </tr> <tr> <td></td> <td>362 COGES</td> <td>1034 COGES</td> </tr> <tr> <td>Montant mobilisé TOTAL</td> <td>62 276 665 Fcfa</td> <td>189 276 950 Fcfa</td> </tr> <tr> <td>Montant mobilisé par COGES</td> <td>172 035 Fcfa</td> <td>183 053 Fcfa</td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">« Mobilisation des participation communautaire à la mis en place des COGES »</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>1^{er} annee (2009-2010)</th> <th>2^{eme} annee (2010-2011)</th> <th>3^{eme} annee (2011-2012)</th> <th>TOTAL</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Nombre de COGES (mise en place)</td> <td>362</td> <td>681</td> <td>408</td> <td>1 451</td> </tr> <tr> <td>Participation de Communauté</td> <td>44 851</td> <td>74 773</td> <td>34 394</td> <td>154 018</td> </tr> <tr> <td>% femme</td> <td>49.3%</td> <td>49.1%</td> <td>44.4%</td> <td>48.1%</td> </tr> <tr> <td>Participation Par COGES</td> <td>124 per / COGES</td> <td>110 per / COGES</td> <td>84 per / COGES</td> <td>106 per / COGES</td> </tr> </tbody> </table> <p>(Source: Le plan d'action et l'enquête par questionnaire du Projet)</p>								1 ^{er} annee(2009-2010)	2 ^{eme} annee(2010-2011)		362 COGES	1034 COGES	Montant mobilisé TOTAL	62 276 665 Fcfa	189 276 950 Fcfa	Montant mobilisé par COGES	172 035 Fcfa	183 053 Fcfa		1 ^{er} annee (2009-2010)	2 ^{eme} annee (2010-2011)	3 ^{eme} annee (2011-2012)	TOTAL	Nombre de COGES (mise en place)	362	681	408	1 451	Participation de Communauté	44 851	74 773	34 394	154 018	% femme	49.3%	49.1%	44.4%	48.1%	Participation Par COGES	124 per / COGES	110 per / COGES	84 per / COGES	106 per / COGES
	1 ^{er} annee(2009-2010)	2 ^{eme} annee(2010-2011)																																									
	362 COGES	1034 COGES																																									
Montant mobilisé TOTAL	62 276 665 Fcfa	189 276 950 Fcfa																																									
Montant mobilisé par COGES	172 035 Fcfa	183 053 Fcfa																																									
	1 ^{er} annee (2009-2010)	2 ^{eme} annee (2010-2011)	3 ^{eme} annee (2011-2012)	TOTAL																																							
Nombre de COGES (mise en place)	362	681	408	1 451																																							
Participation de Communauté	44 851	74 773	34 394	154 018																																							
% femme	49.3%	49.1%	44.4%	48.1%																																							
Participation Par COGES	124 per / COGES	110 per / COGES	84 per / COGES	106 per / COGES																																							

		<p><Indicateur 3> Approbation de la stratégie à l'atelier national.</p> <p>L'atelier de validation sur la stratégie de généralisation de la mise en place des comités de gestion(COGES) d'école au Burkina Faso a eu lieu en mai 2011, puis la stratégie a été officiellement approuvée. Dans le document de stratégie, les approches du projet ont été évoquées, telles que la méthode de formation, des élections démocratiques pour le bureau exécutifdu COGES, la préparation du plan d'action ,Cependant ,les système de suivi / évaluation de COGES n'est pas encore établi, Dans le document de la strategie, il n'y a pas de plan budgétaire ni pour le suivi durant toute la période de la générqlisation, ni pour les activié à partir de 2^{ème} année, Le TDR et les nombre de personel de cellule de COGES, et la collaboration entre PACOGES , MENA et MATDS restent à bien clarifier. (Source: Procès-verbal de la Stratégie de la généralisation des COGES au Burkina Faso, mai 2011)</p>
3. Réalisations de l'objectif global	1 Les COGES fonctionnels sont généralisés dans tout le pays.	<p><Indicateur 1> Intégration de la stratégie dans le Plan Sectoriel</p> <p>✓ Dans le Programme de Développement Stratégique de l'éducation de base (PDSEB : 2012-2020), les contours de la généralisation à l'échelle nationale des COGES seront soulignés. Cependant,il est nécessaire qu'il soit prendre en compte dans le plan d'action de MENA.</p> <p>(Source: Programme de développement stratégique de l'Education de base (PDSEB: 2012-2020)</p>
	2. L'environnement scolaire est amélioré à travers les COGES fonctionnels	<p><Indicateur 2.1> Type et nombre des activités réalisées dans le cadre de plan d'action de l'école</p> <p>✓ Le nombre d'activités scolaires prévues et d'activités mises en œuvre sont les suivants.</p>

	Nombre de COGES	Nombre d'activités scolaires prévues	Nombre d'activités mises en œuvre	Taux d'exécution	Nombre moyen d'activités / COGES	Nmbr moyen d'activié/ COGES
2009/10	362	1 594	1 328	83%	4,4	3,6
2010/11	1048	4904	3503	71%	4,7	3,3

Types d'activités scolaires réalisés par le COGES sont comme suit.

<Amélioration de l'environnement scolaire>

- Réparer et placer la table et le tableau noir
- Réparation et mettre en place clôture de l'école
- Construire des salles de classe provisoires
- Placer l'eau potable dans la classe et réparer le puits
- Construire salles de bain
- Placer des trousse de premiers soins en salle de classe
- Nettoyage de l'école et placer la poubelle
- Planter des arbres et acheter le filet de protection
- Construire une cuisine pour préparer des cantinescolaires et les épiceries pour les achats

<Promotion de la scolarisation des filles>

- Prise en charge des frais de scolarité pour les familles vulnérables
- Sensibilisation sur la scolarisation des filles pour les parents
- Prise en charge de la délivrance des certificats de naissance

<Prise en charge des enseignants>

- Construire la maison de l'enseignant
- Les frais de transport pour la participation des GAP

<Amélioration de la qualité de l'éducation>

- Achat de lampes pour l'apprentissage de nuit

<ul style="list-style-type: none"> • Soutien pour des cours supplémentaires (frais de transport et repas) • Organiser examen probatoire • Reconnaître les étudiants brillants • Achat manuels • Sensibilisation sur le suivi des élèves à la maison • Sensibilisation sur l'obtention du temps d'étude / d'apprentissage <p>(Source: rapports de la réunion mensuelle à DPEBA, plan d'action de COGES)</p>																															
<p><Indicateur 2.2> Amélioration des statistiques scolaires (TBS, TBA, Taux de fréquentation, etc.) Il a été remis par la mission d'évaluation à cause qu'il est prématuré de l'examiner par cet indicateur.</p>																															
<p><Indicateur 2.3> Amélioration de la participation communautaire à la gestion de l'école</p> <p style="text-align: center;">« Mobilisation des fonds de la communauté »</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%;"></td> <td style="width: 25%;">1^{er} année(2009-2010)</td> <td style="width: 25%;">2^{eme} année(2010-2011)</td> </tr> <tr> <td></td> <td>362 COGES</td> <td>1034 COGES</td> </tr> <tr> <td>Montant mobilisé TOTAL</td> <td>62 276 665 Fcfa</td> <td>189 276 950 Fcfa</td> </tr> <tr> <td>Montant mobilisé par COGES</td> <td>172 035 Fcfa</td> <td>183 053 Fcfa</td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">« Mobilisation de participation communautaire à la mise en place des COGES »</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 20%;"></th> <th style="width: 15%;">1^{er} année (2009-2010)</th> <th style="width: 15%;">2^{eme} année (2010-2011)</th> <th style="width: 15%;">3^{eme} année (2011-2012)</th> <th style="width: 35%;">TOTAL</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Nombre de COGES (mise en place)</td> <td style="text-align: center;">362</td> <td style="text-align: center;">681</td> <td style="text-align: center;">408</td> <td style="text-align: center;">1 451</td> </tr> <tr> <td>Participation de</td> <td style="text-align: center;">44 851</td> <td style="text-align: center;">74 773</td> <td style="text-align: center;">34 394</td> <td style="text-align: center;">154 018</td> </tr> </tbody> </table>						1 ^{er} année(2009-2010)	2 ^{eme} année(2010-2011)		362 COGES	1034 COGES	Montant mobilisé TOTAL	62 276 665 Fcfa	189 276 950 Fcfa	Montant mobilisé par COGES	172 035 Fcfa	183 053 Fcfa		1 ^{er} année (2009-2010)	2 ^{eme} année (2010-2011)	3 ^{eme} année (2011-2012)	TOTAL	Nombre de COGES (mise en place)	362	681	408	1 451	Participation de	44 851	74 773	34 394	154 018
	1 ^{er} année(2009-2010)	2 ^{eme} année(2010-2011)																													
	362 COGES	1034 COGES																													
Montant mobilisé TOTAL	62 276 665 Fcfa	189 276 950 Fcfa																													
Montant mobilisé par COGES	172 035 Fcfa	183 053 Fcfa																													
	1 ^{er} année (2009-2010)	2 ^{eme} année (2010-2011)	3 ^{eme} année (2011-2012)	TOTAL																											
Nombre de COGES (mise en place)	362	681	408	1 451																											
Participation de	44 851	74 773	34 394	154 018																											

		Communauté						
		% femme	49.3%	49.1%	44.4%	48.1%		
		Participation Par COGES	124 per / COGES	110 per / COGES	84 per / COGES	106 per / COGES		
(Source: Enquête par questionnaire menée par le projet)								
Contribution								
Contribution (Partie japonaise)	Expert	Expert à long terme envoyés (annexe 5-1). <Expert à long terme> Junko Nakazawa (conseiller principal / gestion scolaire: Nov. 2009 -) Keiko Sano (développement des capacités des COGES /gestionnaire: novembre 2009-octobre 2011.) Kikue Sugimoto (développement des capacités des COGES / gestionnaire: Oct. 2011 -) <Expert à court terme> Mayu Shimizu (suivi des COGES: octobre 2010-mars 2011) Yoshinori Yamashiro (IEC: décembre 2010-mars 2011) Yukiko Saito (Suivi des activités COGES: décembre 2011-mars 2012)						
	Les participants à la formation d'homologues au Japon	Pas de participants.						
	Fourniture d'équipements	Matériel et équipement	(Model /N° d'appareil)	Quantité	Prix unitaire (CFA)	Sous-total (CFA)	Date délivrée	Lieu
	Véhicule	TOYOTA PRADO (4WD)	2	19,000,000	38,000,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
	Imprimant en noire-blanc	KYOCERA FS-1300D	1	370,000	370,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon

			Imprimant en couleur	KYOCERA FS-C5100DN	1	425,000	425,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
			Ordinateur (bureau)	DELL OPTIPLEX 360MT+ECRAN PLAT TFT 19"	2	630,000	1, 260,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
			Ordinateur (Portable)	HP610 FREEDOS	2	900,000	1, 800,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
			Photocopieur	CANON IR5000	1	6, 000,000	6, 000,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
			Projecteur	EPSON EB-X6	1	620,000	620,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
			Téléphone-fax	PANASONIC KX-FP 701 CX	1	325,000	325,000	Nov. 2009	Ouaga.	Conservé à cause du problème de ligne
			Appareil-photo numérique	CANON POWERSHOT A480	2	155,000	310,000	Nov. 2009	Ouaga.	Bon
			Moto	YAMAHA V80	13	1, 290,000	16, 770,000	Mars 2010	Oubritenga Ganzourgo Kourweogo	Bon
			Groupe électrogène	SDMO/T12 EC2000/14 LWA86dB E F.G. WILSON	1	6, 950,000	6, 950,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
			Imprimant en noire-blanc	HP 3005 DN	1	560,500	560,500	Mars 2010	Ouaga.	Bon
			Scanner	HP SCANJET 5590	1	472,000	472,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
			Ordinateur (bureau)	HP/COMPAQ DX 1000 DUAL CORE 2,5 GHZ + ECRAN PLAT TFT 19"	2	826,000	1, 652,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
			Caméra vidéo numérique	SONY DCR-SR 67 E DD 80 Go	1	590,000	590,000	Mars 2010	Ouaga.	Bon
			Moto	YAMAHA V80	6	1, 490,000	8, 940,000	Mars 2010	Koulpélogo Kouritenga	Bon

1	ORBEOGO Sibiri	Directeur de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août. 2011
2	GANOU Gnissa	Directeur de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
3	ZEBANGO Bougré	Point focal de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Sep. 2011
4	SAMPO Jean-Baptiste	Point focal de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
Région Plateau-Central				
5	OUEDRAOGO Wendkouni	Directeur de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août 2011
6	KABORE Regma Etienne	Directeur de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août. 2011	Présent
7	DIABOUGA Yabouré Josephe	Point focal de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Présent
Région Central-Est				
8	NABA Babougou	Directeur de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2010	Août 2011
9	Mme BAGRE Poulaine	Directeur de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
10	NAPON Ousmane	Point focal de la Direction Régional de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2010	Présent
(2) Homologue provincial				
No	Nom et prénom	Poste	Période	
			de	à
Région Central : Province du Kadiogo				
1	Mme ZONGO P. Esther	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Sep. 2011
2	ZOUNGRANA Managabamba	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
3	IMA Jean-François	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Kadiogo	Nov. 2009	Jan. 2012
4	Mme KABORE/COMPAORE Yabiri	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Jan 2012	Présent
Région Central : Province de l'Ouhimbira				

5	Mme HAMA Binta	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Sep. 2011
6	DIALLO Yabouré Joseph	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Sep. 2011	Présent
7	SAWADOGO Baba	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de l'Oubritenga	Jan. 2010	Présent
Région Plateau-Central : Province du Kourweogo				
7	KOUMSONGO Bernard	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de l'Kourweogo	Sep. 2010	Août 2011
8	DIALLO Mamoudou	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de l'Kourweogo	Sep. 2011	Présent
9	CONGO Souleimane	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de l'Kourweogo	Sep. 2010	Présent
Région Plateau-Central : Province du Ganzourgou				
10	BELEMLINGA Tinlé	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Nov. 2009	Août. 2011
11	Mme KAFANDO/KOIRA Edith	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
12	KYELEM Dieudonné	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Ganzourgou	Nov. 2009	Présent
Région Plateau-Central : Province du Boulgou				
13	DABIRE Lucas	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Boulgou	Mai. 2010	Présent
14	NONKANE Mahamadi	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Boulgou	Nov. 2010	Présent
Région Central-Est : Province du Koulpélogo				
15	ZORE Pibakoba	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août 2011	Présent
16	KOUSSOUBE Issaka	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Koulpélogo	Sep. 2011	Présent
Région Central-Est : Province du Kouritenga				
17	Mme BADO/OUEDRAOGO Martine	Directeur de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Août	Présent

			2011	
18	ZOUNGRANA Leonard	Point focal de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation du Kouritenga	Sep. 2011	Présent

(2) Circonscription d'éducation de base (CEB) concerné

No.	Province	Nom de CEB	Nombre de Chef du CEB et son Conseillers Pédagogiques formés
1	KADIOGO	OUAGA 1	5
2		OUAGA 2	4
3		OUAGA 3	6
4		SAABA	4
5		KOUBRI	4
6	OUBRITENGA	ABSOUYA	2
7		LOUMBILA	1
8		DAPELOGO	2
9		NAGREONGO	2
10		OURGOU-MANEGA	3
11		ZITENGA	2
12		ZINIARE 1	2
13		ZINIARE 2	2
14	ZINIARE 3	3	
15	KOURWEOGO	BOUSSE 1	2
16		BOUSSE 2	3
17		LAYE	2
18		SOURGOUBILA	3
19		NIOU	3
20		TOEGHIN	2
21	GANZOURGOU	BOUDRY I	2
22		BOUDRY II	2
23		BOUDRY III	2
24		KOGHO	2
25		MEGUET	3
26		MOGTEDO I	2
27		MOGTEDO II	2
28		SALOGO	2
29		ZAM	2
30		ZORGHO 1	2
31		ZORGHO 2	2

		32	ZOUNGOU	2
		33	BAGRE	2
		34	BANE	2
		35	BEGUEDO	2
		36	BISSIGA	2
		37	BITTOU	3
		38	BOUSSOUMA	3
		39	GARANGO I	3
		40	GARANGO II	3
		41	KOMTOEGA	2
		42	NIAOGHO	2
		43	TENKODOGO I	3
		44	TENKODOGO 2	3
		45	TENKODOGO 3	3
		46	ZABRE 1	3
		47	ZABRE 2	3
		48	COMIN YANGA	2
		49	DOURTENGA	2
		50	LALGAYE	2
		51	OUARGAYE	3
		52	SANGHA	3
		53	SOUDOUGUI	2
		54	YARGATENGA	2
		55	YONDE	2
		56	ANDEMTENGA	3
		57	BASKOURÉ	2
		58	DIALGAYE	3
		59	GOUNGHIN	3
		60	KANDO	3
		61	KOUPÉLA I	3
		62	KOUPÉLA II	3
		63	POUYTENGA I	3
		64	POUYTENGA II	3
		65	TENSOBTENGA	3
		BOULGOU		
		KOULPELOGO		
		KOURITENGA		
	Fourniture du bureau du projet et coût de fonctionnement	<p>Le bureau du projet a été fourni par le Gouvernement du Burkina Faso conformément à l'accord. La prise en charge du coût de fonctionnement du projet a été assurée par les deux parties (La partie burkinabé: les frais d'électricité et d'eau, JICA: les frais de communication).</p> <p>La JICA a pris en charge de l'aménagement des locaux du projet.</p>		

No.	Bâtiment / Facilités	Lieu
1	Bureau du projet inclus; - 5 bureaux - 1 salle de réunion - 1 magasin - Garage	Bureau pour le projet construit par le Ministère de l'Education
Suivi du budget	Frais de carburant pour le suivi par le MENA (y compris les encadreurs): Des frais de carburant du suivi ont été alloués aux directeurs régionaux et provinciaux, et aux points focaux du montant total de 2 600 000 Fcfa en 2010 et de 3 320 000Fcfa en 2011 (35 000 FCFA/CEB).	
Autres	Le frais de l'atelier sur la généralisation des COGES à l'échelle nationale ont été payés par le gouvernement du Burkina Faso.	

Processus de mise en œuvre du Projet

Eléments d'évaluation	Questions d'évaluation		Conclusion de l'étude			
	Eléments majeurs	Eléments mineurs				
Vérification du processus de mise en œuvre	1. Processus de mise en œuvre du projet	1-1 Mener une enquête sur l'état des lieux du fonctionnement des COGES au niveau des écoles cibles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le projet a recruté des consultants locaux pour mener l'étude de base (nombre d'échantillons: 10% des écoles nouvellement ciblés). ✓ L'enquête consiste en 1) une re 2 lation entre les parents d'élèves et les communautés locaux concernant la gestion de l'école, et 2) la situation de suivi menée par les encadreurs de service déconcentrés. ✓ Toutefois, les zones cibles supplémentaires dans la deuxième année (Ouaga2, 3, Koubri et Saaba) ne sont pas concernées 			
		1-2 Tenir un atelier de restitution des résultats de l'enquête	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le projet a partagé les résultats de l'étude de base avec les parties prenantes lors des réunions mensuelles provinciales (le rapport a également été envoyé aux directeurs régionaux et provinciaux concernés). 			
		1-3 Réviser les modules de formation sur la mise en place des COGES	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En Juillet 2010 et septembre 2011, le projet a organisé les ateliers pour réviser les guides de formation avec les encadreurs des service déconcentrés en les adaptant à la réalités du terrains. Pour la première année du projet, les document guides ont été révisés par les experts japonais et les consultants locaux. 			
		1-4 Organiser la formation des formateurs en utilisant les modules révisés	<p>Les formations sur la mise en place des COGES à travers l'élection démocratique pour les encadreurs déconcentrés ont été organisées comme suivant. Le nombre de participants a atteint 215, et se composait des directeurs de la DPEBA, des points focaux de la DPEBA, des CCEB et des conseillers pédagogiques.</p>			
		Année	Province	Période	Nombre de participants	

	2009 (1 ^{ère} année)	Oubritenga CEB Ouaga 1	24 - 26 Novembre 2009 (3 jours)	23	
		Ganzourgou	Janv. 5 - 8, 2010 (4 jours)	30	
	2010 (2 ^{ème} année)	Boulgou	13 – 17 Sept. 2010 (5 jours)	37	
		Kourweogo	20 – 24 Sept. 2010 (5 jours)	18	
		Kadiogo (4CEB) ¹	9 -13 Nov. 2010 (5 jours)	34	
	2011 (3 ^{ème} année)	Koulpelogo	26 – 30 Sept. 2010 (5 jours)	31	
		Kourritenga	10-14 Oct. 2011 (5 jours)	42	
1-5 Organiser la formation des directeurs d'écoles en utilisant les modules révisés	<p>✓ Les encdeurs des CEB ont mené des formations sur la mise en place de COGES dans leurs écoles respectures. Comme résultat, 1442 COGES ont été mis en place.</p> <p>✓ Après 2010/2011, les deux représentants de la mairie (le maire et une personne en charge de l'éducation) ont été impliqués aux formations dans le cadre de la décentralisation.</p>				
	• Année	Zone	Période des formations sur la mise en place des COGES	Nombre de participants (principe)	Nombre du COGES mis en place
	• 2009 (1 ^{ère} année)	Oubritenga ²	Déc. 2009	213/213 (100%)	213 (100%)
CEB Ouaga 1		Déc. 2009	20/20	10	

¹ Dans la formation des formateurs 2010/2011 au Kadiogo, 2011/2012 au Koulpelogo et au Kourritenga, les encadreurs nouvellement affectés sont compris dans la liste des participants.

² Dans les CEB de Nagréongo et d'Ourgou Manega, les COGES avait été installés lors du projet pilote en 2008/2009 et ce avant le commencement du PACOGES. Cependant, les directeurs d'écoles des deux CEB transférées ont aussi participé à la formation, ce qui fait qu'il y a un écart entre le nombre de participants et le nombre de COGES installé.

				(100%)	(98%)
		Ganzourgou (Une moitié de la zone)	Janv. 2010	141/141 (100%)	139 (99%)
• 2010 (2ème année)		Boulgou	Oct. 2010	314/314 (100%)	308 (100%)
		Kourweogo	Oct. 2010	144/144 (100%)	138 (100%)
		Kadiogo (CEB)	Nov. 2010	83/83 (100%)	67 (100%)
		Ganzourgou (Moitié de la zone)	Nov. 2010	163/163 (100%)	160 (100%)
• 2011 (3ème année)		Koupelogo	Oct. 2011	203/203 (100%)	191 (98%)
		Kourritenga	Oct. 2011	231/231 (100%)	217 (100%)
2-1 Réviser les modules de formation en techniques de gestion scolaire et financière y compris le plan d'action de l'école	✓ Identique à 1-3				
2-2 Organiser la formation des formateurs en utilisant les modules révisés	✓ Identique à 1-4				
2-3 Organiser la formation des membres du COGES en utilisant les modules révisés	✓ Les encadreurs des CEB ont organisé des formations de formateurs sur le plan d'action et la gestion financière pour les membres des COGES. Ainsi, 99% des COGES ont élaboré des plans d'action (excepté pour 2011/2012).				

Année	Zone	Période de formation	Nombre de participants	Nombre de plans d'action
2009 (1ère année)	Oubritenga	Jan. 2010	534/534 (100%)	213 (100%)
	CEB Ouaga 1	Fév. 2010	36/36 ³ (100%)	10 (100%)
	Ganzourgou (moitié de la zone)	Fév. 2010	413/417 (99%)	139 (100%)
2010 (2ème année)	Boulgou	Nov. 2010	928/928 (100%)	308 (100%)
	Kourweogo	Nov. 2010	420/420 (100%)	138 (100%)
	Kadiogo (4CEB)	Janv. and Fév., 2011	218/220 (99%)	67 (98%)
	Ganzourgou (Moitié de la zone)	Déc. 2010	485/485 (100%)	160 (100%)
2011 (3ème année)	Koulpelogo	Sept. 2011	766/766 (100%)	191 (100%)
	Kourritenga	Oct. 2011	851/851 (100%)	217 (100%)
3-1 Mener une enquête sur l'état des lieux du système de suivi individuel et collectif	✓ Cela n'a pas été mené.			

³ En cas d'unification de plusieurs écoles pour former un COGES, les participants à la formation se limitent au Président et au Trésorier du COGES. Par contre, tous les directeurs d'écoles participent à la formation.

3-2 Réviser les modules de formation en techniques de suivi et évaluation des activités du COGES	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Identique à 1-3 ✓ En Septembre 2011, les éléments suivants ont été ajoutés dans les guides; la clarification de rôle de chaque acteur dans le dispositif de suivi, et le système de rapportage. 								
3-3 Organiser la formation des formateurs en utilisant les modules révisés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Identique à 1-4 								
3-4 Organiser la formation des membres du COGES en utilisant les modules révisés	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les formations sur le dispositif de suivi pour les membres des COGES ont été introduits dans les formations sur le plan d'action. Les participants ont suivi 1) Le suivi interne des COGES, 2) Le suivi externe des COGES (visite des écoles par les encadreurs des CEB), 3) le cadre de concertation de base, et 4) réunion mensuelle à la DPEBA 								
3-5 Organiser la réunion mensuelle pour le suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au niveau provincial, les réunions mensuelles ont été organisées régulièrement. Les principaux participants à ces de réunions étaient: La DPEBA, les points focaux de la DPEBA et des encadreurs des CEB. Pour le car spécifique de la province du Kadiogo, les chargés de l'éducation dans les communes participent aux réunions, en plus des administrateurs locaux du MENA. ✓ Les contenus de ces réunions portent sur : <ol style="list-style-type: none"> 1) l'état d'avancement des activités du COGES, 2) les difficultés rencontrées et les solutions à envisager pour promouvoir les COGES. ✓ Dans l'Oubritenga en 2009/2010, les encadreurs de chaque CEB ont fait le point de la mise en oeuvre des activités d'amélioration de la qualité qui ont été réalisées par COGES, même que avec les initiatives développées lors d'une réunion mensuelle. Le taux de réussite à l'examen final a été remarquablement amélioré dans cette province. <p>*jusqu'à la fin de Décembre 2011</p> <table border="1" data-bbox="976 1225 2000 1343"> <thead> <tr> <th data-bbox="976 1225 1160 1257">Année scolaire</th> <th data-bbox="1160 1225 1375 1257">Zone</th> <th data-bbox="1375 1225 1485 1343">Nombre de réunions</th> <th data-bbox="1485 1225 2000 1257">Période</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="976 1257 1160 1343"></td> <td data-bbox="1160 1257 1375 1343"></td> <td data-bbox="1375 1257 1485 1343"></td> <td data-bbox="1485 1257 2000 1343"></td> </tr> </tbody> </table>	Année scolaire	Zone	Nombre de réunions	Période				
Année scolaire	Zone	Nombre de réunions	Période						

		tenues	
2009/10	Oubritenga	7	Déc. 2009, Janv., Fév., Mars, Avril, Mai, et Juillet 2010
	Ganzourgou	6	Fév., Mars, Avril, Mai, et Juillet 2010 (deux fois)
	CEB Ouaga 1	5	Janv., Mars, Avril, Mai et Août 2010
2010/2011	Oubritenga	7	Oct., Déc., 2010 Janv., Fév., Mars, Juin, et Juillet 2011
	Ganzourgou	8	Oct., Nov., 2010 Janv., Fév., Mars, Avril, Juin, et Juillet 2011
	Kourweogo	7	Nov. et Déc., 2010 Janv., Fév., Mars, Juin, et Juillet, 2011
	Boulgou	7	Nov., et Déc., 2010 Janv., Fév., Mars, Juin, et Août, 2011
	Kadiogo	6	Nov. 2010 ⁴ , Janv., Fév., Mars, Juin et Juillet, 2011
2011/12	Oubritenga	2	Novembre et Décembre, 2011
	Ganzourgou	2	Novembre et Décembre, 2011
	Kourweogo	2	Novembre et Décembre, 2011
	Boulgou	2	Novembre et Décembre, 2011
	Kadiogo	2	Novembre et Décembre, 2011
	Koulpelogo	2	Novembre et Décembre, 2011
	Kourittenga	1	Novembre 2011
3-6 Organiser une rencontre de partage d'expériences au niveau de DREBA	<p>✓ En 2009/2010, l'atelier de partage d'expériences au niveau régional avec les COGES a été organisé en Mars 2010 dans la province de l'Oubritenga. Les participants ont partagé des expériences et des informations, et ont discuté des difficultés abordées afin d'améliorer le fonctionnement des COGES. Les représentants de la mairie y ont participé.</p> <p>✓ En 2010/2011, les ateliers d'échange d'expériences au niveau provincial ont été</p>		

⁴ La réunion mensuelle de Novembre 2010 a concerné uniquement la CEB de Ouaga 1.

		<p>organisées dans l'Oubritenga, en Octobre 2010, au Ganzourgou en Février 2011, au Boulgou, Kourweogo et au Kadiogo en Mars 2011. Les représentants de la mairie ont y participé. Les principaux thèmes étaient axés sur l'établissement de relations entre les acteurs des communes et des COGES, l'amélioration du fonctionnement du COGES, et le rôle de chaque acteur dans l'amélioration de la qualité de l'éducation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les participants du COGES étaient les représentants du cadre de concertation de base. ✓ Les participants ont pris la décision sur les activités qui contribuent au développement de l'éducation ont réussi à discuter et à traiter des plans d'action pour le développement de l'éducation. Cependant, ils ne sont pas parvenus à s'entendre sur la définition des indicateurs cibles. ✓ Les résolutions des réunions d'échange d'expériences ne sont pas bien partagées avec les COGES même si les réunions collectives des COGES ont été tenues. À l'avenir, l'implication de tous les COGES est requise par l'établissement du système de partage d'informations nécessaires
	4-1 Mener l'évaluation et l'analyse de la stratégie	Bien que cette activité doive se faire dans l'évaluation à mi-parcours avant l'approbation de la diffusion à l'échelle nationale de ce modèle, l'approbation a été donnée en mai 2011 en raison de la forte initiative du MENA.
	4-2 Tenir des ateliers de partage et de capitalisation des expériences	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En mai 2011, l'atelier sur la généralisation des COGES à l'échelle nationale a été organisé, et la stratégie a été approuvée par le MENA. La stratégie révèle l'approche de formation qui a été introduite par le projet, l'introduction de COGES démocratiques et l'élaboration du plan d'action grâce à la participation communautaire. La stratégie de diffusion a été presque approuvée par les deux parties bien que cet atelier ait été organisé lors de l'évacuation des experts japonais du Burkina Faso.
2. Le suivi	1. Y a-t-il des problèmes pour le transfert de la technique?	<p><Suivi de la formation> par la méthode en cascade</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le suivi de la formation des formateurs est mené par les membres du projet. ✓ Les formateurs ont été affectés par les encardeurs de déconcentré du MENA qui

		<p>avaient soutenu activement les COGES et qui avaient eu une connaissance suffisante de la démarche des COGES. Les formateurs ont été nommés par les membres de l'équipe du projet.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Les formations pour les directeurs d'école et les formations sur la gestion participative de l'école par le COGES : le suivi des projets est effectué autour de la CEB. Pendant la session de formation, les participants qui avaient obtenu moins de connaissances concernant le concept de COGES, les encadreurs de CEB reforment les membres de COGES leur niveau pour compléter. Le but de cette mesure est de maintenir la qualité de la formation sur le terrain (en 2010/2011).✓ En 2010/2011, le projet a assigné des brillants administrateurs locaux à la conduite du suivi après la formation (formations sur la mise en place de COGES et la gestion participative de l'école par le COGES). Cette mesure a conduit à la réduction de l'intervention du projet.
	<p>2. Le projet effectue-t-il le suivi régulièrement?</p>	<ul style="list-style-type: none">✓ En ce qui concerne le MENA, le rapport est soumis au ministère deux fois par an. Le coordinateur national rapporte au secrétaire général du MENA à chaque fois après la mise en œuvre des activités du projet. <p>« Réunions de suivi mensuel »</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Cette activité a été réalisée par l'équipe du projet.✓ Pour améliorer à l'avenir, il devrait être plus concentré sur la capacité d'analyse des activités des COGES. Il est nécessaire d'améliorer et renforcer leurs capacités sur les résultats quantitatifs tels que le taux d'exécution des plans d'action, les difficultés rencontrées et les solutions de leur niveau, etc. <ul style="list-style-type: none">✓ En ce qui concerne la partie japonaise, le projet fournit un rapport mensuel à la JICA. En outre, le projet partage les informations et les questions abordées avec le bureau local de la JICA et le siège. La personne en charge de l'éducation au bureau de

		la JICA et les personnes en charge visitent le projet aussi souvent que possible.
Le système de gestion et de mise en œuvre du projet	Le système de gestion et de mise en œuvre du projet fonctionne-t-il correctement?	<p>✓ Les systèmes de gestion et de mise en œuvre des activités du PACOGES sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le MENA: 1 coordonnateur national, 1 membre du personnel en charge des questions financières, trois points focaux des COGES (tous les membres sont nommés par arrêté ministériel) • La JICA: 2 experts japonais à long terme, et des experts à court terme si nécessaire • 1 consultant local <p>- La JICA soutient des projets similaires, qui appuient la promotion de la gestion communautaire des écoles au Niger, au Mali et au Sénégal. Dans ces pays, le projet affecte des consultants locaux et / ou des ONG pour mener des formations. D'autre part, au Burkina Faso, le gouvernement a désapprouvé l'affectation de consultants locaux et des ONG. Par conséquent, la charge du projet, en particulier des experts japonais, pour la gestion des procédures financières a été remarquablement croissante, bien que l'appropriation par la partie burkinabé en matière de gestion et de mise en œuvre du projet soient restés très élevées.</p> <p>- En raison de la pénurie d'experts japonais parlant le français, à trois reprises un(1) expert japonais qui était censé être affecté au <suivi des COGES > n'a pu être sélectionné dans la procédure d'appel d'offres. Par conséquent, l'expert de suivi des activités du COGES a été sélectionné par recommandation du siège de la JICA pour un certain temps (à partir de Décembre 2011).</p>
	La communication entre les membres de l'équipe du projet est-elle suffisante?	<p>✓ La communication entre les membres de l'équipe du projet était suffisante jusqu'à la mi-2011 et les informations et le programme d'activités du projet étaient partagés avec les membres à travers la réunion régulière et son compte rendu par l'email.</p>

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Toutefois, les réunions régulières ont été arrêtées depuis Juillet 2011 et le projet tenait seulement les réunions entre le coordonnateur national et deux experts japonais en l'absence dans l'absent des PF. ✓ Dans le système actuel de gestion du projet, la prise de décision de chaque étape de travaux s'est concentrée dans l'intention de la direction du projet, désormais il est nécessaire d'intégrer les opinions et les suggestions des autres acteurs pour prendre décision.
Appropriation par les homologues	Les homologues s'impliquent-ils activement dans la stratégie et les activités du projet?	<p>En pratiquant des activités du projet avec les experts japonais, le Coordonnateur prend la responsabilité en tant que le représentant de MENA, et il s'explique en toute occasion auprès des encadreurs que le projet PACOGES est un projet du MENA et non plus de bailleur de fonds. En réalité, la correspondante entre les bureaux déconcentrés et projet est exécutée en personne. Par conséquent, l'engagement de l'homologue Burkinabé est estimé qu'il est haut.</p>
	La contribution de l'organisme homologue est-elle suffisante?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'atelier national sur la diffusion à l'échelle nationale des COGES a eu lieu en mai 2011, et la Stratégie de généralisation de la mise en place des Comités de Gestion d'Ecole au Burkina Faso a été validé, en plus l'explication officiel à propos des grandes lignes de la stratégie de COGES dans le cadre de la décentralisation du secteur de l'éducation a été fait en août 2011 à l'occasion de la conférence pédagogique. ✓ Toutefois, la Stratégie de généralisation de la mise en place des Comités de Gestion d'Ecole au Burkina Faso ne mentionne que la mise en œuvre de la formation et le système de suivi non plus. En outre, dans le budget de la Stratégie, le frais d'activité n'est pas prévu après la deuxième année par rapport le budget pour la première année qu'y est compté comme le frais de suivi (l'organisation des réunions mensuelles et le suivi des activités). ✓ Pour le moment, l'unité / section en charge de la politique de COGES n'existe pas dans le MENA, et le PACOGES s'occupe du domaine de COGES et la question de décentralisation dans le MENA temporairement. Le MENA prévoit de créer une cellule

			<p>qui s'occupera de COGES dans le MENA au moment de la généralisation nationale.</p>
		<p>Les montants et le temps affectés par l'organisme homologue sont-ils exacts?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le coût du carburant du suivi des activités des COGES couvert par le MENA a été alloué à l'administration et aux points focaux des DREBA et DPEBA, et n'a pas atteint le niveau des CEB (depuis décembre 2010) car les CEB étaient déjà pris en compte par la contre partie japonaise. D'autre part, en Septembre 2011, le coût du carburant pour le suivi aux CEB d'intervention du projet a été alloué en raison de 35 000 Fcfa / CEB pour ce qui est de la première tranche semestrielle. Le Projet a pris en charge le coût de carburant pour le suivi jusqu'à la fin Mars 2011. ✓ Le budget pour le suivi des écoles (100 000 Fcfa / école) a été inscrit dans le budget annuel du MENA, qui est censé prendre en charge aussi le suivi des activités des COGES. Cependant, le décaissement a tendance à prendre du retard et le montant pour le suivi des activités des COGES n'est pas suffisant non plus. En conséquence, l'activité de suivi des COGES n'est pas toujours bien menée.
		<p>L'affectation du personnel de l'organisme homologue est-elle suffisante?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'affectation du personnel de l'organisme homologue n'est pas suffisante. Puisque le coordonnateur national du PACOGES souvent sollicité pour différentes tâches avec le MENA, ils n'ont pas assez de personnes qui peuvent être en charge de la coordination entre les niveaux régional et provincial. ✓ Pour l'instant, les experts japonais gèrent cette coordination avec le niveau régional et provincial au nom du personnel du MENA. ✓ Puisque les points focaux du PACOGES sont censés être en charge du <suivi> qui est déterminé par arrêté ministériel, ils ne sont pas supposés travailler sur d'autres questions. Par conséquent, la charge de travail sur l'expert de la JICA s'est accrue. ✓ En conséquence, le personnel permanent pouvant travailler sur le projet en général est le coordonnateur national du PACOGES.

La collaboration avec les bailleurs	Existe-t-il une collaboration avec les bailleurs?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les quarante (40) COGES ont été établis dans la province de Houët, la région de Hauts-Bassins, soutenus par le PASEB (le projet de la Banque mondiale). Le PACOGES a appuyé la formation des formateurs. ✓ Dans la province du Boulgou et du Koulpelogo de la région du Centre-Est, les coordinateurs provinciaux d'une ONG du Danemark, Born Fonden ont participé à la formation des formateurs du projet et ont adopté certaines des approches dans la mise en oeuvre de leur activité. ✓ L'UNICEF a intérêt à l'approche du projet dans le manuel de « l'École de Qualité amie des enfants (EQuam) ».
	Le projet partage-t-il les informations nécessaires avec les bailleurs de fonds?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le coordonnateur national du PACOGES a présenté les activités du projet pendant la cadre partenarial MENA/PTF ✓ Le projet a également partagé les informations sur le projet et l'état d'avancement avec la Banque mondiale en vue d'obtenir les fonds JSDF, ainsi que les grandes lignes du projet à l'ambassade des Pays Bas (chef de file des PTF) en 2010.
	Le projet a-t-il collaboré avec d'autres projets japonais?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La collaboration avec le projet SMASSE est encore en discussion, car 1) les coordonnateurs des deux projets ne sont pas suffisamment positifs pour la collaboration, et aussi 2) les négociations sont dans une impasse en raison de la différence de points de vue sur les résultats. Pour l'instant, il n'y a aucune approche efficace pour la collaboration.
Facteurs de contribution et d'empêchement aux progrès des activités	Y a-t-il des facteurs d'empêchement au progrès des activités et à l'atteinte des résultats et but du projet?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En raison de manifestations étudiantes, les écoles ont été fermées de la fin Février à Mars 2011. Par conséquent, l'activité des COGES n'a pas été soutenue durant cette période. ✓ Des troupes rebelles ont influencé à l'organisation de AG au niveau COGES en Mars 2011 et il y avait certains COGES n'ont pas pu réaliser les AG. ✓ La responsabilité du frais des carburant pour suivi a été transférée au MENA depuis avril 2011. Cela a causé un retard du décaissement de l'allocation et affecté l'efficacité des activités de suivi. ✓ La Mairie qui charge de la responsabilité administrative de l'école première ne partage pas sur l'information à propos de COGES avec les structures concernés de la déconcentration (ex.

		<p>MATDs) et.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les informations sur la mise en place des COGES n'ont pas été efficacement partagées avec les parties prenantes, en particulier avec le Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation (MATDs), chargé des collectivités territoriales. Par conséquent, l'intégration de la commune à l'activité des COGES ne se passe pas efficacement et l'implication insuffisante des Communes affecte la mise en œuvre du projet pilote pour établir un modèle efficace.
	Y a-t-il des facteurs contribuant au progrès des activités du projet?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'appropriation par le MENA contribue à l'avancement des activités du projet. ✓ La sensibilisation de la politique des COGES a été introduite dans les différentes activités du MENA. Cela a contribué à l'état d'avancement du projet. ✓ Le projet a nommé les encadreurs brillants formateurs de la formation. Ce qui a eu un impact efficace sur l'état d'avancement du projet.
Révision du cadre logique	Révision du cadre logique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les quatre (4) CEB du Kadiogo ont été ajoutés comme zone cible du projet. L'objectif est d'essayer d'établir le nouveau modèle <d'approche urbaine>. Le cadre logique révisé a été approuvé et signé par le bureau de la JICA au Burkina Faso et le MENA.

Evaluation par les cinq critères

Eléments d'évaluation	Questions d'évaluation		Conclusions de l'étude
	Eléments majeurs	Eléments mineurs	
Nécessité		Le but du projet correspond t-il aux besoins de la région cible et de la société?	<p>✓ Comparativement aux indicateurs scolaires de l'enseignement primaire des autres pays d'Afrique Sub-Sahariens, ceux du Burkina sont relativement bas. Ils sont pour le taux brut de scolarisation de 78%, le taux net de scolarisation 63%, le taux de redoublement de 11%, le taux d'abandon de 29%, et le taux d'achevement de 71% (2007), Il sont en deça de la moyenne des pays sub-sahariens africains (pays sub-sahariens africains: TBA 102% et TNA de 76%).(Données: UNESCO Rapport mondial de suivi EFA 2011). Il y a donc un l besoin assez élevé d'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation de base. .</p> <p>< Niveau de l'école ></p> <p>- Au Burkina Faso, il a été observé que l'activité de gestion de l'école est réalisée par les APE et AME dans de nombreuses écoles. Toutefois, la participation des APE et AME à la gestion de l'école n'est pas jugée suffisamment fiable par communautés à cause du manque de transparence dans la gestion financière, l'absence d'information sur les activités scolaires. A travers la gestion de l'école par les COGES, qui implique la mise en place d'un paquet minimum, le choix des membres de la communauté chargé de gérer l'école se fait par élection démocratique, la gestion financière est transparente - Par conséquent, le projet a amélioré e, l'environnement scolaire grâce à la gestion des ressources mobilisées par la communauté au profit de l'école.</p>
		Le but du projet correspond t-il au plan national de développement du Burkina Faso?	<p>✓ Selon la SCADD (2011-2015), le développement de l'éducation est fondamental pour développer les ressources humaines afin de contribuer à la croissance économique au Burkina Faso.</p> <p>✓ Le MENA a été priorisé el'améliorationr de l'accès et de la qualité de l'éducation à travers le PDEB (2002). Il a aussi prévu dans ce cadre, l'amélioration de l'environnement et la gestion scolaire à travers la participation communautaire. Cela est vu comme pouvant contribuer àà 'améliorer la qualité de l'éducation. En outre, Le gouvernement burkinabè a pris le décret concernant l'établissement des COGES dans chaque école du Burkina Faso en mai 2008</p>
	Priorité	Le projet est-il compatible avec la politique japonaise de l'APD et du programme pays JICA?	<p>Le projet est cohérent avec la politique de l'APD japonaise pour les raisons suivantes:</p> <p>✓ <Le programme d'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation> est l'une des propriétés de premier plan du ldu Plan d'assistance pays japonais au Burkina Faso.</p> <p>✓ politique de la coopération japonaise a mis davantage l'accent sur la gestion scolaire basée sur la participation communautaire. Le Japon a annoncé à la TICAD IV qu'il aiderait la promotion de la gestion scolaire à travers la participation communautaire en ciblant 10 000 écoles en Afrique de l'Ouest.</p>

	<p>La pertinence comme moyen</p>	<p>L'approche du projet est-elle appropriée en tant que stratégie pour résoudre le problème éducatif du Burkina Faso?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans le PDDEB, l'amélioration de l'environnement scolaire à travers la gestion communautaire a été introduite en vue d'améliorer la qualité de l'éducation. Dans le passé, la gestion communautaire de l'école était assurée par les APE et AME (les membres n'étaient pas été élus démocratiquement), les problèmes ont été soulevés tels que : le dysfonctionnement des APE et AME, a l'inefficacité des activités de l'école en raison de l'absence de coordination entre les différents acteurs. La participation communautaire dans la gestion scolaire introduite par le projet (après l'expérience du projet EPT au Niger) a largement contribué à rendre les COGES fonctionnels et engagé à être transparent pour la communauté, en termes de partage d'information et de la gestion financière. Par ailleurs, grâce à la planification et la mise en œuvre du plan d'action scolaire préparé par les COGES, le projet appuie l'améliorer de l'environnement scolaire et la qualité de l'éducation. Par conséquent, on peut dire que le projet a fait preuve d'une stratégie efficace pour améliorer la qualité de l'éducation, conformément à l'objectif du PDDEB. ✓ Le projet a adopté l'approche de la gestion communautaire de l'école qui a été empruntée au «Projet d'appui à l'amélioration de la gestion scolaire à travers la participation communautaire (Ecole pour Tous), au Niger". Au Niger, il est dit que le projet a contribué à améliorer le taux brut de scolarisation, bien qu'il soit nécessaire de mener une étude pour mesurer la relation entre l'intervention des activités et l'amélioration des taux de scolarisation.
		<p>Le choix de la zone pilote est-il précis?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au Burkina Faso, avant l'intervention du projet, le taux brut de scolarisation dans le Plateau Central, le Centre-est était respectivement de 84.0%(2008/2009) et 71.7%(2009/2010). On peut dire que le choix des zones d'intervention est juste car ces zones ont démontré des problèmes d'éducation selon les indicateurs de l'éducation nationale. ✓ Le choix de la zone d'intervention du projet est juste pour les raisons suivantes: 1) Le plateau Central est proche de la capitale Ouagadougou, et il est présente aussi bien des aspect ruraux que urbains. Par conséquent, on peut dire qu'il est pertinent d'y faire l'expérimentation en vue d'une dissémination du modèle de ayant cette même physionomie . 2) Le Centre-Est est une zone avec un taux de scolarisation des filles faible par rapport aux autres régions du Burkina. On peut donc dire qu'il est pertinent de choisir cette région où il y aurait une possibilité de voir si le projet produit des résultats efficace dans ce domaine.t .

Taux Brut de Scolarisation (TBS)

Région	Province	2006/07		2007/08		2008/09		2009/10		2010/11	
		TOTAL	Fille	TOTAL	Fille	TOTAL	Fille	TOTAL	Fille	TOTAL	Fille
Plateau Centre	Ganzourgou	56.7	50.6	61.9	55.7	71.3	63.7	76.4	70.1	80.2	74.8
	Kourweogo	71.4	61.4	80.3	71.0	96.0	85.5	97.4	89.5	102.0	95.7
	Oubritenga	65.5	58.9	70.6	64.4	84.0	76.5	87.2	81.6	89.4	85.3
	TOTAL	64.5	57.0	70.9	63.7	83.8	75.2	87.0	80.4	90.5	85.3
Centre-Est	Boulgou	65.9	62.2	70.9	68.2	70.2	66.2	72.3	68.8	77.1	74.5
	Koulpelogo	57.0	50.8	63.1	57.3	59.3	52.2	59.6	53.1	61.9	55.5
	Kourritenga	66.4	60.9	73.0	67.8	80.8	74.2	83.3	77.8	88.9	84.1
	TOTAL	63.1	58.0	69.0	64.4	70.1	64.2	71.7	66.6	76.0	71.4

Le Japon a-t-il un avantage dans la coopération technique dans ce domaine?

- ✓ Le projet a adopté l'approche communautaire de gestion de l'école qui a été emprunté au «Projet d'appui à l'amélioration de la gestion scolaire à travers la participation communautaire (Ecole pour Tous), au Niger". Par ailleurs, les projets de gestion communautaire des écoles ayant commencé au Mali au Sénégal en plus du Niger, le partage d'expériences et d'informations est mené entre ces différents projets.

Y a-t-il des effets étendus à d'autres régions?

- ✓ Les bailleurs de fonds reconnaissent que la mise en place du paquet minimum a contribué non seulement à l'amélioration de la gestion de l'école, mais aussi à rendre opérationnel les organisations et institutions. Par exemple, l'assistance technique telle que la formation pour élaboration du le plan d'action a été requis par certaines ONG qui interviennent dans de secteurs qui ne relèvent pas de l'éducation.
- ✓ le modèle du projet a été introduit dans le PASEB (Projet de la Banque mondiale), à travers la mise en place quarante (40) COGES fonctionnels à Bobo-Dioulasso. Ainsi, on peut dire que le projet a fortement démontré des effets d'extension dans d'autres zones.
- ✓ Le modèle COGES a été adopté de même que la stratégie nationale de généralisation, officiellement en mai 2011.

Y a-t-il des changements environnementaux tels que le changement de

- ✓ Les manifestations scolaire et estudiantine et les mutineries ont généré une confusion et des perturbations sociales de Février à Mai 2011. Les manifestations ont lieu de façon sporadique jusqu'à maintenant.
- ✓ La situation économique en zone rurale s'est aggravée en raison l'insuffisance de la production agricole causée par pénurie de pluie en 2011.

		la politique, de l'institution, et de la situation socio-économie après la mission de pré-évaluation?	
Efficacité	Perspective de l'atteinte du but du Projet		<p>Dans une certaine mesure l'objectif du projet a été réalisé en partie. Toutefois, il a nécessité de mettre en place des appuis durables et des suivis pour renforcer le dispositif institutionnel et soutenir les activités des COGES fonctionnels.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Premier indicateur: Presque tous les COGES ont formulé leur plan d'action et mis en œuvre au moins plus d'une activité. ✓ 2ème indicateur: La contribution (financière, matérielle et humaines) des communautés a été augmentée. ✓ 3e indicateur: La stratégie de généralisation a été approuvée officiellement en mai 2011. Toutefois, cette, stratégie doit être améliorée avant la généralisation.
	Relations Cause et Effet	Le résultat du projet contribue-t-on à la réalisation des objectifs du projet?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Selon les entretiens réalisés auprès des communautés les membres des COGES, les plans d'action scolaires ont été relativement bien élaborés et s'exécutés (Indicateur 1 du but projet). La participation communautaire à la gestion scolaire (nombre de participation et de contribution) a été augmenté (Indicateur 2 du but du projet). Les membres des COGES et ceux de la communauté ont dit ce qui suit. . <la participation communautaire (en lien avec le résultat 1§2) et le suivi/appui accompagnement des COGES (résultat 3) sont importants.> <A travers le plan d'action élaboré (résultat 2), nous pouvons trouver les problèmes de l'école et la manière dont nous devrions contribuer>. <Nous avons été en mesure de réparer le forage en voyant le plan (résultat 2) d'autres COGES et partager l'expérience des autres COGES à travers les rencontres COGES (en lien avec le résultat 3)>. Les encadreurs CEB ont dit <Nous avons pu conseiller les COGES en vérifiant leur plan d'action de l'école>. <i>Puisqu'il y a des points vagues dans la stratégie de généralisation dû au fait qu'elle a été approuvée avant l'évaluation interne (résultat 4), le résultat 4 est nécessaire pour une bonne mise en œuvre de la stratégie (indicateur 3 pour le but du projet). Par conséquent, les indicateurs du but du projet seront réalisés sur la base des résultats.</i> ✓ <La communauté doit soutenir les activités du COGES puisque c'est nous qui en avons élu les membres.> <La Participation et la contribution ont été requis par les assemblées communautaires>. Il est démontré que l'introduction de l'élection démocratique des membres des COGES et la mise en place des assemblées communautaires ont contribué à accroître la participation et la contribution communautaire (indicateur 2 du but du projet), et de faire élaborer et appliquer plan d'action scolaire par les communautés (indicateur 1 du but du projet). Par conséquent, l'indicateur du but du projet ne sera réalisé que si la motivation de la communauté est

		<p>maintenue grâce à l'appui des COGES et du système de suivi (y compris le suivi collectif des COGES).</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>En ce qui concerne l'indicateur de résultat 3:</u> En ce qui concerne l'indicateur du résultat 3 <Systèmes d'appui et de suivi des COGES sont établis>, elle peut être mesurée par l'indicateur 3-2 < les réunions entre PF, CEB et COGES collectifs sont organisées au moins deux fois l'année>. Cet indicateur (indicateur 3-2) devrait être révisé puisque le nombre de réunions ne suffit pas à mesurer la fonctionnalité du système de suivi. En outre, la méthode de collecte des documents (plan d'action scolaire, le bilan annuel du plan d'action) doivent être élaborés et exécutés puisque cette activité contribuera à mesurer les aptitudes du système de suivi. En général, les 3 résultats n'ont pas encore été pleinement atteints (ils sont en quelque sorte retardés). En vue d'atteindre le but du projet, des efforts supplémentaires sur le résultat 3 sont requis. ✓ <u>En ce qui concerne le résultat 4:</u> L'indicateur 3 du but du projet (l'approbation de la stratégie nationale COGES) a été atteint sans organiser l'évaluation interne du projet sur la stratégie du COGES (les activités des résultats 4-1 et 4-2). En fait, le MENA a organisé l'atelier national sur la stratégie COGES et la généralisation à l'échelle nationale des COGES sans procéder à l'évaluation interne. En conséquence, il y a des problèmes dans le fonctionnement du suivi des COGES dans certains domaines.
	<p>Les <hypothèses importantes> qui déterminent les résultats au but du projet fonctionnent-elles jusqu'à maintenant?</p>	<p><u>1.La politique de décentralisation sur la gestion de l'école est maintenue.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La mise en place des COGES dans chaque école a été décrétée en 2008. Il est prévu qu'il joue un rôle important pour établir des COGES fonctionnels afin d'améliorer l'environnement scolaire. ✓ La politique de décentralisation a été poursuivie, mais le processus de décentralisation est en quelque sorte retardé ou toujours en cours. Ainsi, il y a quelques problèmes de coordination entre les acteurs de la décentralisation et de la déconcentration. Dans la première année du projet, il a été observé que peu des communes (urbaines et rurales) désapprouvent la création de COGES. ✓ A partir de la deuxième année, le projet a essayé d'inclure la commune en tant que participants de la session de formation. L'implication des acteurs communaux a facilité différentes activités de gestion de l'école. Cependant, le retard dans l'affectation du personnel communal (en particulier, en charge de l'éducation) a entraîné l'inefficacité de la gestion de projet. Dans la période restante du projet, la méthode d'implication de la commune doit être revue. ✓ Au moment de l'évaluation à mi-parcours, l'hypothèse critique semble se vérifier. Toutefois, le projet devrait prendre en considération non seulement <le fait de maintenir la politique de décentralisation> l, mais aussi impliquer les différents acteurs (acteurs du niveau central surtout).

			<p>1. <u>Les administrateurs formés ne sont pas affectés.</u> Les affectations de personnel sont faits à chaque année au mois de septembre. Le projet a observé 1-2 changement de personnel dans chaque province depuis Novembre 2009. En Septembre 2011, le nombre de personnels affectés a augmenté. Ce mouvement de personnel n'a pas d'incidence sur les activités du projet si le changement des encadreurs des CEB a lieu au sein de la même province. En Septembre 2011, tous les directeurs des DREBA et DPEBA ont été affecté ailleurs (sauf la province du Boulgou). Toutefois les PF provinciaux et régionaux sont resté et ont continué de travailler avec le projet.</p> <p>2. <u>Le projet a organisé des formations pour les directeurs nouvellement arrivés dans la zone.</u></p> <p>3. <u>Il n'y a pas de démission de membres de COGES formés (avant la fin de leur mandat).</u> Il a été observé parfois que les membres élus et formés des COGES ont été démis en raison de l'insuffisance de leurs performances. Le projet dit qu'il y avait des améliorations après le remplacement des membres défaillants de COGES. Selon les Encadreurs CEB et les COGES, ils continuent de sensibiliser et de former tous les membres COGES y compris les nouveaux.</p> <p>4. <u>La coordination et l'harmonisation avec les différents partenaires de la techniques et financiers (donateurs et ONG) sont maintenues.</u> Le projet (par l'intermédiaire du MENA) a coordonné les actions avec les différents partenaires techniques et financiers en matière de soutien aux COGES dans la zone du projet.</p> <p>5. <u>La situation économique des ménages ne s'aggrave pas.</u> ✓ En 2009 et 2010, il n'a pas été observé de détérioration de l'économie des ménages. En général, la situation économique influe sur le montant total de la contribution à l'activité des COGES, puisque que la communauté décide du montant de la contribution elle même. Lors de la mission de revue à mi-parcours, la détérioration a été observée dans très peu de zones. ✓ En raison de la sécheresse, une famine a eu lieu au Burkina Faso, en particulier dans une partie du nord du pays en 2011. En conséquence, le prix des denrées alimentaires a augmenté, et les conditions de vie des ménages devient plus difficile. Il est possible que cela affecte le montant de la contribution pendant la période du projet.</p>
	<p>Y a-t-il des facteurs contributifs ou d'empêchement à</p>		<p>✓ Y a-t-il quelques facteurs qui empêchent le projet d'atteindre son but d; ✓ Selon l'équipe du projet il ya eu des facteurs imprévus qui ont pu empêcher le projet d'atteindre son but : Les manifestations de scolaires a entraîné la fermeture des écoles de fin février à mars 2011 ce qui</p>

		l'atteinte du but du projet?	<p>a amené les COGES à suspendre leurs activités pendant cette période</p> <p>Le mouvement en 2011 de plusieurs responsables administratifs en qui avaient initialement reçu des informations et des formations</p> <p>L'information sur la décentralisation n'est pas suffisamment partagée par les acteurs notamment la commune qui est désormais responsable de l'école, le Ministère de l'administration territoriale de la décentralisation et de la sécurité. Résultat, l'engagement des communes n'est pas suffisant pour favoriser le renforcement des activités des COGES. Cela ne favorise pas non plus la consolidation d'un modèle de COGES par le projet.</p> <p>Le transfert des ressources humaines au profit des communes a été retardé, ce qui ne favorise pas une bonne collaboration du PACOGES et des COGES avec les communes.</p> <p>Une collecte de données sur le rapport entre les activités des plans d'action des COGES et les résultats atteints devraient permettre de mesurer dans les détails et avec précision la situation des COGES afin de prendre des mesures appropriées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'affectation des directeurs d'école • le manque de compréhension des activités COGES par des membres des COGES (notamment ceux nommés par le conseil municipal) • Le manque d'implication de l'administration centrales qui supervise l'école primaire <ul style="list-style-type: none"> ✓ Il existe certains facteurs qui contribuent à atteindre le but du projet: <ul style="list-style-type: none"> • l'expérience et la capacité du directeur d'école • L'implication des personnes influentes dans les activités des COGES (chef religieux, leader d'association de jeunesse, etc)
Efficience	Génération des résultats	Les résultats sont-ils produits de manière exacte ?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les activités relatives aux résultats 1, 2 et 3 ont été en grande partie mises en œuvre comme prévus ✓ Toutefois, pour le résultat 3, il est nécessaire de renforcer le suivi des COGES car le taux de collecte des plans d'action d'école et des bilans annuelles n'est pas suffisant. <p>Le résultat 4 sera mis en œuvre à l'avenir comme prévu</p>
	Relation Cause et Effet	Le volume d'activités est-il suffisant pour produire le résultat?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En ce qui concerne les résultats 1 et 2, dans la plupart des écoles cibles ont été installés des COGES fonctionnels à travers l'approche du Projet. Dans la 1ère et 2ème année, les écoles ont élaboré le plan d'action d'école et plus d'une activité ont été exécutés. Par conséquent il peut être estimé que les résultats étaient sortis par l'intervention du projet. ✓ Les activités liées au Résultat 3 ont été mis en œuvre selon le Plan d'opération (PO). Cependant, il est difficile de conclure que les activités concernant le résultat 3 ont été entièrement mises en œuvre car il y a quelques questions sur la fonction du suivi collectif et la collecte des plans d'action scolaire annuels. Afin d'établir un système de suivi efficace et durable, les activités et les indicateurs devraient être révisées. ✓ Les activités lié au résultat 4 seront mis en œuvre conformément au plan..

	Y a-t-il des <hypothèses critiques> pour produire un résultat?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ D'importantes hypothèses critiques n'ont pas été observées. ✓ En raison de la détérioration de la situation socio-politique,, certains COGES ont reporté leurs activités les experts japonais ont quitté le Burkina Faso. Cela a eu des effets infimes sur la fonctionnalité des COGES
Timing, qualité et quantité des apports	La qualité, la quantité et le calendrier des apports sont-ils adaptés à partir des résultats atteints?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le coordonnateur national (CN) et les experts japonais sont des travailleurs acharnés et font preuve de diligence. Cependant, les TDR du CN et la délimitation de tâches entre le CN et les experts n'est pas clair. ✓ Les TDR des points focaux et la délimitation de leur tâche n'est pas clair. L'implication de PF n'est pas suffisante. ✓ Le nombre d'homologues n'est pas suffisant pour gérer la généralisation à l'échelle nationale, surtout au niveau central, il n'y a pas d'homologues autres que le NC. Les experts japonais prennent parfois certains rôles en raison du manque de personnel. Le nombre d'homologues doit être augmenté afin de transférer les connaissances et l'expérience des projets. ✓ Les experts japonais prennent souvent la responsabilité pour combler le déficit en capital humain ✓ Les experts japonais à long terme ont été envoyés comme prévu, bien que leur nombre et leur calendrier ne soient pas estimés assez satisfaisants. Toutefois il est difficile d'envoyer des experts japonais à court terme car la JICA connaît une pénurie d'experts parlant la langue française. ✓ La conception du projet semble avoir été inadéquate, pour le système institutionnel et la stratégie du MENA, ce qui a augmenté le fardeau pour la partie japonaise (en particulier pendant la 2ème année du projet). En conséquence, il affecte la qualité des activités et l'élaboration de la stratégie du projet.
Coût	Y a-t-il des efforts faits pour réduire le coût?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le projet a appliqué les méthodes suivantes pour réduire les coûts: <ul style="list-style-type: none"> - <Le plan d'action d'école> qui a été introduit par le projet est élaboré et mis en œuvre par la communauté. Ces activités communautaires sur la gestion scolaire aident à mettre en œuvre

			<p>efficacement le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation du système scolaire de suivi par la CEB, et l'existence d'encadreurs locaux (personnel CEB) en tant que formateurs internes. - La sélection des participants à la formation dans les membres des COGES (limitation du nombre de participants) - En 2011/2012, la la désignation des encadreurs locaux comme formateurs au niveau de la CEB (formation sur la mise en place des COGES, et l'élaboration des plans d'action COGES) afin d'assurer la formation avec l'aide minimale du projet - Le suivi du CEB est concentré sur les encadreurs de la CEB avec une faible niveau compréhension.
		Y a-t-il des facteurs réducteurs de coût?	<p>✓ La stratégie et l'approche ont été partagées avec d'autres projets de gestion de l'école en Afrique de l'Ouest. Cela a aidé le projet à mettre en œuvre les activités de manière efficace.</p>
Impact	Perspective d'atteinte e l'objectif global	Peut-on atteindre l'objectif global attendu du projet à partir de la situation actuelle du projet?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il est trop tôt pour conclure que l'objectif global a été atteint. Cependant, il y a quelques preuves que beaucoup de progrès ont été réalisés comme suit. <ul style="list-style-type: none"> - lemodele de COGES et la stratégie de généralisation ont été officiellement approuvé mais ont besoins d'être amélioré. (indicateur 1). ✓ Indicateur 1 et 2 les activités du plan d'action d'école ont été mis en œuvre ✓ Néanmoins il est trop tôt pour que ces résultats puisse impacter sur les statistiques scolaires. Toutefois, les acteurs de l'éducation, les encadreurs, les idirecteur d'école et les membre des communauté diensent que lmes activités ds COGES améliorent l'éducation nottamment au niveau de la scolarisation des filles et l'assiduité des élèves <ul style="list-style-type: none"> - L'amélioration des indicateurs, tels que le taux de scolarisation, a été observée dans un projet similaire (ex. Niger). <p>Ainsi, il est probable que l'objectif global sera atteint dans le futur avec la mise en place d'un système de suivi des COGES, et l'obtention d' un soutien financier pour la généralisation à l'échelle nationale.</p>

	Y a-t-il <des hypothèses importantes> qui empêchent la réalisation de l'objectif global?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il est nécessaire pour le projet /MENA de 1) de clarifier le mandat du PACOGES 2) élaborer un plan budgétaire à moyen terme, et 3) Garantir le budget pour la généralisation à l'échelle nationale, afin d'atteindre l'objectif du projet. ✓ La mobilisation de la contribution communautaire et l'activation des activités COGES sont requises pour améliorer le taux brut de scolarisation. En outre, le système d'appui et de suivi des COGES devrait être institutionnalisé, tout en améliorant et en révisant le système de suivi scolaire actuel qui n'est pas toujours fonctionnel. Par ailleurs, l'aspect de la décentralisation / déconcentration prendront un rôle important dans la création du système de suivi. La mise en place d'un système efficace de suivi des COGES sera un facteur important pour l'atteinte de l'objectif global.
Relation de cause à effet (Objectif global et But et Projet)	Y a-t-il des écarts entre l'objectif global et le but du projet?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La relation entre l'objectif global et le but du projet est logique, selon les points suivante; <ul style="list-style-type: none"> - La généralisation à l'échelle nationale sera effectuée après l'établissement de la stratégie sur le modèle de COGES fonctionnel, - Le milieu scolaire sera amélioré après la mise en place des COGES fonctionnels. En conséquence, le taux de scolarisation sera aussi amélioré. ✓ L'équipe d'évaluation à mi-parcours a observé que l'environnement éducatif s'améliore depuis la mise en place du modèle de gestion scolaire (modèle du projet). Toutefois, il est nécessaire pour le projet / MENA d'analyser la relation entre les résultats du projet (impact) et l'amélioration des données telles que les taux de scolarisation, etc
	<L'hypothèse importante> est précise pour produire objectif global? 'Hypothèse critique> pour atteindre l'objectif global est-il susceptible de réaliser?	< La politique de décentralisation de la gestion scolaire sera maintenue> Le même que ci-dessus mentionné.
Effets étendus	Y a-t-il des impacts positifs ou négatifs qui se sont produits autres que l'objectif global ?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Quarante (40) COGES fonctionnels ont été mis en place à Hue, Bobo-Dioulasso par le PASEB (Projet de la banque mondiale). Le projet a appuyé le PASEB pour réaliser la formation des formateurs. ✓ Les membres de l'ONG danois, Bornfonden , ont participé à la formation des formateurs et

		La projet a-t-il pris des mesures de prévention contre les incidences négatives ?	<p>appliqué certaines approches du projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'UNICEF applique l'approche du projet dans le programme de développement des capacités des COGES des CEBNEF, et dans le manuel pour les enseignants (École amie des enfants). ✓ Des APE ont adopté méthode de l'élection démocratique pour les membres du bureau et celle du bilan financier lors des AG. ✓ L'impact négatif n'a pas été observé.
	Aspect de politique et de système	Les activités du projet se sont-elles alignées sur la politique et système éducatifs au Burkina Faso?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La stratégie des COGES est soutenue par la politique, et il a été officiellement approuvé en mai 2011 pour la diffusion à l'échelle nationale. ✓ Cependant, il nécessaire d'intervenir sur les points suivants: <ul style="list-style-type: none"> - e système de suivi dans le document de stratégie - Développer des TDR pour la cellule COGES, et à clarifier la délimitation des tâches entre la cellule COGES et le PACOGES - garantir le budget de la généralisation (y compris le suivi) - Collaborer avec le Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation et la sécurité (MATDS) ✓ Le suivi scolaire effectué par les encadreur de la CEB est un travail vigueur dans le système administratif scolaire au Burkina Faso
		Le MENA a-t-il une capacité suffisante et un système institutionnel précis pour poursuivre les activités?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le PACOGES, est un projets qui, coordonne en même temps la stratégie COGES et les activités COGES au MENA, car il n'ya pas deCellule spécifique chargé des COGES etc. Avant la généralisations au plan national, la cellule COGES est censée être établie. La délimitation des tâches entre cette cellule COGES et le PACOGES tiendra compte des points suivants ;; <ul style="list-style-type: none"> - La cellule COGES se chargera de l'aspect administration dans la généralisation, - Le PACOGES sera spécialisé dans l'aspect technique de la généralisation. <p>Sans la mise en place de la cellule COGES, le projet aura des difficultés à renforcer le développement des capacités au sein du MENA. Les encadreurs des CEB ont pour mandat d'effectuer le suivi scolaire, toutefois, le budget adéquat ne leur ait pas toujours alloué. Les encadreurs des CEB ont une capacité suffisante et les qualifications requises pour mener les formations (mise en place des COGES, et élaboration duplan d'action scolaire), mais la qualité de la formation devrait être améliorée à l'avenir.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Compte tenue du processus de politique de décentralisation / déconcentration, l'implication de la commune) et du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation et de la sécurité (MATDS) sont davantage requises. L'implication et la coordination des actions nont pas été estimées suffisantes au moment de la revue à mi-parcours.
	Le MENA s'est-il suffisamment approprié la mise en œuvre du projet?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le CN travaille très dur ardemment pour établir le modèle COGES et conduire la généralisation au niveau nationale. ✓ Les points focaux COGES sont mandatés pour mener des activités de suivi. En conséquence, ils ne sont pas en mesure d'être pleinement impliqués dans les activités de projet. ✓ . 	

	Y-a-t-il le budget nécessaire pour soutenir les activités après la période de coopération	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Selon le document de stratégie de généralisation le budget pour le suivi (carburant pour les encadreurs de la CEB, réunion de mensuelle, etc) n'a pas été garnati par le gouvernement du Burkina Faso. ✓ Il n'ya pas de déclaration sur les budgets de la 2ème année et après. ✓ Au Mali (le projet de gestion scolaire), le budget de généralisation a été désapprouvé par la Banque mondiale (JSDF). Le budget de généralisation est encore en train d'être recherché. ✓ Il est également nécessaire de reconsidérer le budget alloué à la CEB (100.000 Fcfa / CEB) par les MENA. Le projet devrait favoriser la discussion pour inclure le suivi des COGES dans le suivi scolaire existant (Suivi Pédagogique). Pour une bon suivi, le calendrier d'allocation budgétaire à la CEB devrait être respecté.
Aspects techniques	Est-ce l'approche COGES acceptée dans la société?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Avant la création du COGES fonctionnels, les personnes chargées de la gestion scolaire ont été choisis de manière consensuelle par les APE et AME, ce qui a abouti au faible recours aux communautés. Après la mise en place des COGES fonctionnels, les membres sont élus démocratiquement; la dépendance de la communauté envers les COGES est en augmentation. Dans certaines régions, on a même commencé à choisir les membres des bureaux APE par élection démocratique. ✓ L'approche COGES, qui est considéré comme un modèle de transparence sur la gestion institutionnelle et financière, est accueilli favorablement par les communautés, puisque elles-mêmes élaborent et mettent en œuvre le plan d'action de l'école. ✓ La compréhension concernant les activités des COGES a été accrue entre les différents acteurs puisque le milieu éducatif a été amélioré grâce à la participation communautaire.
	La maintenance des ressources est-elle exacte ?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les véhicules et les autres ressources sont bien entretenus et gérés par la supervision des experts japonais.
	Le mécanisme de diffusion à	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le modèle COGES a été initialement développé par le Niger <Projet école pour tous> à des fins de

	<p>l'échelle nationale est-il impliqué? Est-il possible de mettre en œuvre?</p>	<p>diffusion nationale. Le modèle a également été développé avec une intervention minimum de ressources.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Il est possible de fournir une formation de qualité avec les encadreurs pris comme formateurs de formateurs. ✓ L'utilisation des manuels de formation contribue à la mise en œuvre harmonieuse de l'activité des COGES (formation menée par la CEB en élection démocratique, et l'élaboration du plan d'action d'école). On peut dire que la qualité de la formation est au moins assurée pour la généralisation. Cependant, le Suivi collectif doit être testé et commencé le plus tôt possible. Le manuel devrait être aussi révisé et renforcé. ✓ Le projet avait préconisé la généralisation des COGES, à l'issue de l'approbation officielle de la stratégie de généralisation ✓ Il est requis que le projet / MENA inclue le système d'administration existant dans le mécanisme de mise en œuvre du projet afin de renforcer le développement des capacités au MENA. ✓ La participation de la commune, qui a compétence sur l'école primaire, a été promue au cours des différentes sessions de formation. Il est crucial d'impliquer les acteurs de la commune dans les activités COGES selon l'avancement de la décentralisation.
<p>Les aspects sociaux, culturels et environnementaux</p>	<p>Y a-t-il des facteurs qui empêchent d'assurer la durabilité en raison de la prise en compte insuffisante du genre et de la vulnérabilité sociale?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il n'a pas été observé les problèmes qui peuvent influencer négativement sur la durabilité du projet. ✓ Afin de promouvoir la participation des femmes dans les activités, les COGES sont tenus de respecter les points suivants: <ul style="list-style-type: none"> - Tenir des assemblées communautaires à des moments adéquats pour les femmes - Promouvoir la participation des femmes dans les COGES, surtout celles qui prennent en charge la scolarisation des filles ✓ En termes de considération de la vulnérabilité sociale, on peut dire que l'influence de la vulnérabilité sociale a été diminuée en raison du processus électoral démocratique

Nécessité d'une révision de la conception du projet	Toute question abordée et les risques lors de la pré-évaluation	Y a-t-il un changement de sujet abordés et des risques qui ont été mentionnés lors de la pré-évaluation?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il n'y a pas de déclaration dans le rapport de pré-évaluation.
	Consideration future	Quels sont les autres points qui nécessitent une attention dans la période restante du projet?	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La révision du cadre logique est nécessaire, car il y a quelques confusions au sujet du résultat 3 (ex. renforcement de la méthode de suivi). ✓ Le cadre logique doit être révisé et modifié suivant l'approbation de la stratégie nationale de généralisation des COGES.

